



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
OCCITANIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale  
de l'économie, de l'emploi  
du travail et des solidarités**



# CHIFFRES CLÉS



Édition 2021

# Présentation de la DREETS

---



Au 1er avril 2021, la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) et la direction régionale de la cohésion sociale (DRCS) ont fusionné leurs champs de compétences pour devenir la **direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS)**, service déconcentré de l'État commun aux ministres chargés des affaires sociales, de l'économie et des finances, du travail et de l'emploi.

La DREETS constitue désormais l'une des quatre directions des services de l'Etat en région sous l'autorité du préfet.

La DREETS exerce des missions régaliennes et de développement réparties en 4 pôles :

- le pôle C (Concurrence, Consommation, Répression des fraudes, Métrologie) : participation au bon fonctionnement et à la loyauté du marché en matière de concurrence, de produits vitivinicoles et de métrologie légale, et pilotage des directions départementales interministérielles dans le domaine de la protection économique et sécurité des consommateurs.
- le pôle 3E (Entreprises, Emploi et Economie) : soutien à l'innovation et au développement des entreprises, développement des compétences des salariés, accompagnement vers l'emploi, anticipation et accompagnement des mutations économiques, gestion du Fonds social européen.
- le pôle T (Politique du travail) : respect du droit du travail, promotion de la qualité de l'emploi, amélioration des conditions de travail et de la santé au travail, appui au dialogue social, veille et suivi des relations individuelles et collectives de travail.
- le pôle CSFC (Cohésion sociale, formation, certification) : prévention et lutte contre les exclusions, protection et insertion des personnes vulnérables, contrôle et inspection des établissements et services sociaux, gestion de l'activité de formation certification pour le travail social et les professions paramédicales.

Outre ces missions opérationnelles, la DREETS pilote, anime et coordonne les politiques publiques mises en œuvre dans la région par les directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités (et de la protection des populations) (DDETS(PP)), au plus près des concitoyens.

Cette grande direction régionale, dont le siège est à Toulouse, maintient une partie de ses services à Montpellier pour garantir la réalisation en proximité des missions opérationnelles et préserver l'équilibre régional déjà instauré.



C'est avec grand plaisir que je vous présente ce premier numéro des « Chiffres clés Occitanie » réalisé par le service Etudes Statistiques Evaluation de la DREETS Occitanie, dans la lignée de la série des Chiffres clés publiée par la Direccte.

Deuxième région de France en superficie et cinquième région en population avec 5,8 millions d'habitants, l'Occitanie et ses territoires contrastés bénéficient de multiples atouts pour rayonner au niveau français et européen.

Elle dispose de toutes les caractéristiques d'une grande région : l'accès à la mer, deux massifs montagneux, une forte attractivité économique, un potentiel de recherche de premier plan, un tourisme dynamique, des produits de qualité, une forte identité historique et culturelle.

Dans le cadre très large des missions de la DREETS Occitanie, et plus encore dans le contexte actuel de crise sanitaire, la compréhension du tissu économique et social qui rend cette région à la fois riche et fragile, nécessite de par sa complexité une observation objective.

Par le recueil d'informations synthétiques, simples et lisibles mobilisant les données les plus récentes, ces nouveaux chiffres-clés, qui se substituent aux chiffres-clés produits chaque année par la DIRECCTE Occitanie, s'enrichissent de données sur le champ de la cohésion sociale. Ils visent à favoriser la connaissance de la région et à éclairer l'action publique dans le champ d'intervention de la DREETS.

Ils s'adressent aux responsables institutionnels mais aussi à un public plus large, soucieux de mieux apprendre à connaître et comprendre ce territoire.

Cette publication est également disponible en format numérique sur le site Internet de la DREETS Occitanie : <https://occitanie.dreets.gouv.fr/>.

Bonne lecture à tous !

**Christophe Lerouge**

**Directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités**

*Toutes les remarques ou suggestions que le lecteur voudra bien nous adresser seront les bienvenues pour nous permettre d'améliorer la qualité de ce document qui est actualisé annuellement.*

*N'hésitez pas à nous contacter à l'adresse suivante : [oc.statistiques@dreets.gouv.fr](mailto:oc.statistiques@dreets.gouv.fr)*



Edito..... page 3

## 1 - CONTEXTE SOCIAL ..... PAGE 7

- 1. Population : démographie, population active, population en emploi, immigration ..... page 8
- 2. Logement : parc immobilier ..... page 21
- 3. Revenus et précarité :
  - structure du revenu, carte des revenus médians, différences salariales ..... page 22
  - taux de pauvreté, surendettement, points Conseil Budget ..... page 25
- 4. Marché du travail : taux de chômage, demandeurs d'emploi ..... page 27

## 2 - APPAREIL PRODUCTIF ..... PAGE 33

- 1. Emploi : structure des établissements, structure de l'emploi salarié et non salarié, intérim ..... page 34
- 2. Activité économique
  - PIB, VA ..... page 43
  - Démographie d'entreprise, ..... page 44
  - Commerce extérieur, ..... page 45
  - Agriculture : productions viticoles, production bio, fruits et légumes ..... page 47
  - Capacités touristiques hôtels et campings, fréquentation hôtelière ..... page 50

## 3 - POLITIQUES D'INCLUSION SOCIALE ..... PAGE 51

- 1. Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) ..... page 52
- 2. Politiques du logement : hébergement social et accompagné, expulsions locatives, recours au droit au logement (DALO) ..... page 54
- 3. Solidarités :
  - Dépenses d'aide sociale, minima sociaux (RSA, AAH, ASS, primes d'activité) ..... page 59
  - Distribution de l'aide alimentaire, protection des personnes vulnérables ..... page 61



## 4 - POLITIQUES D'EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE ..... PAGE 65

- ▶ 1. Politiques d'emploi :
  - Alternance (contrats de professionnalisation), contrats aidés (PEC, CIE, Emplois francs) ..... page 66
  - Plan "#1Jeune1solution" : aide à l'embauche des jeunes, contrats aidés, PACEA et Garantie Jeunes ..... page 72
  - Accompagnement des missions locales, ..... page 76
  - Insertion par l'activité économique ..... page 77
  - Handicap : entreprises adaptées ..... page 79
- ▶ 2. Formation professionnelle :
  - Organismes de formation et titres professionnels du ministère de l'emploi ..... page 80
  - VAE ..... page 82
  - Formations aux professions sociales et de santé ..... page 84
- ▶ 3. Fonds social européen ..... page 85

## 5 - DEVELOPPEMENT ET MUTATIONS ECONOMIQUES ..... PAGE 87

- ▶ Activité partielle ..... page 88
- ▶ ADEC, FNE ..... page 93
- ▶ Plans de sauvegarde de l'emploi, Revitalisation, Ruptures conventionnelles collectives ..... page 94
- ▶ Licenciements de salariés protégés, Ruptures conventionnelles individuelles ..... page 95

## 6 - RELATIONS ET CONDITIONS DE TRAVAIL ..... PAGE 97

- ▶ 1. Relations professionnelles :
  - Représentativité syndicale ..... page 98
  - Activité prud'homale ..... page 100
  - Accords d'entreprises ..... page 101
- ▶ 2. Santé et sécurité au travail : maladies professionnelles et accidents du travail ..... page 102



<b>7 - ZOOM SUR.....</b>	<b>PAGE 105</b>
‣ L'activité du pôle Concurrence, Consommation, Répression des fraudes et métrologie : CCRF, métrologie .....	page 106
‣ Le système inspection du travail.....	page 107
‣ Le contrôle de la formation professionnelle .....	page 108



# CONTEXTE SOCIAL

Population  
Logement  
Revenus et précarité  
Marché du travail

# 1. Population



## Population de la région Occitanie

Source : recensements de la population 2017 et 2012, exploitations principales

	Moins de 25 ans	Evolution 2016/2011	25 ans - moins de 50 ans	Evolution 2016/2011	50 ans - moins de 65 ans	Evolution 2016/2011	65 ans et plus	Evolution 2016/2011	Population totale	Evolution 2016/2011	Part des femmes	Poids dép. / région
Ariège	38 127	-2,3%	42 698	-5,0%	33 458	+0,6%	38 870	+10,7%	153 153	+0,5%	51,0%	2,6%
Aude	95 837	-2,4%	103 907	-3,2%	77 247	+2,6%	93 269	+14,5%	370 260	+2,2%	51,9%	6,3%
Aveyron	68 293	-0,9%	76 128	-4,8%	59 794	+1,2%	74 991	<b>+9,9%</b>	279 206	+1,1%	50,8%	4,8%
Gard	209 280	-0,6%	216 235	-3,0%	152 894	+2,7%	165 768	+15,7%	744 178	+2,6%	51,8%	12,7%
Haute-Garonne	<b>433 419</b>	<b>+5,6%</b>	<b>467 834</b>	<b>+3,6%</b>	<b>239 907</b>	<b>+6,6%</b>	221 512	+15,4%	<b>1 362 672</b>	<b>+6,5%</b>	51,3%	23,3%
Gers	45 627	-2,4%	51 111	-5,7%	42 870	+1,4%	51 483	+11,2%	191 091	+0,8%	51,2%	3,3%
Hérault	340 487	+4,0%	350 969	+2,9%	212 651	+3,9%	<b>240 785</b>	<b>+17,8%</b>	1 144 892	+6,2%	52,2%	19,6%
Lot	39 364	<b>-4,6%</b>	44 804	<b>-7,2%</b>	39 528	-1,4%	50 131	+12,1%	173 828	-0,3%	51,5%	3,0%
Lozère	<b>19 653</b>	-0,9%	<b>21 607</b>	-6,8%	<b>16 431</b>	<b>-2,8%</b>	<b>18 910</b>	+11,5%	<b>76 601</b>	<b>-0,4%</b>	50,2%	1,3%
Hautes-Pyrénées	56 462	-3,4%	61 781	-6,2%	50 000	+0,2%	60 287	+10,3%	228 530	-0,1%	51,9%	3,9%
Pyrénées-Orientales	125 789	+0,1%	132 892	-2,1%	94 685	+3,1%	121 086	+15,8%	474 452	+3,6%	52,5%	8,1%
Tarn	103 082	+0,8%	108 843	-2,9%	80 537	+2,0%	95 427	+11,4%	387 890	+2,4%	51,9%	6,6%
Tarn-et-Garonne	73 708	+4,8%	77 377	-0,3%	51 377	+3,6%	55 887	+13,0%	258 349	+4,6%	51,1%	4,4%
<b>Occitanie</b>	<b>1 649 129</b>	<b>+1,9%</b>	<b>1 756 185</b>	<b>-0,5%</b>	<b>1 151 380</b>	<b>+3,2%</b>	<b>1 288 408</b>	<b>+14,3%</b>	<b>5 845 102</b>	<b>+3,9%</b>	<b>51,7%</b>	<b>100,0%</b>
Part des femmes	48,9%		50,8%		51,6%		56,5%		51,7%			
<b>Poids région/ France métropolitaine</b>	<b>8,6%</b>		<b>8,7%</b>		<b>9,2%</b>		<b>10,2%</b>		<b>9,0%</b>			

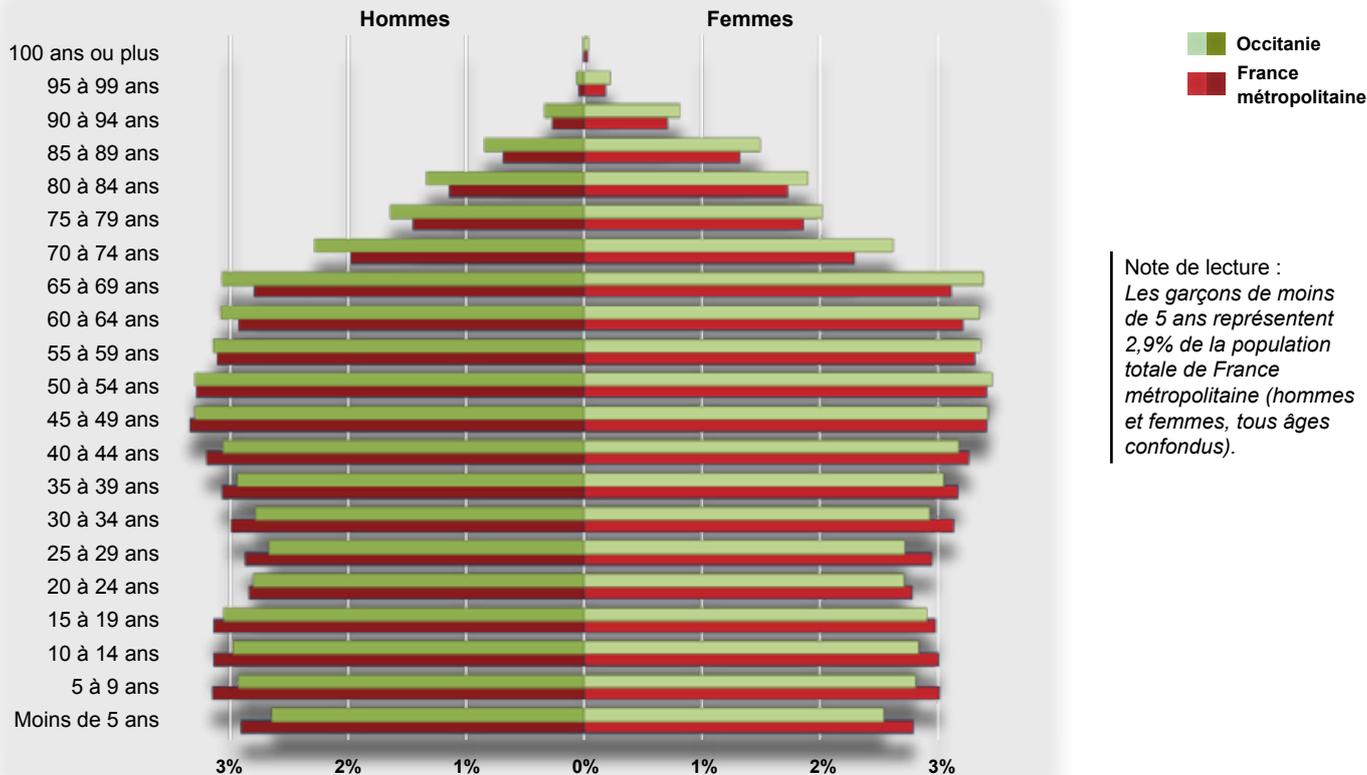
Note de lecture par colonne : Les minima et maxima sont en couleur et caractères gras. Les maxima sont soulignés.



# 1. Population

## Pyramide des âges France métropolitaine et Occitanie

Source : Insee - Recensement de la population 2017, exploitation principale



Note de lecture :  
Les garçons de moins de 5 ans représentent 2,9% de la population totale de France métropolitaine (hommes et femmes, tous âges confondus).

# 1. Population

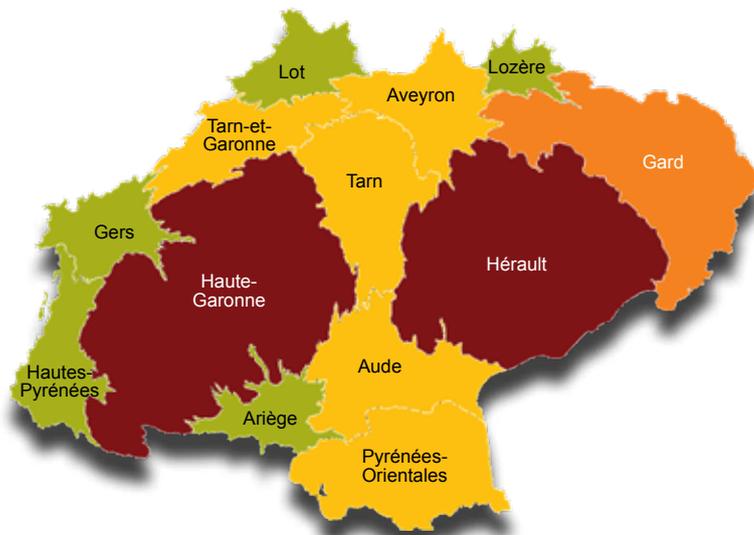


10

## Population en Occitanie et en France métropolitaine

Source : Insee - Recensement de la population 2017, exploitation principale

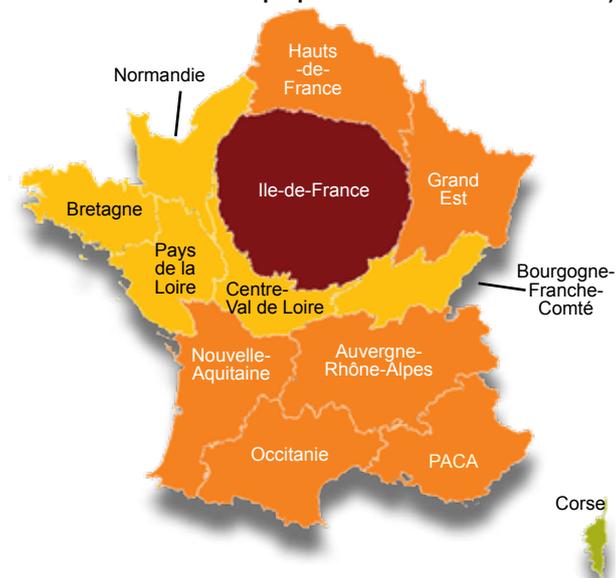
### Carte en anamorphose des départements d'Occitanie (déformation des surfaces départementales en proportion du nombre d'habitants)



#### Nombre d'habitants par département :

- 1 million hab. et plus
- De 500 000 à moins de 1 million
- De 250 000 à moins de 500 000
- Moins de 250 000 hab.

### Carte en anamorphose des régions de France métropolitaine (déformation des surfaces régionales en proportion du nombre d'habitants)



#### Nombre d'habitants par région :

- Plus de 10 millions d'hab.
- De 5 à moins de 10 millions
- De 1 à moins de 5 millions
- Moins de 1 million hab.

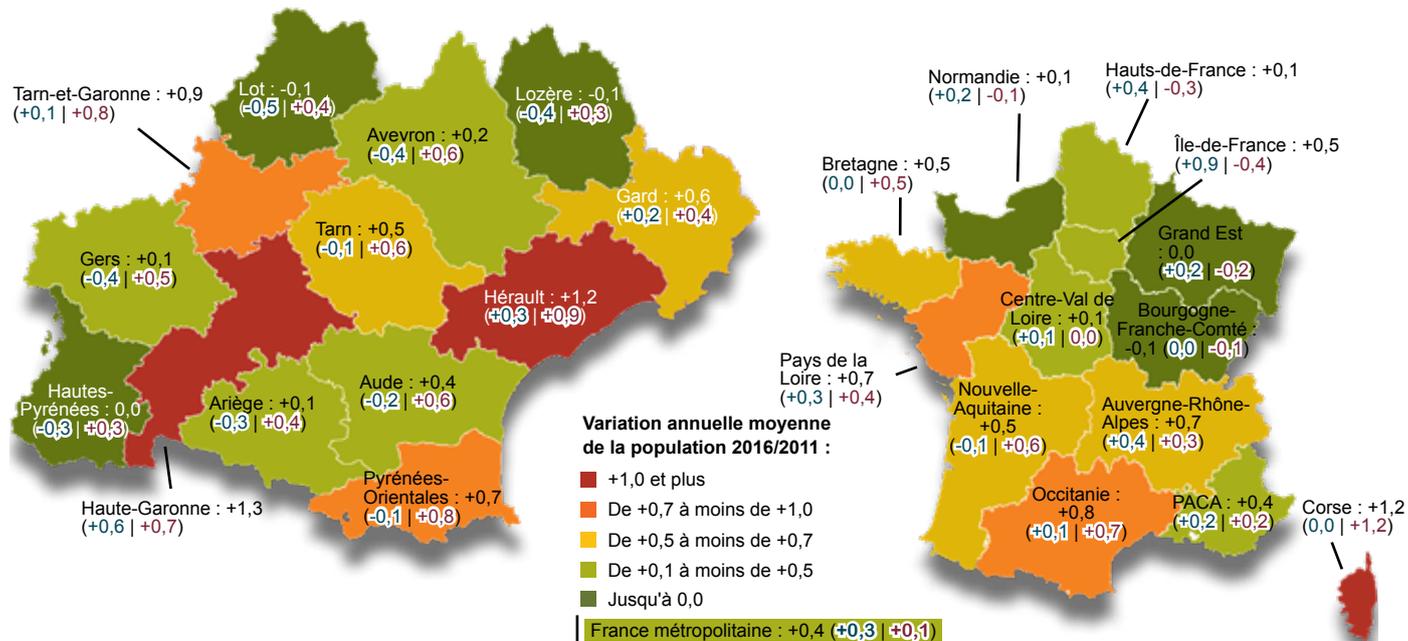


# 1. Population

## Variation annuelle moyenne de la population entre 2012 et 2017 par département (en %)

Taux annuel moyen (dont : *contribution du solde naturel* | *contribution du solde apparent des entrées sorties*)

Source : Insee - Recensements de la population 2012 et 2017 | fond de carte ©IGN



Le solde naturel est la différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès enregistrés sur un territoire au cours d'une période.  
Le solde apparent des entrées-sorties est la différence entre le nombre de personnes qui sont arrivées sur le territoire et le nombre de personnes qui en sont parties au cours d'une période.

# 1. Population



## Indicateurs démographiques précoces

*Source : DREES ; Insee, estimations de population 2020 (données provisoires précoces), État civil, indicateurs sociaux départementaux*

	Taux de natalité (1)	Taux de mortalité (2)	Espérance de vie à la naissance des hommes	Espérance de vie à la naissance des femmes
Ariège	7,8	12,9	78,7	85,0
Aude	8,7	11,5	79,4	85,1
Aveyron	7,8	12,5	80,2	86,0
Gard	10,1	10,0	79,6	85,3
Haute-Garonne	11,4	7,1	81,5	86,0
Gers	7,4	12,9	79,4	85,6
Hérault	10,5	9,3	79,9	85,7
Lot	7,2	14,1	79,4	85,3
Lozère	7,7	13,0	78,7	85,2
Hautes-Pyrénées	8,1	12,8	80,1	84,6
Pyrénées-Orientales	8,9	12,0	78,7	84,9
Tarn	8,6	11,5	79,8	85,8
Tarn-et-Garonne	9,9	10,3	79,8	85,5
<b>Occitanie</b>	<b>9,8</b>	<b>10,1</b>	<b>80,1</b>	<b>85,5</b>
France métropolitaine	11,0	9,2	79,8	85,7
<b>Rang région/ 13 régions de France métropolitaine<sup>3</sup></b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>10</b>	<b>7</b>

1- Nombre de naissances domiciliées pour 1 000 habitants

2- Nombre de décès domiciliés pour 1 000 habitants

3- Rang par ordre croissant. Note de lecture : 4 des 13 régions de France métropolitaine ont un taux de natalité moindre que celui de l'Occitanie, les 8 autres régions ayant un taux de natalité plus élevé. Dans 9 régions métropolitaines, l'espérance de vie à la naissance des hommes est moindre qu'en Occitanie, dans 3 régions, ce taux est plus élevé.



# 1. Population

## Taux d'activité de la population de 15 à 64 ans (en %)

Source : Insee - Recensements de la population 2017 et 2012, exploitations principales

	Population active			Taux d'activité										
	Population active de 15 à 64 ans	Evolution 2017/2012	15 à 64 ans			18 à 25 ans			26 à 49 ans			50 à 64 ans		
			Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes
Ariège	66 171	-0,1%	73,4	75,6	71,2	71,0	75,4	65,4	90,5	93,5	87,6	63,4	64,2	62,5
Aude	155 399	+1,3%	71,8	74,8	68,9	66,9	72,2	61,3	89,1	93,1	85,3	61,8	63,4	60,3
Aveyron	121 177	-0,5%	75,1	76,5	<b>73,7</b>	68,2	70,7	65,1	<b>93,0</b>	<b>94,7</b>	91,2	66,0	67,0	65,0
Gard	318 384	+0,6%	70,9	74,3	67,6	59,9	63,6	55,9	88,4	92,8	84,1	63,1	66,0	60,3
Haute-Garonne	<b>677 413</b>	<b>+6,1%</b>	75,2	<b>77,9</b>	72,5	51,6	55,0	48,2	92,5	94,9	90,0	<b>72,9</b>	<b>76,2</b>	<b>69,8</b>
Gers	83 248	-0,0%	<b>75,3</b>	77,3	73,3	70,4	<b>74,2</b>	66,1	92,6	95,0	90,3	67,3	68,9	65,7
Hérault	503 211	+5,7%	70,7	73,6	68,0	<b>50,3</b>	<b>53,6</b>	<b>47,1</b>	88,9	92,2	85,8	65,6	68,7	62,9
Lot	73 810	-1,2%	74,6	76,3	72,8	<b>71,2</b>	74,7	<b>67,1</b>	93,0	94,7	91,3	64,9	66,4	63,6
Lozère	<b>33 715</b>	<b>-1,3%</b>	73,8	74,6	72,8	61,1	64,6	57,1	92,6	93,3	<b>91,8</b>	64,9	65,5	64,3
Hautes-Pyrénées	97 907	<b>-1,3%</b>	72,6	74,1	71,2	61,3	62,8	59,4	90,8	93,2	88,6	65,1	66,0	64,3
Pyrénées-Orientales	192 480	+2,9%	<b>69,8</b>	<b>72,6</b>	<b>67,2</b>	60,0	63,0	56,9	<b>86,8</b>	<b>90,4</b>	<b>83,5</b>	<b>61,7</b>	64,2	<b>59,5</b>
Tarn	167 590	+1,4%	73,4	75,8	71,1	63,3	67,5	58,8	91,6	94,4	88,9	64,8	66,5	63,2
Tarn-et-Garonne	114 266	+3,2%	74,1	77,0	71,1	68,8	73,6	63,5	90,6	94,4	86,9	64,9	67,1	62,8
<b>Occitanie</b>	<b>2 604 772</b>	<b>+3,1%</b>	<b>72,8</b>	<b>75,5</b>	<b>70,2</b>	<b>56,9</b>	<b>60,6</b>	<b>53,0</b>	<b>90,4</b>	<b>93,5</b>	<b>87,4</b>	<b>66,1</b>	<b>68,5</b>	<b>63,8</b>
France métropolitaine	29 890 440	+0,8%	74,1	77,0	71,3	59,6	62,9	56,3	91,3	94,5	88,2	67,0	69,8	64,3

Note de lecture par colonne : Les minima et maxima sont en couleur et caractères gras. Les maxima sont soulignés.

Taux d'activité : rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs) et l'ensemble de la population de la classe d'âge correspondante.

# 1. Population



14

## Taux d'emploi de la population de 15 à 64 ans (en %)

Source : Insee - Recensements de la population 2017 et 2012, exploitations principales

	Population en emploi			Taux d'emploi										
	Population en emploi de 15 à 64 ans	Evolution 2017/2012	15 à 64 ans			18 à 25 ans			26 à 49 ans			50 à 64 ans		
			Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
Ariège	55 738	-1,7%	61,8	64,3	59,4	49,9	54,8	43,7	76,9	80,6	73,2	55,6	56,3	54,9
Aude	126 765	-0,1%	58,6	61,8	55,4	43,0	47,9	37,9	73,7	78,4	69,3	53,0	54,9	51,2
Aveyron	109 202	-1,2%	<b>67,7</b>	<b>69,6</b>	65,7	<b>53,6</b>	<b>56,6</b>	<b>49,7</b>	84,3	<b>86,8</b>	81,8	61,3	62,7	59,9
Gard	263 071	-0,1%	58,6	62,1	55,1	39,6	42,4	36,5	74,1	79,4	69,2	54,6	57,6	51,7
Haute-Garonne	<b>589 044</b>	<b>+5,3%</b>	65,4	68,7	62,1	38,4	41,4	35,5	81,3	85,0	77,6	<b>66,3</b>	<b>69,4</b>	<b>63,3</b>
Gers	74 034	-1,6%	67,0	69,2	64,7	52,4	55,8	48,4	83,1	85,8	80,4	61,8	63,7	59,9
Hérault	415 546	+4,8%	58,4	61,0	55,9	<b>33,1</b>	<b>34,8</b>	<b>31,4</b>	74,7	78,1	71,4	57,2	60,1	54,6
Lot	64 097	-2,7%	64,7	66,6	62,9	51,8	54,2	48,9	81,4	83,5	79,3	58,4	60,0	56,8
Lozère	<b>30 473</b>	<b>-2,7%</b>	66,7	67,5	<b>65,8</b>	47,5	50,7	43,8	<b>84,3</b>	85,0	<b>83,7</b>	60,6	61,2	60,0
Hautes-Pyrénées	84 506	-2,5%	62,7	64,4	61,1	44,3	46,1	42,1	79,2	82,0	76,5	58,2	59,4	57,2
Pyrénées-Orientales	154 858	+1,0%	<b>56,2</b>	<b>58,9</b>	<b>53,7</b>	36,1	37,5	34,5	<b>71,3</b>	<b>75,3</b>	<b>67,6</b>	<b>52,5</b>	<b>54,9</b>	<b>50,3</b>
Tarn	144 094	+0,3%	63,1	65,8	60,5	44,2	47,5	40,6	79,8	83,6	76,1	58,0	59,7	56,4
Tarn-et-Garonne	97 913	+2,4%	63,5	67,3	59,7	47,8	52,5	42,5	78,5	83,9	73,2	58,4	61,1	55,8
<b>Occitanie</b>	<b>2 209 339</b>	<b>+2,0%</b>	<b>61,7</b>	<b>64,7</b>	<b>58,9</b>	<b>39,6</b>	<b>42,5</b>	<b>36,6</b>	<b>77,7</b>	<b>81,6</b>	<b>74,0</b>	<b>58,7</b>	<b>61,1</b>	<b>56,3</b>
France métropolitaine	25 888 088	+0,0%	64,2	67,1	61,4	43,7	46,0	41,3	80,1	83,8	76,4	60,2	62,9	57,7

Note de lecture par colonne : Les minima et maxima sont en couleur et caractères gras. Les maxima sont soulignés.

Taux d'emploi : rapport entre le nombre d'actifs ayant un emploi et l'ensemble de la population de la classe d'âge correspondante.



# 1. Population

## Population départementale de 15 ans et plus, non scolarisée, selon le diplôme obtenu le plus élevé (en %)

Source : Insee - Recensement de la population 2017, exploitation principale

### Répartition de la population de 15 ans et plus (%)

	Aucun diplôme <sup>1</sup>	CAP, BEP	Bac <sup>2</sup>	DES <sup>3</sup>
Ariège	30,2	27,2	18,8	23,7
Aude	30,9	26,1	19,1	23,9
Aveyron	29,9	27,2	18,4	24,5
Gard	30,1	24,9	18,0	27,0
Haute-Garonne	20,3	19,7	17,7	42,3
Gers	30,6	26,1	18,2	25,1
Hérault	26,6	21,6	18,4	33,3
Lot	29,6	26,8	18,6	25,0
Lozère	29,6	25,7	19,2	25,5
Hautes-Pyrénées	27,1	29,9	18,3	24,7
Pyrénées-Orientales	31,1	25,7	18,5	24,7
Tarn	29,9	26,3	17,9	25,8
Tarn-et-Garonne	32,0	26,5	17,8	23,7
<b>Occitanie</b>	<b>27,3</b>	<b>23,9</b>	<b>18,2</b>	<b>30,6</b>
France métropolitaine	27,6	24,6	17,2	30,5
<b>Part Occitanie / France métropolitaine</b>	<b>9,1%</b>	<b>8,9%</b>	<b>9,7%</b>	<b>9,2%</b>

1. Aucun diplôme ou au mieux BEPC, brevet des collèges ou diplôme National du Brevet

2. Baccalauréat (général, technologique, professionnel)

3. Diplôme d'études supérieures

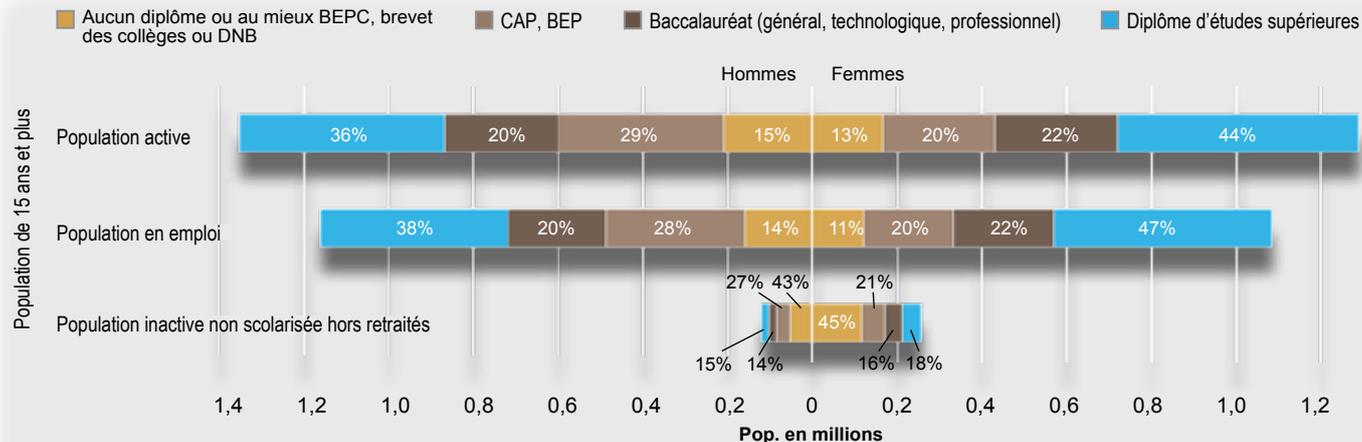
# 1. Population



16

## Population de 15 ans et plus par sexe et diplôme obtenu le plus élevé en Occitanie

Source : Insee - Recensement de la population 2017, exploitation principale



Note de lecture :

Dans la population de 15 ans et plus, parmi les hommes en emploi, 38% sont diplômés du supérieur.



# 1. Population

## Structure départementale de la population en emploi de 15 ans et plus par catégorie socioprofessionnelle (%)

Source : Insee - Recensement de la population 2017, exploitation complémentaire

	Agriculteurs exploitants	Ouvriers	Employés	Professions intermédiaires	Cadres, professions intellectuelles sup.	Artisans, commerçants, chefs entreprise	Ensemble
Ariège	4,3	20,0	31,4	25,0	9,6	9,7	56 459
Aude	3,5	19,7	31,1	24,8	11,0	9,9	129 617
Aveyron	8,4	22,0	27,0	23,4	9,8	9,4	111 412
Gard	1,8	18,8	29,6	26,6	13,7	9,6	268 025
Haute-Garonne	0,7	14,0	24,2	28,1	26,8	6,3	596 456
Gers	7,4	20,7	26,9	23,8	11,8	9,4	75 968
Hérault	1,5	15,4	28,4	27,3	18,3	9,1	423 331
Lot	5,8	20,9	27,9	23,0	11,7	10,6	64 967
Lozère	10,0	18,7	29,7	23,6	8,7	9,2	31 424
Hautes-Pyrénées	3,0	19,8	32,9	25,3	10,5	8,5	86 348
Pyrénées-Orientales	1,6	18,8	32,3	25,9	11,4	10,0	157 594
Tarn	3,5	19,9	29,1	26,5	12,4	8,6	146 331
Tarn-et-Garonne	3,7	22,4	29,9	24,5	11,1	8,4	99 117
<b>Occitanie</b>	<b>2,6</b>	<b>17,5</b>	<b>28,1</b>	<b>26,4</b>	<b>16,9</b>	<b>8,5</b>	<b>2 247 051</b>
France métropolitaine	1,6	20,1	27,5	26,0	18,3	6,6	26 250 938
<b>Part Occ./France métr.</b>	<b>14,1</b>	<b>7,5</b>	<b>8,8</b>	<b>8,7</b>	<b>7,9</b>	<b>11,0</b>	<b>8,6</b>

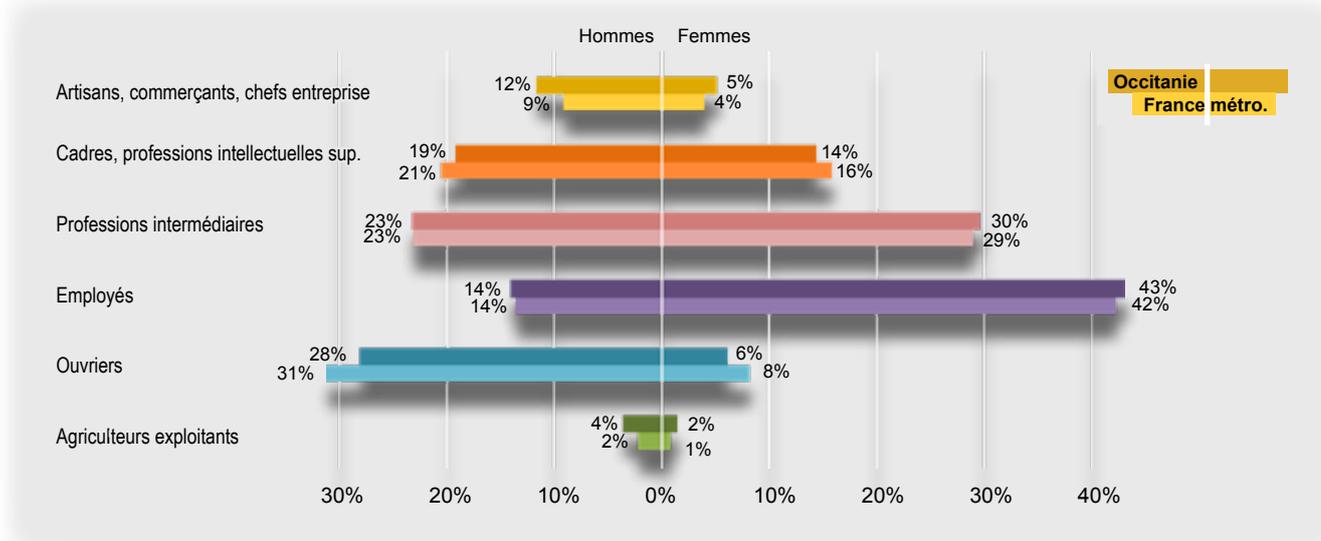
# 1. Population



18

## Structure de la population en emploi de 15 ans et plus par sexe et catégorie socioprofessionnelle

Source : Insee - Recensement de la population 2017, exploitation complémentaire



Part des femmes dans la population en emploi :

Occitanie : 48,2%

France métropolitaine : 48,3%

Note de lecture :

En Occitanie, 5% des femmes en emploi sont artisanes, commerçantes ou cheffes d'entreprise contre 12% des hommes en emploi.

En France métropolitaine, 4% des femmes en emploi sont artisanes, commerçantes ou cheffes d'entreprise contre 9% des hommes en emploi.



# 1. Population

19

## Structure des emplois occupés par la population active de 15 ans et plus

Source : Insee - Recensement de la population 2017, exploitation principale. Champ : actifs de 15 et plus ayant un emploi.

	CDI		CDD		Intérim		Autres contrats <sup>1</sup>		Non salariés		Total général	
	Nombre	% temps partiel	Nombre	% temps partiel	Nombre	% temps partiel	Nombre	% temps partiel	Nombre	% temps partiel	Nombre	% temps partiel
Ariège	37 114	17,7	6 040	38,6	771	23,0	1 929	43,3	10 822	17,2	56 677	20,8
Aude	85 385	17,3	13 466	42,7	1 560	32,2	4 045	41,1	24 482	15,6	128 939	20,5
Aveyron	73 989	19,1	8 048	39,6	1 355	21,0	3 153	32,3	24 688	10,5	111 232	19,1
Gard	185 021	17,1	23 497	39,9	3 804	28,1	9 010	40,1	46 306	15,4	267 637	19,8
Haute-Garonne	441 868	14,2	47 685	39,2	11 490	19,6	19 045	36,4	76 295	15,9	596 383	17,2
Gers	49 618	15,7	6 426	44,9	1 082	27,1	2 123	37,4	16 403	12,9	75 650	18,4
Hérault	288 561	17,1	39 439	41,7	5 970	27,4	14 654	42,6	74 071	16,3	422 695	20,3
Lot	42 647	17,3	5 612	42,9	939	30,4	2 032	39,8	14 162	13,7	65 392	19,6
Lozère	20 435	18,5	2 525	38,4	136	35,4	986	32,5	6 922	9,5	31 004	18,6
Hautes-Pyrénées	58 213	16,1	9 362	36,0	1 254	20,1	2 588	37,3	14 744	14,5	86 162	18,7
Pyrénées-Orientales	105 022	16,5	15 542	40,6	2 161	35,3	5 548	40,1	29 182	14,7	157 454	19,6
Tarn	101 573	18,0	12 472	42,2	2 349	20,6	4 460	37,7	25 344	13,9	146 198	20,0
Tarn-et-Garonne	68 484	14,4	9 629	36,4	1 963	18,2	2 845	40,7	16 541	13,3	99 462	17,2
<b>Occitanie</b>	<b>1 557 931</b>	<b>16,2</b>	<b>199 741</b>	<b>40,3</b>	<b>34 834</b>	<b>24,1</b>	<b>72 418</b>	<b>39,0</b>	<b>379 962</b>	<b>14,8</b>	<b>2 244 886</b>	<b>19,0</b>
France métropolitaine	19 310 485	14,2	2 199 765	37,7	487 975	20,5	841 678	39,8	3 418 086	14,2	26 257 989	17,1
<b>Part Occ./France métró.</b>	<b>8,1%</b>		<b>9,1%</b>		<b>7,1%</b>		<b>8,6%</b>		<b>11,1%</b>		<b>8,5%</b>	

1. Autres contrats: apprentissage, contrat aidé, stagiaires rémunérés

# 1. Population



## Activité et chômage de la population immigrée et étrangère de 15 ans et plus en 2017

*Source : Insee - Recensement de la population 2017, exploitation principale.*

	Actifs de 15 ans et plus ayant un emploi			Taux de chômage de la population âgée de 15 ans et plus (%)				
	Ensemble	Français	Étrangers	Ensemble	Immigrés	Non immigrés	Français	Étrangers
Ariège	56 680	95,7%	4,3%	15,6	23,6	13,7	15,0	27,5
Aude	128 940	94,5%	5,5%	18,2	25,5	16,2	17,6	27,8
Aveyron	111 230	97,0%	3,0%	9,8	20,2	8,4	9,3	23,4
Gard	267 640	95,7%	4,3%	17,2	28,7	14,9	16,4	32,2
Haute-Garonne	596 380	94,3%	5,7%	13,0	24,8	10,7	11,9	27,3
Gers	75 650	95,6%	4,4%	10,9	18,4	9,4	10,5	19,2
Hérault	422 700	94,7%	5,3%	17,2	28,5	14,8	16,2	32,1
Lot	65 390	95,8%	4,2%	13,0	19,3	11,4	12,6	21,1
Lozère	31 000	95,9%	4,2%	9,5	18,1	8,2	9,1	18,7
Hautes-Pyrénées	86 160	96,6%	3,4%	13,5	25,8	11,6	12,9	29,0
Pyrénées-Orientales	157 450	94,7%	5,3%	19,4	27,0	17,2	18,7	29,7
Tarn	146 200	96,9%	3,1%	13,9	25,7	12,1	13,2	30,4
Tarn-et-Garonne	99 460	95,0%	5,0%	14,2	26,2	12,0	13,3	28,6
<b>Occitanie</b>	<b>2 244 890</b>	<b>95,1%</b>	<b>4,9%</b>	<b>15,0</b>	<b>26,0</b>	<b>12,9</b>	<b>14,2</b>	<b>28,8</b>
France métropolitaine	26 257 990	93,8%	6,2%	13,3	22,0	11,3	12,4	24,4
<b>Part Occ./France métr.</b>	<b>8,5%</b>	<b>8,7%</b>	<b>6,8%</b>					



## 2. Logement

### Parc des logements et statut d'occupation au 1er janvier 2017

Source : Insee, RP2017 exploitation principale

	Nombre total de logements	Répartition par type de logements (%)			Part des logements sur-occupés* (%)	Statut d'occupation des résidences principales (%)		
		Résidences principales	Résidences secondaires et logements occasionnels	Logements vacants		Propriétaires	Locataires	Logés gratuitement
Ariège	109 400	65,5	24,8	9,7	3,8	66,3	30,7	3,0
Aude	261 200	65,8	25,4	8,8	4,9	62,5	34,7	2,7
Aveyron	181 100	71,7	17,3	11	3,8	69,4	28,1	2,4
Gard	423 800	78,6	13	8,4	6,7	58,9	38,4	2,7
Haute-Garonne	715 500	88,3	4,4	7,3	10,6	52,4	45,5	2,1
Gers	110 400	79,8	9,5	10,7	3,1	69,0	28,0	3,0
Hérault	718 700	74,2	18,4	7,4	11,7	53,3	44,2	2,5
Lot	118 100	70,5	18,8	10,7	4,4	69,6	27,6	2,8
Lozère	60 900	57,4	32,3	10,2	5	65,3	31,0	3,7
Hautes-Pyrénées	161 700	67	23,3	9,7	4,5	65,1	32,3	2,5
Pyrénées-Orientales	349 900	63,4	28,4	8,2	6,7	59,7	37,4	2,9
Tarn	211 000	83,4	7,5	9,1	4,2	66,9	31,0	2,1
Tarn-et-Garonne	131 300	84,4	5,8	9,8	4,3	66,4	31,4	2,2
<b>Occitanie</b>	<b>3 553 000</b>	<b>75,8</b>	<b>15,7</b>	<b>8,5</b>	<b>7,7</b>	<b>59,1</b>	<b>38,4</b>	<b>2,5</b>
France métropolitaine	34 980 700	82,1	9,8	8,1	9,6	57,6	40,2	2,2
<b>Poids Occitanie / F.M.</b>	<b>10%</b>	<b>9%</b>	<b>16%</b>	<b>11%</b>	<b>8%</b>	<b>10%</b>	<b>9%</b>	<b>11%</b>

\* Un logement est sur-occupé quand il lui manque au moins 1 pièce par rapport à la norme d'« occupation normale » fondée sur : 1 pièce de séjour/ménage ; 1 pièce/personne de la famille ; 1 pièce/autre personne hors couple. On compte 1 pièce pour 2 enfants (moins de 19 ans) s'ils sont de même sexe ou ont moins de 7 ans, sinon 1 pièce par enfant.

# 3. Revenus et précarité



## 22 Structure des revenus\* par département en Occitanie en 2018

Source : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal

	Revenu médian**	Part des salaires et traitements hors chômage (%)	Part des indemnités chômage (%)	Part des revenus d'activités non salariées (%)	Part des pensions, retraites et rentes (%)	Part des autres revenus (%)
Ariège	19 160 €	49,2	3,3	5,6	36,5	5,4
Aude	18 570 €	47,8	3,6	6,2	36,6	5,8
Aveyron	20 110 €	48,9	2,3	8,0	33,6	7,2
Gard	19 540 €	52,8	3,5	5,7	31,6	6,4
Haute-Garonne	23 370 €	64,8	2,9	4,9	21,4	6,0
Gers	20 390 €	50,1	2,6	7,2	33,4	6,7
Hérault	20 000 €	53,3	3,7	6,5	29,7	6,8
Lot	20 320 €	45,3	2,8	6,5	39,2	6,2
Lozère	19 850 €	50,1	2,4	8,2	33,0	6,3
Hautes-Pyrénées	20 130 €	50,3	3,1	5,9	36,2	4,5
Pyrénées-Orientales	18 830 €	46,5	3,7	6,5	36,7	6,6
Tarn	19 880 €	52,0	3,0	5,8	33,2	6,0
Tarn-et-Garonne	19 560 €	55,6	3,2	5,6	29,9	5,7
<b>Occitanie</b>	<b>20 420 €</b>	<b>54,7</b>	<b>3,2</b>	<b>6,0</b>	<b>29,9</b>	<b>6,2</b>
France métropolitaine	21 620 €	59,7	2,8	5,0	26,2	6,3

Note de lecture par colonne : Les minima et maxima sont en couleur. Les maxima sont soulignés.

\* Le revenu déclaré par unité de consommation (UC) est le "revenu par équivalent adulte". Il est calculé en rapportant le revenu du ménage au nombre d'unités de consommation qui le composent. Toutes les personnes rattachées au même ménage fiscal ont le même revenu déclaré par UC.

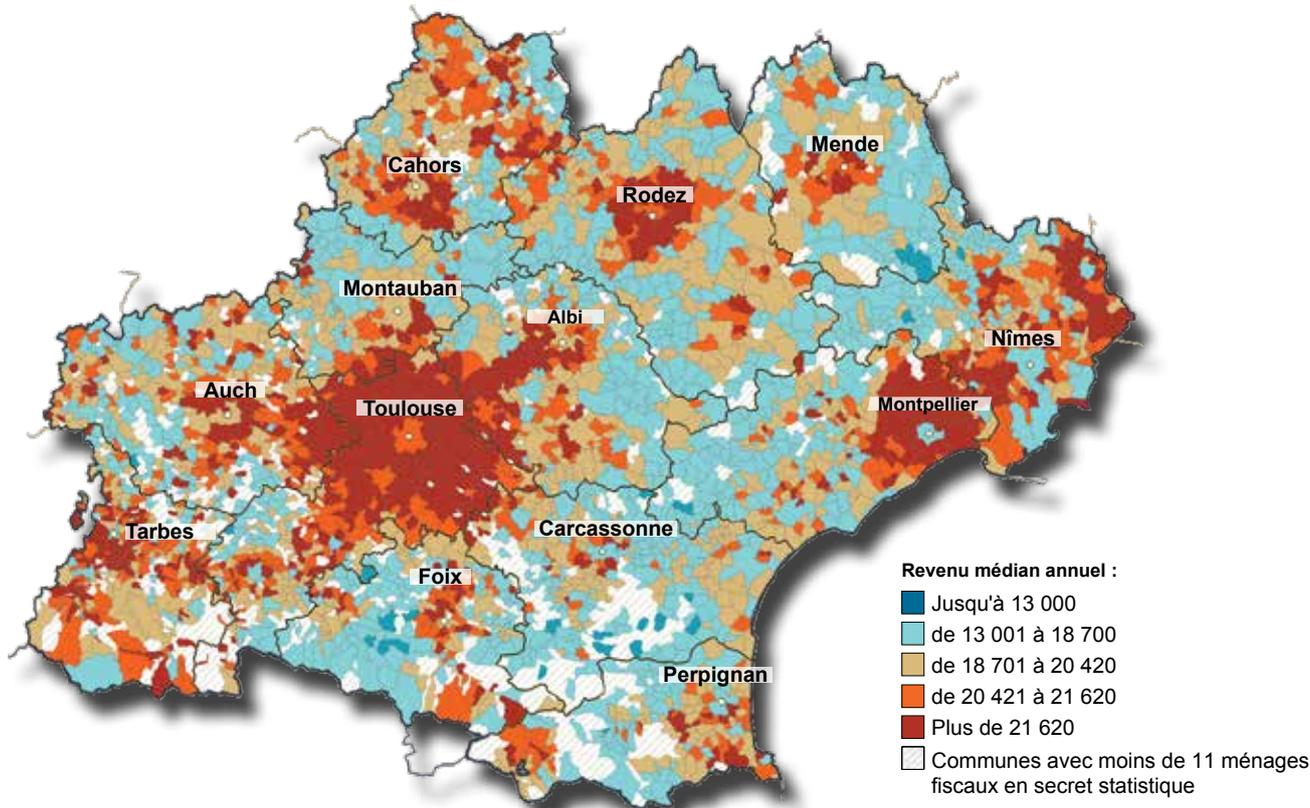
\*\* Le revenu médian est le revenu tel que 50 % des revenus se situent en-dessous de sa valeur et 50% au-dessus (partage de la distribution en 2 parties égales). Il se différencie du salaire moyen qui est la moyenne de l'ensemble des salaires de la population considérée.



### 3. Revenus et précarité

#### Carte des revenus médians en Occitanie en 2018

Source : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal | Géographie au 01/01/2019 | fond de carte ©IGN



# 3. Revenus et précarité



## Salaire net horaire moyen (en euros) en 2018

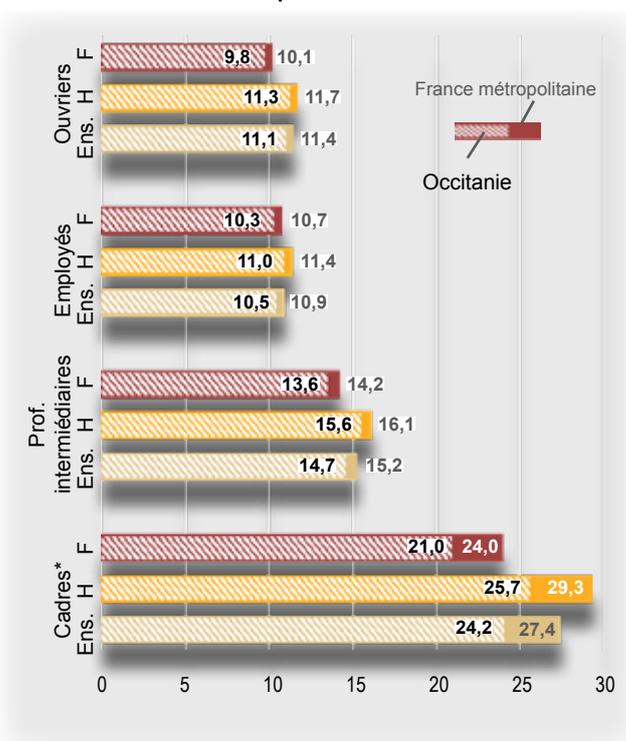
Source : Insee, Bases Tous salariés, fichier salariés au lieu de résidence.

### Par sexe et département

	Ensemble en €	Hommes en €	Femmes en €	Ecart F/H en €
Ariège	12,5	13,4	11,2	-2,2
Aude	12,5	13,2	11,5	-1,7
Aveyron	12,6	13,4	11,5	-1,9
Gard	13,8	14,9	12,2	-2,7
Haute-Garonne	<u>16,2</u>	<u>17,7</u>	<u>14,1</u>	<u>-3,6</u>
Gers	13,3	14,2	12,0	-2,2
Hérault	14,1	15,1	12,7	-2,4
Lot	12,8	13,7	11,7	-2,0
Lozère	<u>11,9</u>	<u>12,4</u>	11,3	<u>-1,1</u>
Hautes-Pyrénées	12,6	13,5	11,4	-2,1
Pyrénées-Orientales	12,7	13,4	11,7	-1,7
Tarn	13,3	14,3	12,0	-2,2
Tarn-et-Garonne	13,1	14,1	11,8	-2,3
<b>Occitanie</b>	<b>14,2</b>	<b>15,3</b>	<b>12,6</b>	<b>-2,7</b>
France métropolitaine	15,4	16,5	13,8	-2,7

Note de lecture par colonne : Les minima et maxima sont en couleur. Les maxima sont soulignés.

### Selon la catégorie socioprofessionnelle des résidents, en Occitanie et France métropolitaine



\* Cadres, professions intellectuelles supérieures et chefs d'entreprises salariés.

Champ : secteur privé et entreprises publiques hors agriculture, catégorie socioprofessionnelle du principal poste occupé par le salarié dans l'année.



# 3. Revenus et précarité

## Taux de pauvreté monétaire en 2018

Source : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal

	Taux de pauvreté de l'ensemble des ménages (%)	Taux de pauvreté des ménages dont le référent fiscal est âgé de ... (%)					
		moins de 30 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 74 ans	75 ans ou plus
Ariège	18,0	26,7	22,8	21,0	18,7	13,0	13,2
Aude	20,7	32,5	25,8	23,9	21,6	14,7	14,7
Aveyron	14,0	21,0	15,9	15,6	13,9	10,2	13,4
Gard	19,8	29,6	23,4	22,9	20,1	15,3	12,5
Haute-Garonne	13,3	24,0	14,0	13,9	12,2	9,2	10,0
Gers	12,6	22,0	14,1	13,6	12,3	8,7	9,2
Hérault	19,7	31,6	22,7	22,6	20,2	14,1	12,4
Lot	15,0	22,6	18,1	17,9	16,1	10,6	12,9
Lozère	14,5	19,0	16,1	15,6	14,2	11,2	15,1
Hautes-Pyrénées	15,4	26,6	19,6	17,3	15,2	10,6	12,5
Pyrénées-Orientales	21,0	33,6	26,4	24,8	22,7	14,2	13,6
Tarn	15,6	25,6	18,4	17,7	15,6	11,1	12,2
Tarn-et-Garonne	17,0	24,3	19,1	18,8	17,1	12,6	14,3
<b>Occitanie</b>	<b>17,2</b>	<b>27,3</b>	<b>19,7</b>	<b>19,3</b>	<b>17,3</b>	<b>12,5</b>	<b>12,6</b>
France métropolitaine	14,6	22,2	16,8	16,7	14,6	10,5	9,7
<b>Rang Occitanie / 13 régions métropolitaines<sup>1</sup></b>	<b>10</b>	<b>12</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>12</b>

1. Note de lecture : pour le taux de pauvreté de l'ensemble des ménages, l'Occitanie est au 10ème rang des 13 régions de France métropolitaine. 3 régions ont un taux de pauvreté plus important, les 9 autres régions ayant un taux moins élevé.

**Le taux de pauvreté monétaire** est la part d'une population ayant des ressources inférieures à 60 % du revenu médian de la population totale.

# 3. Revenus et précarité



## Surendettement

### 26 Points Conseil Budget\* en 2020

Source : DREETS Occitanie, pôle Cohésion Sociale, DGCS

	Nb points conseil budget (PCB)	dont PCB labellisés en 2020
Ariège	1	
Aude	3	1
Aveyron	1	1
Gard	3	1
Haute-Garonne	7	3
Gers	1	
Hérault	6	2
Lot	1	
Lozère	1	
Hautes-Pyrénées	1	
Pyrénées-Orientales	3	1
Tarn	2	1
Tarn-et-Garonne	2	1
<b>Occitanie</b>	<b>32</b>	<b>11</b>

### Dossiers de surendettement en 2019

Source : Banque de France, enquête typologie

	Dossiers de surendettement jugés recevables	Evolution annuelle	Part des dossiers avec impayés d'énergie parmi l'ensemble des dossiers de surendettement
	335	-21,5%	40,5%
	934	-11,5%	39,9%
	366	-5,9%	40,3%
	1 429	+1,7%	33,5%
	2 460	-13,3%	38,0%
	389	-1,0%	43,6%
	2 291	-0,3%	33,3%
	385	-5,4%	50,3%
	92	-26,4%	41,6%
	485	-4,3%	40,6%
	1 224	+6,6%	34,3%
	873	+8,2%	43,8%
	507	-17,3%	39,2%
<b>Occitanie</b>	<b>11 770</b>	<b>-5,2%</b>	<b>37,7%</b>

Part des dossiers recevables dans les dossiers déposés : **97,7%** **+12,5 pts**

France métropolitaine : 134 727 -8,9% 38,9%

**Poids Occitanie /France métropolitaine : 8,7%**

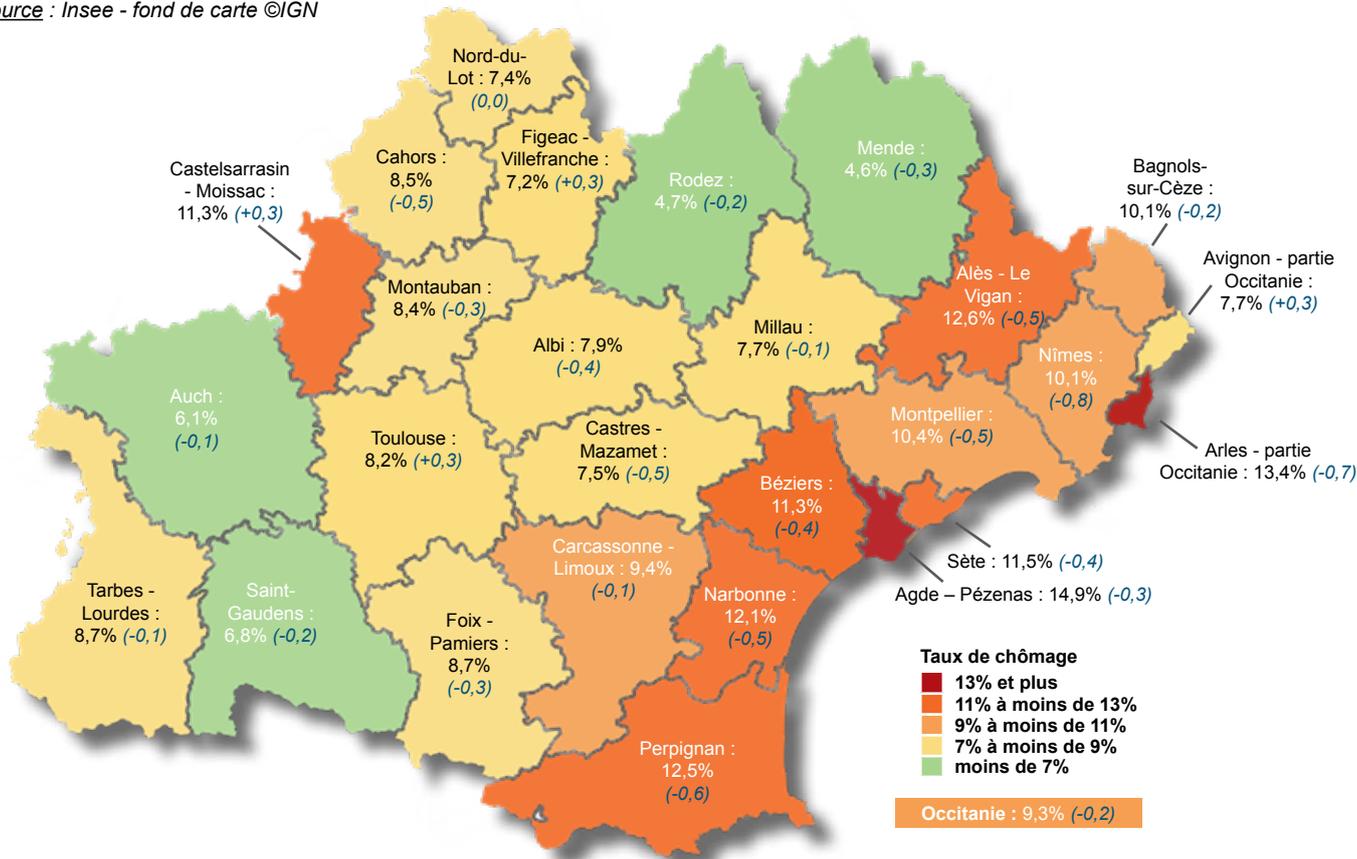
\*Les Points Conseil Budget (PCB) sont des structures labellisées par l'Etat. Ils offrent à toute personne confrontée à des difficultés financières, qui le souhaite, sans condition de ressources, un accueil inconditionnel pour la conseiller, l'orienter, l'accompagner dans la gestion de son budget ou en cas de surendettement. Les services proposés sont gratuits, universels et inconditionnels. Les objectifs des PCB sont de prévenir le surendettement et de favoriser l'éducation budgétaire.



# 4. Marché du travail

## Taux de chômage au sens du BIT au 4<sup>ème</sup> trimestre 2020 par zone d'emploi (et évolution annuelle en points)

Source : Insee - fond de carte ©IGN



# 4. Marché du travail



## Taux de chômage trimestriel au sens du BIT (en %)

Source : Insee

28

1- Contexte social

par département	T4 2020	Evolution annuelle*	Evol. depuis T4 2010*
Ariège	9,7	-0,5	-0,7
Aude	10,3	-0,3	-1,5
Aveyron	5,9	-0,2	-0,4
Gard	10,5	-0,6	-1,2
Haute-Garonne	8,2	<b>+0,4</b>	-0,9
Gers	5,9	-0,1	-0,8
Hérault	10,9	-0,4	-1,4
Lot	7,8	-0,1	-0,3
Lozère	<b>4,8</b>	-0,2	-0,1
Hautes-Pyrénées	8,9	0,0	-0,8
Pyrénées-Orientales	<b>12,2</b>	<b>-0,7</b>	<b>+0,3</b>
Tarn	7,9	-0,5	<b>-1,8</b>
Tarn-et-Garonne	9,0	-0,1	-0,5
<b>Occitanie</b>	<b>9,3</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,9</b>
France Métropolitaine	7,7	-0,1	-1,1

Note de lecture par colonne : Les minima et maxima sont en couleur et caractères gras. Les maxima sont soulignés.

\* Evolution en points

par zone d'emploi	T4 2020	Evolution annuelle*	Evol. depuis T4 2010*
Agde – Pézenas	<b>14,9</b>	-0,3	-0,8
Arles - partie Occitanie	13,4	-0,7	+0,4
Alès - Le Vigan	12,6	-0,5	-0,5
Perpignan	12,5	-0,6	+0,4
Narbonne	12,1	-0,5	-1,1
Sète	11,5	-0,4	-1,9
Béziers	11,3	-0,4	-1,1
Castelsarrasin - Moissac	11,3	<b>+0,3</b>	<b>+1,2</b>
Montpellier	10,4	-0,5	-1,6
Bagnols-sur-Cèze	10,1	-0,2	-0,4
Nîmes	10,1	<b>-0,8</b>	-1,7
Carcassonne - Limoux	9,4	-0,1	<b>-2,0</b>
Foix - Pamiers	8,7	-0,3	-1,1
Tarbes - Lourdes	8,7	-0,1	-0,7
Cahors	8,5	-0,5	-1,1
Montauban	8,4	-0,3	-1,1
Toulouse	8,2	<b>+0,3</b>	-0,9
Albi	7,9	-0,4	-1,6
Millau	7,7	-0,1	-0,8
Avignon - partie Occitanie	7,7	<b>+0,3</b>	-0,6
Castres - Mazamet	7,5	-0,5	<b>-2,0</b>
Nord-du-Lot	7,4	0,0	+0,5
Figeac - Villefranche	7,2	<b>+0,3</b>	-0,2
Saint-Gaudens	6,8	-0,2	-1,5
Auch	6,1	-0,1	-0,7
Rodez	4,7	-0,2	-0,1
Mende	<b>4,6</b>	-0,3	-0,2



## 4. Marché du travail

29

### Nombre moyen de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi par catégorie au 4<sup>ème</sup> trimestre 2020

Source : Pôle emploi-Dares, données corrigées des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO)

	Cat. A	% Evolution annuelle	Cat. B et C	% Evolution annuelle	Cat. ABC	% Evolution annuelle	Cat. ABCDE	% Evolution annuelle
Ariège	9 750	+3,8%	5 180	+2,0%	14 940	+3,2%	16 850	+2,1%
Aude	24 450	+6,4%	13 430	-2,3%	37 880	+3,1%	42 590	+1,9%
Aveyron	10 970	+6,7%	7 830	+5,0%	18 800	+6,0%	21 330	+5,5%
Gard	51 650	+3,6%	27 780	-0,9%	79 430	+2,0%	87 900	+0,9%
Haute-Garonne	87 270	+15,1%	51 790	-0,8%	139 060	+8,6%	155 600	+7,6%
Gers	7 640	+8,7%	5 950	+5,7%	13 590	+7,3%	15 570	+5,6%
Hérault	87 210	+6,3%	47 080	+0,2%	134 290	+4,0%	148 840	+3,1%
Lot	8 890	+6,7%	5 900	+3,7%	14 790	+5,5%	16 560	+4,6%
Lozère	2 460	+4,7%	2 050	+1,0%	4 510	+3,0%	5 280	+2,7%
Hautes-Pyrénées	13 000	+4,7%	7 810	+0,4%	20 810	+3,0%	23 430	+2,5%
Pyrénées-Orientales	37 310	+3,0%	19 630	-0,4%	56 940	+1,8%	62 310	+0,7%
Tarn	20 250	+3,1%	13 380	+3,2%	33 630	+3,1%	38 780	+2,3%
Tarn-et-Garonne	16 310	+8,4%	10 790	+2,9%	27 090	+6,0%	29 840	+4,8%
<b>Occitanie</b>	<b>377 170</b>	<b>+7,3%</b>	<b>218 590</b>	<b>+0,4%</b>	<b>595 770</b>	<b>+4,7%</b>	<b>664 870</b>	<b>+3,7%</b>
France métropolitaine	3 572 800	+8,1%	2 139 400	-0,3%	5 712 200	+4,8%	6 361 000	+4,3%

Note de lecture par colonne : Les minima et maxima sont en couleur. Les maxima sont soulignés.

#### Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi :

A : tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi

B : tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78h ou moins au cours du mois)

C : tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78h au cours du mois)

D : non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi. Ils peuvent être en stage ou formation, en maladie, en contrat de sécurisation professionnelle (CSP).

E : non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi en emploi (ex. : bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

# 4. Marché du travail



30

Part des demandeurs d'emploi inscrits en catégories ABC au 4<sup>ème</sup> trimestre 2020 selon leurs caractéristiques :  
 âge, sexe et ancienneté (en %)

Source : Pôle emploi-Dares, données CVS-CJO

	Part des femmes	Part des jeunes (moins de 25 ans)	Part des seniors (50 ans et plus)	Part des demandeurs d'emploi de longue durée	
				Inscrits depuis 1 an et plus	dont 2 ans et plus
Ariège	52,1	11,9	28,5	49,8	28,5
Aude	53,2	12,7	30,6	52,5	31,8
Aveyron	53,7	13,6	27,8	48,0	27,0
Gard	50,9	12,6	29,6	53,0	31,2
Haute-Garonne	52,3	12,9	22,6	46,9	26,0
Gers	53,3	12,4	32,5	48,3	27,3
Hérault	50,3	12,6	26,2	51,2	29,5
Lot	52,5	11,5	31,8	50,6	29,2
Lozère	52,5	13,3	29,3	48,3	27,3
Hautes-Pyrénées	52,7	12,3	31,0	51,5	27,8
Pyrénées-Orientales	50,8	12,1	30,6	53,4	31,4
Tarn	53,5	13,6	28,0	50,1	29,2
Tarn-et-Garonne	53,4	13,9	25,5	50,4	29,3
<b>Occitanie</b>	<b>51,8</b>	<b>12,7</b>	<b>27,2</b>	<b>50,4</b>	<b>29,0</b>
France métropolitaine	51,4	13,1	26,1	49,4	28,1



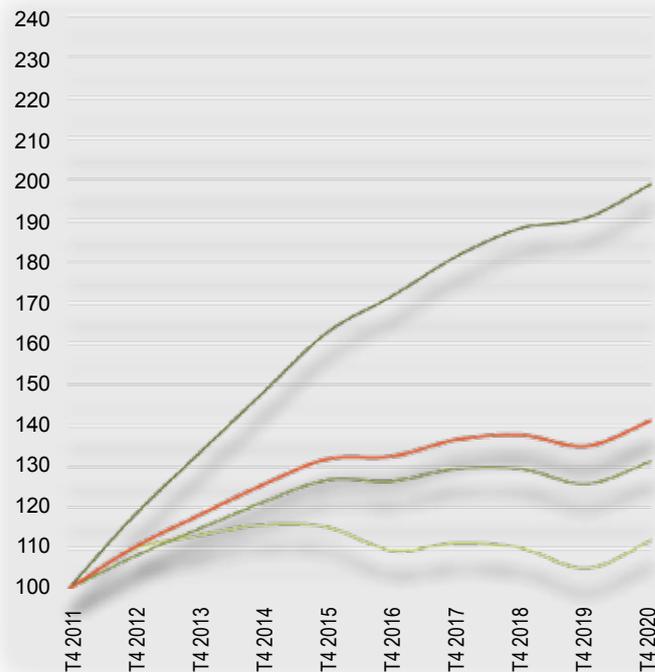
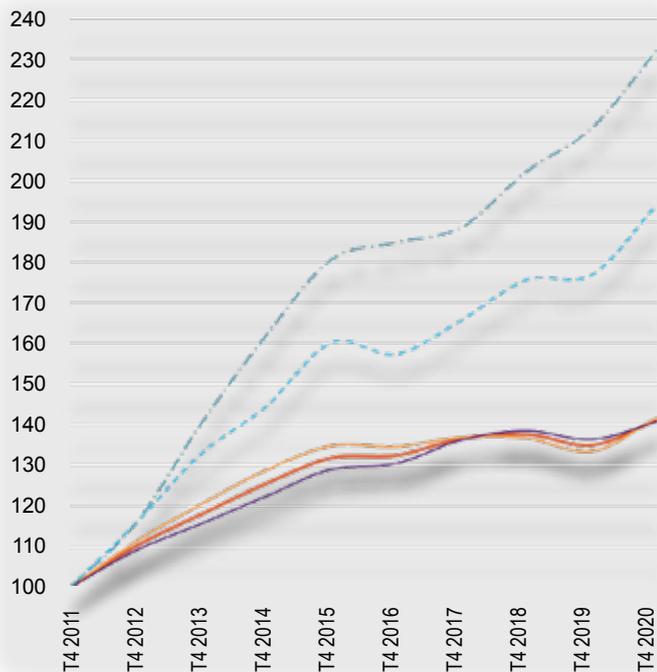
# 4. Marché du travail

## Evolution de la demande d'emploi de catégories ABC au 4<sup>ème</sup> trimestre de l'année selon la typologie du public en Occitanie, période de 2011 à 2020

31

Source : Pôle emploi-Dares, données CVS-CJO - base 100 au T4 2011

- Inscrits depuis 1 an et +
- Inscrits depuis 2 ans et +
- Hommes
- Femmes
- DE ABC
- Moins de 25 ans
- 25-49 ans
- 50 ans et plus



# 4. Marché du travail



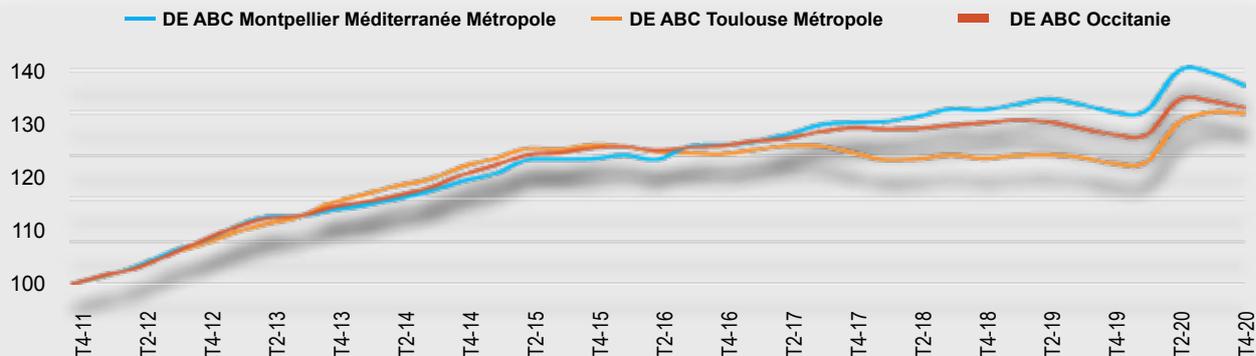
## La demande d'emploi dans les deux métropoles de la région Occitanie au 4<sup>ème</sup> trimestre 2020

Source : Pôle emploi-Dares, données CVS-CJO

### Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi au 4<sup>ème</sup> trimestre 2020

	cat. A	cat. B	cat. C	cat. ABC	cat. D	cat. E	Cat. ABCDE
Toulouse Métropole	58 510	11 740	20 310	90 550	5 310	4 740	100 600
Poids métropole / Haute-Garonne	67,0%	65,3%	60,1%	65,1%	66,5%	55,4%	64,7%
Poids métropole / Occitanie	15,5%	15,7%	14,1%	15,2%	15,9%	13,3%	15,1%
Montpellier Méditerranée Métropole	37 300	7 470	12 550	57 320	3 760	2 290	63 370
Poids métropole / Hérault	42,8%	45,1%	41,1%	42,7%	49,3%	33,0%	42,6%
Poids métropole / Occitanie	9,9%	10,0%	8,7%	9,6%	11,3%	6,4%	9,5%

### Evolution de la demande d'emploi de catégories ABC entre le 4<sup>ème</sup> trimestre 2011 et le 4<sup>ème</sup> trimestre 2020 (base 100 au T4 2011)





# APPAREIL PRODUCTIF

Emploi  
Activité économique

# 1. Emploi



## Répartition des établissements par taille et département au 31 décembre 2018

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (REE), données définitives

	Etablissements non employeurs		Etablissements employeurs					
	Nombre	Part dans le total des étab.	Nombre	Part dans le total des étab.	Répartition par tranche d'effectifs (%)			
					1 à 9 salariés	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 salariés et +
Ariège	13 426	74,9%	4 502	25,1%	82,1	9,4	5,6	2,9
Aude	34 054	75,5%	11 029	24,5%	82,8	9,2	5,1	2,9
Aveyron	26 789	74,0%	9 411	26,0%	81,5	9,7	5,6	3,2
Gard	57 461	73,5%	20 752	26,5%	82,8	9,1	5,2	2,9
Haute-Garonne	97 042	71,8%	38 022	28,2%	77,4	10,9	7,1	4,5
Gers	22 038	76,6%	6 733	23,4%	84,4	7,8	5,0	2,7
Hérault	108 711	75,5%	35 261	24,5%	81,9	9,2	5,6	3,2
Lot	17 465	75,5%	5 667	24,5%	83,4	8,9	5,2	2,5
Lozère	7 898	74,0%	2 782	26,0%	81,9	8,2	6,4	3,5
Hautes-Pyrénées	20 421	74,3%	7 050	25,7%	82,1	8,7	5,9	3,4
Pyrénées-Orientales	40 276	74,4%	13 891	25,6%	82,1	9,5	5,4	3,0
Tarn	29 262	72,7%	10 999	27,3%	81,5	9,5	5,6	3,4
Tarn-et-Garonne	20 177	74,0%	7 081	26,0%	80,5	9,8	6,2	3,5
<b>Occitanie</b>	<b>495 020</b>	<b>74,1%</b>	<b>173 180</b>	<b>25,9%</b>	<b>81,2</b>	<b>9,6</b>	<b>5,9</b>	<b>3,4</b>
France métropolitaine	4 572 378	71,4%	1 828 895	28,6%	79,1	10,3	6,6	4,1

Note de lecture par colonne : les minima et maxima sont en couleur. Les maxima sont soulignés.

34

2 - Appareil productif



# 1. Emploi

## Répartition des établissements par secteur et département au 31 décembre 2018

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (REE), données définitives

	Agriculture	Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
<b>Etablissements employeurs :</b>						
Ariège	3,3%	9,1%	11,3%	19,5%	56,8%	<b>4 502</b>
Aude	10,7%	6,5%	10,6%	21,6%	50,6%	<b>11 029</b>
Aveyron	10,0%	9,6%	12,0%	20,9%	47,4%	<b>9 411</b>
Gard	6,4%	7,7%	<u>13,2%</u>	21,2%	51,5%	<b>20 752</b>
Haute-Garonne	<u>1,5%</u>	6,3%	11,5%	20,5%	<u>60,2%</u>	<b>38 022</b>
Gers	<u>16,5%</u>	6,9%	10,5%	18,3%	<u>47,8%</u>	<b>6 733</b>
Hérault	4,2%	<u>5,6%</u>	12,4%	20,9%	56,8%	<b>35 261</b>
Lot	6,9%	9,4%	12,5%	20,4%	50,8%	<b>5 667</b>
Lozère	5,5%	8,8%	11,9%	<u>17,5%</u>	56,3%	<b>2 782</b>
Hautes-Pyrénées	3,4%	8,3%	<u>9,8%</u>	20,7%	57,8%	<b>7 050</b>
Pyrénées-Orientales	5,3%	5,9%	12,5%	<u>22,7%</u>	53,6%	<b>13 891</b>
Tarn	5,6%	<u>10,9%</u>	12,2%	22,1%	49,2%	<b>10 999</b>
Tarn-et-Garonne	8,5%	8,2%	12,1%	22,4%	48,7%	<b>7 081</b>
<b>Occitanie</b>	<b>5,5%</b>	<b>7,2%</b>	<b>11,9%</b>	<b>21,0%</b>	<b>54,4%</b>	<b>173 180</b>
France métropolitaine	4,5%	7,3%	11,5%	20,5%	56,2%	<b>1 828 895</b>
<b>Etablissements non employeurs :</b>						
<b>Occitanie</b>	<b>19,4%</b>	<b>6,7%</b>	<b>10,7%</b>	<b>13,4%</b>	<b>49,8%</b>	<b>495 020</b>
France métropolitaine	12,4%	5,3%	9,9%	14,7%	57,7%	<b>4 572 378</b>

Note de lecture par colonne : les minima et maxima sont en couleur. Les maxima sont soulignés.

# 1. Emploi



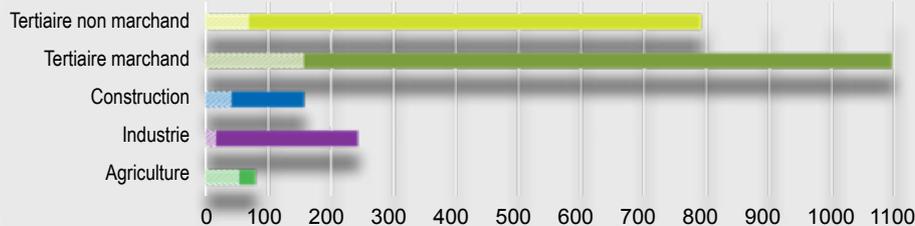
## Répartition de l'emploi total par secteur d'activité en 2019

Source : Insee, estimations annuelles d'emploi - Champ : emploi total, y compris non marchand et agriculture

### Répartition de l'emploi salarié (par sexe) et non salarié par secteur d'activité en Occitanie et France métropolitaine

	Agriculture	Industrie	Construction	Tertiaire marchand	Tertiaire non marchand	Occitanie	France métropolitaine	Poids région / F.M.
Femmes	6 732	60 733	13 637	447 573	485 024	1 013 699	12 312 629	8,2%
Hommes	18 723	165 821	102 971	492 020	236 928	1 016 463	12 581 888	8,1%
<b>Salariés</b>	<b>25 455</b>	<b>226 554</b>	<b>116 608</b>	<b>939 593</b>	<b>721 952</b>	<b>2 030 162</b>	<b>24 894 517</b>	<b>8,2%</b>
Evolution 2009/2019 (%)	16,0%	5,6%	-6,4%	14,0%	6,7%	9,0%	4,9%	
<b>Non salariés</b>	<b>54 109</b>	<b>16 514</b>	<b>41 220</b>	<b>156 044</b>	<b>69 044</b>	<b>336 931</b>	<b>3 000 361</b>	<b>11,2%</b>
Evolution 2009/2019 (%)	-14,9%	19,8%	14,4%	35,2%	51,3%	22,8%	25,8%	
<b>Emploi total</b>	<b>79 564</b>	<b>243 068</b>	<b>157 828</b>	<b>1 095 637</b>	<b>790 996</b>	<b>2 367 093</b>	<b>27 894 878</b>	<b>8,5%</b>
<b>Evolution 2009/2019 (%)</b>	<b>-7,0%</b>	<b>6,4%</b>	<b>-1,7%</b>	<b>16,6%</b>	<b>9,5%</b>	<b>10,8%</b>	<b>6,8%</b>	

### Répartition de l'emploi salarié et non salarié en Occitanie (en milliers)



Part de l'emploi non salarié dans l'emploi total	
Tertiaire non marchand	8,7%
Tertiaire marchand	14,2%
Construction	26,1%
Industrie	6,8%
Agriculture	68,0%
<b>Ensemble</b>	<b>14,2%</b>



# 1. Emploi

## Répartition de l'emploi salarié par secteur et département en 2019

Source : Insee, estimations annuelles d'emploi - Champ : emploi total, y compris non marchand et agriculture

	Agriculture	Industrie	Construction	Tertiaire marchand	Tertiaire non marchand	Ensemble
Ariège	0,9%	16,0%	6,0%	35,1%	42,0%	<b>45 143</b>
Aude	3,2%	7,2%	5,5%	41,9%	42,3%	<b>109 377</b>
Aveyron	0,9%	16,7%	<u>7,2%</u>	38,1%	37,1%	<b>90 271</b>
Gard	2,1%	10,6%	5,9%	43,0%	38,3%	<b>214 504</b>
Haute-Garonne	<u>0,3%</u>	13,0%	5,5%	<u>51,4%</u>	<u>29,8%</u>	<b>631 380</b>
Gers	<u>4,8%</u>	12,0%	<u>5,2%</u>	40,6%	37,4%	<b>57 224</b>
Hérault	1,1%	6,7%	5,6%	50,4%	36,1%	<b>394 276</b>
Lot	1,0%	<u>18,0%</u>	5,6%	38,2%	37,2%	<b>53 315</b>
Lozère	1,0%	13,0%	6,6%	<u>30,7%</u>	<u>48,8%</u>	<b>25 512</b>
Hautes-Pyrénées	0,7%	13,5%	5,4%	39,3%	41,0%	<b>74 551</b>
Pyrénées-Orientales	2,4%	<u>6,3%</u>	6,1%	47,5%	37,7%	<b>140 176</b>
Tarn	1,2%	15,0%	5,9%	40,4%	37,5%	<b>115 866</b>
Tarn-et-Garonne	1,9%	11,3%	5,7%	43,0%	38,1%	<b>78 567</b>
<b>Occitanie</b>	<b>1,3%</b>	<b>11,2%</b>	<b>5,7%</b>	<b>46,3%</b>	<b>35,6%</b>	<b>2 030 162</b>
France métropolitaine	1,0%	12,5%	5,6%	49,4%	31,5%	<b>24 894 517</b>

Note de lecture par colonne : Les minima et maxima sont en couleur. Les maxima sont soulignés.

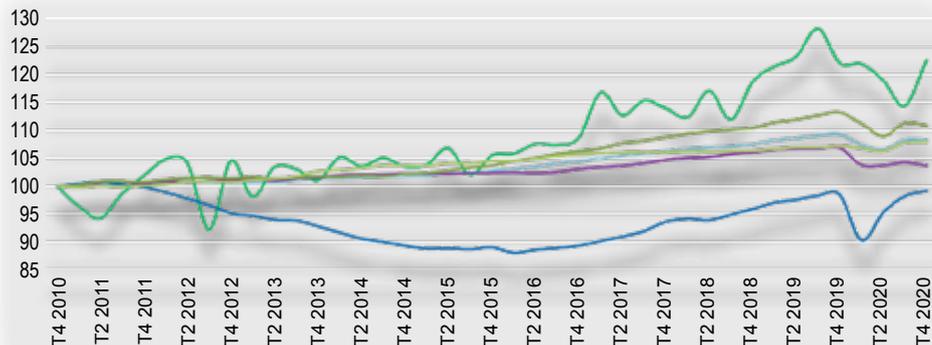
# 1. Emploi



## Evolution de l'emploi salarié du 4<sup>ème</sup> trimestre 2010 au 4<sup>ème</sup> trimestre 2020 en Occitanie

Source : Insee, estimations d'emploi trimestrielles (emploi au dernier jour du trimestre), données CVS (base 100 fin décembre 2010)

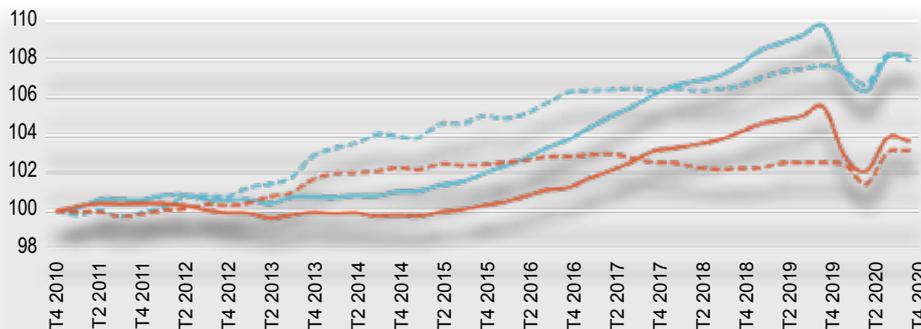
### Evolution de l'emploi salarié, intérim inclus, par secteur d'activité en Occitanie



#### Part de l'intérim dans l'emploi total à la fin du 4<sup>ème</sup> trimestre 2020

	Emploi total	Part intérim
Tertiaire non marchand	727 462	0,4%
Tertiaire marchand	902 151	2,2%
Construction	135 558	10,6%
Industrie	236 386	5,6%
Agriculture	33 345	0,9%
<b>Ensemble</b>	<b>2 034 901</b>	<b>2,5%</b>

### Evolution de l'emploi salarié hors intérim secteur public et privé en Occitanie et en France métropolitaine



#### Effectif salarié hors intérim à la fin du 4<sup>ème</sup> trimestre 2020

<b>En Occitanie</b>	<b>2 033 558</b>
-- Secteur privé	1 516 696
-- Secteur public	516 862
<b>En France métropolitaine</b>	<b>24 689 376</b>
-- Secteur privé	19 065 922
-- Secteur public	5 623 454



# 1. Emploi

## L'intérim et l'emploi 2020

Sources : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

	Emploi hors intérim	Emploi intérimaire	Emploi avec intérim	Part de l'emploi intérimaire
Ariège	44 040	971	45 011	2,2%
Aude	108 070	2 373	110 443	2,1%
Aveyron	89 538	2 161	91 699	2,4%
Gard	213 281	5 254	218 535	2,4%
Haute-Garonne	604 550	16 399	620 949	2,6%
Gers	55 396	1 769	57 165	3,1%
Hérault	389 841	9 001	398 843	2,3%
Lot	51 716	1 337	53 052	2,5%
Lozère	25 891	243	26 134	0,9%
Hautes-Pyrénées	69 782	1 972	71 754	2,7%
Pyrénées-Orientales	140 421	3 255	143 676	2,3%
Tarn	113 530	3 106	116 636	2,7%
Tarn-et-Garonne	77 834	3 170	81 004	3,9%
<b>Occitanie</b>	<b>1 983 890</b>	<b>51 011</b>	<b>2 034 901</b>	<b>2,5%</b>

### Avertissement :

Dans les estimations d'emploi coproduites par l'Insee, la DARES et l'Acoss, l'emploi intérimaire est calculé dans un secteur dédié (celui des agences d'intérim) et est localisé au lieu de l'agence d'intérim. Afin d'obtenir une meilleure appréciation de l'emploi sectoriel de la région, le SESE Occitanie a réaffecté ces intérimaires au lieu de la mission et au secteur d'activité de l'établissement utilisateur d'intérimaires. Par conséquent, les volumes d'emploi par secteurs diffèrent de ceux diffusés par l'Insee.

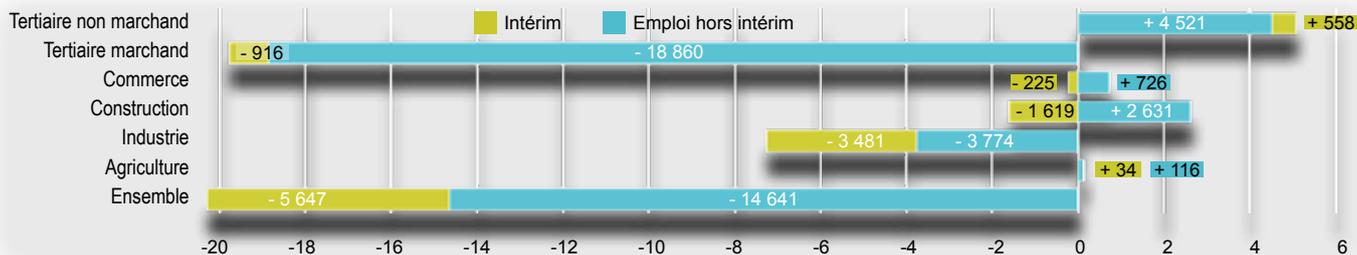
# 1. Emploi



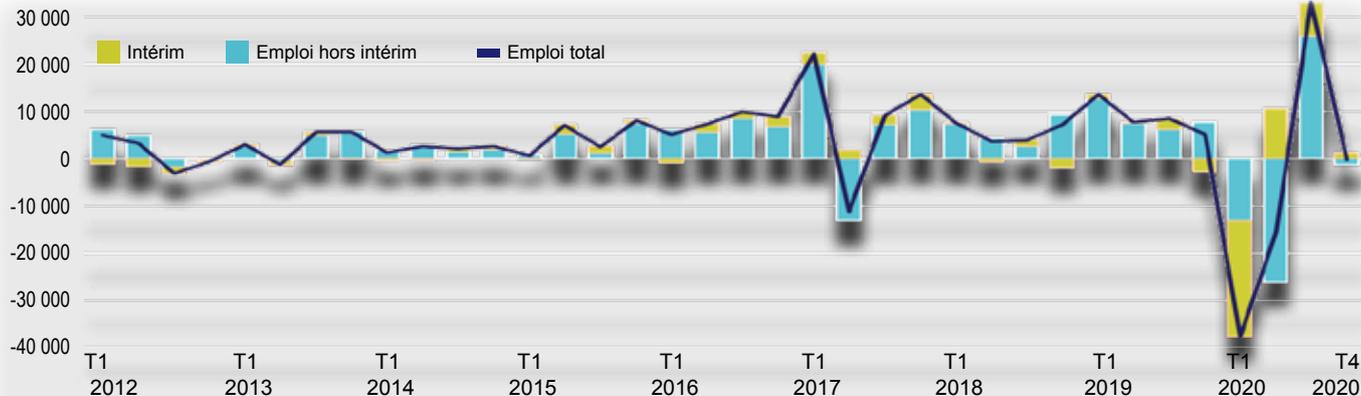
## Contribution de l'intérim à l'emploi total en Occitanie

Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

Contributions de l'emploi et de l'intérim à l'évolution de l'emploi du 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 au 4<sup>ème</sup> trimestre 2020 (en milliers).



## Évolution trimestrielle de l'emploi hors intérim et de l'intérim en Occitanie depuis 2012





# 1. Emploi

## Nombre d'intérimaires, d'équivalent emplois temps plein et de contrats conclus en 2020\*

*Source : Dares, exploitation des déclarations sociales nominatives (DSN) et des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim - données CVS*

	Nombre d'intérimaires au 31/12/2020	Evolution annuelle (%)	Nombre de contrats conclus en 2020	Evolution annuelle (%)	Nombre moyen d'EETP par mois en 2020	Evolution annuelle (%)
Ariège	971	- 9,0	24 362	- 17,7	857	- 14,7
Aude	2 373	- 2,9	60 565	- 16,1	2 066	- 14,3
Aveyron	2 161	- 5,1	48 931	- 2,6	1 906	- 8,9
Gard	5 254	- 6,3	136 813	- 15,6	4 514	- 13,2
Haute-Garonne	16 399	- 19,5	364 891	- 20,9	15 229	- 26,6
Gers	1 769	+ 4,3	45 618	- 13,2	1 500	- 12,5
Hérault	9 001	- 8,6	245 796	- 18,5	7 970	- 17,7
Lot	1 337	- 12,2	40 887	- 18,2	1 187	- 23,0
Lozère	243	+ 2,4	5 757	- 11,7	197	- 8,4
Hautes-Pyrénées	1 972	- 8,7	42 062	- 8,1	1 677	- 17,5
Pyrénées-Orientales	3 255	- 7,2	90 511	- 13,8	2 809	- 14,6
Tarn	3 106	+ 7,1	68 037	- 9,7	2 539	- 11,6
Tarn-et-Garonne	3 170	+ 5,1	68 852	- 8,7	2 739	- 8,2
<b>Occitanie</b>	<b>51 011</b>	<b>- 10,0</b>	<b>1 243 082</b>	<b>- 16,4</b>	<b>45 190</b>	<b>- 19,0</b>
France entière	745 528	- 5,3	16 876 147	- 20,4	635 858	- 18,1
<b>Poids Occitanie / France entière</b>	<b>6,8%</b>		<b>7,4%</b>		<b>7,1%</b>	

\* au lieu d'exécution des missions

**EETP : Équivalent emplois à temps plein.** Le nombre d'Équivalent emplois à temps plein est un indicateur qui mesure le volume moyen de travail en intérim pour une période de référence donnée.

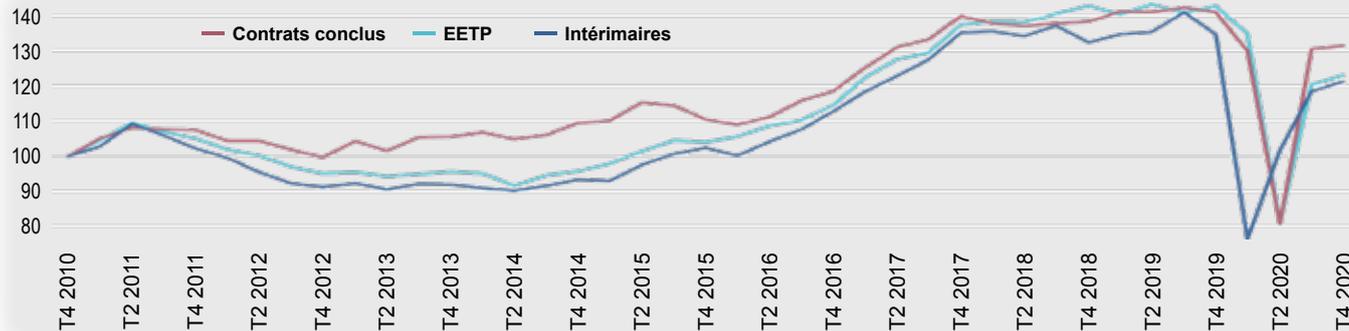
# 1. Emploi



## L'activité intérimaire

Source : Dares, exploitation des déclarations sociales nominatives (DSN) et des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim, données CVS - contrats au lieu d'exécution des missions

Évolution trimestrielle du nombre de contrats conclus, d'intérimaires et d'EETP en Occitanie (base 100 au 4<sup>ème</sup> trimestre 2010)



Répartition des EETP et contrats d'intérim conclus en 2020 par secteur d'activité employeur





## 2. Activité économique

### Le Produit Intérieur Brut en 2018

Source : Insee - Produits intérieurs bruts régionaux (base 2014, données 2018 semi-définitives)

	PIB (M€)	Evolution 2018/2017 (%)	PIB/hab. (€)	Evolution 2018/2017 (%)	PIB/emploi (€)	Evolution 2018/2017 (%)
<b>Occitanie</b>	<b>173 563</b>	<b>+3,5</b>	<b>29 487</b>	<b>+3,1</b>	<b>74 045</b>	<b>+2,0</b>
France de province (1)	1 590 539	+2,8	30 266	+2,7	74 843	+1,9
France métropolitaine	2 316 703	+2,8	35 763	+2,6	83 625	+1,6

(1) France métropolitaine hors Ile-de-France

**Le produit intérieur brut (PIB)** est un indicateur de la production économique d'un pays. Il est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes, augmentées des impôts sur les produits (TVA, droits de douanes, taxes spécifiques), moins les subventions sur les produits.

### Répartition de la valeur ajoutée en 2018

Source : Insee, Valeurs ajoutées régionales (base 2014, données 2018 semi-définitives)

	Agriculture	Construction	Industrie	Tertiaire non marchand	Tertiaire marchand	Total (millions d'€)
<b>Occitanie</b>	<b>2,2%</b>	<b>6,2%</b>	<b>14,0%</b>	<b>29,2%</b>	<b>48,5%</b>	<b>154 080</b>
France de province (1)	2,7%	6,2%	16,2%	27,6%	47,4%	1 411 995
France métropolitaine	1,9%	5,6%	13,7%	24,7%	54,1%	2 056 645

(1) France métropolitaine hors Ile-de-France

**La valeur ajoutée** est la différence entre la valeur des biens ou services produits par une entreprise ou une branche et celle des biens et services utilisés pour la production, dite "consommations intermédiaires".

## 2. Activité économique



### Créations d'entreprise par secteur d'activité

Source : Insee, Répertoire des Entreprises et des établissements (REE) - Champ : activités marchandes non agricoles

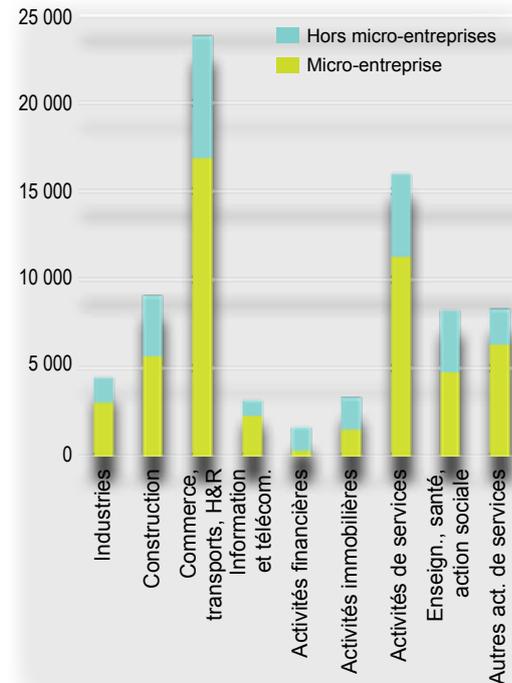
#### Créations d'entreprises hors micro-entreprises par département en 2019

	Industrie	Construction	Commerce, transports, hébergement et restauration	Autres services*	Total
Ariège	134	216	372	839	1 561
Aude	240	562	1 226	2 019	4 047
Aveyron	214	290	581	1 098	2 183
Gard	493	1 265	2 718	4 296	8 772
Haute-Garonne	838	2 003	7 146	11 831	21 818
Gers	143	223	447	927	1 740
Hérault	990	2 408	5 124	10 083	18 605
Lot	155	169	454	776	1 554
Lozère	61	49	122	251	483
Hautes-Pyrénées	157	296	671	1 213	2 337
Pyrénées-Orientales	294	807	1 716	3 064	5 881
Tarn	337	416	1 130	2 124	4 007
Tarn-et-Garonne	184	347	800	1 246	2 577
<b>Occitanie</b>	<b>4 240</b>	<b>9 051</b>	<b>22 507</b>	<b>39 767</b>	<b>75 565</b>
<b>% Occitanie / F.M.</b>	<b>11,5%</b>	<b>11,7%</b>	<b>9,6%</b>	<b>8,9%</b>	<b>9,5%</b>
Répartition sectorielle des microentreprises	5%	10%	30%	55%	17 080

\* Activités d'information, de communication, financières, d'assurance, scientifiques, techniques et de soutien - Administration, enseignement, santé, action sociale et services divers.

Le régime du micro-entrepreneur remplace celui d'auto-entrepreneur depuis le 19/12/2014. Ce régime a été mis en place par la loi de modernisation de l'économie (LME) d'août 2008 et s'applique depuis le 1er janvier 2009 aux personnes physiques qui créent, une entreprise individuelle pour exercer une activité commerciale, artisanale voire libérale.

#### Créations d'entreprises et de micro-entreprises en Occitanie en 2020





## 2. Activité économique

### Le commerce extérieur de la région Occitanie en 2020

Source : Douanes - Données provisoires CAF FAB hors matériel militaire

#### Les principaux produits échangés en 2020

Importation	% total	en milliers d'€	Evol. ann. (%)
Produits de la construction aéronautique et spatiale	29,8%	9 492 737	-46,2
Produits de la culture et de l'élevage	9,3%	2 964 896	8,5
Produits de la construction automobile	7,4%	2 351 664	-18,5
Matériel électrique	4,4%	1 399 437	-21,2
Machines et équipements d'usage général	3,3%	1 038 364	-22,7
Produits chimiques de base, produits azotés, matières plastiques et caoutchouc synthétique	3,2%	1 031 987	0,4
Articles d'habillement	2,6%	830 589	-4,6
Coutellerie, outillage, quincaillerie et ouvrages divers en métaux	2,6%	827 686	-25,5
Métaux non ferreux	2,3%	725 857	-25,2
Produits en plastique	2,1%	667 021	-8,6

#### Exportation

Produits de la construction aéronautique et spatiale	57,4%	19 874 944	-48,0
Produits de la culture et de l'élevage	7,4%	2 566 554	+6,1
Produits chimiques divers	3,4%	1 169 677	+7,6
Matériel électrique	2,7%	927 810	-20,2
Boissons	2,6%	894 933	-10,2
Machines et équipements d'usage général	2,5%	855 581	-18,9
Appareils de mesure, d'essai et de navigation ; articles d'horlogerie	2,0%	680 426	-21,4
Parfums, cosmétiques et produits d'entretien	1,5%	519 799	-10,9
Produits chimiques de base, produits azotés, matières plastiques et caoutchouc synthétique	1,2%	412 110	+4,1
Articles d'habillement	1,0%	361 131	+10,0

### Construction aéronautique et spatiale : évolution des échanges de produits avec l'étranger de 2010 à 2020 en milliards d'euros

■ Solde ■ Importations ■ Exportations

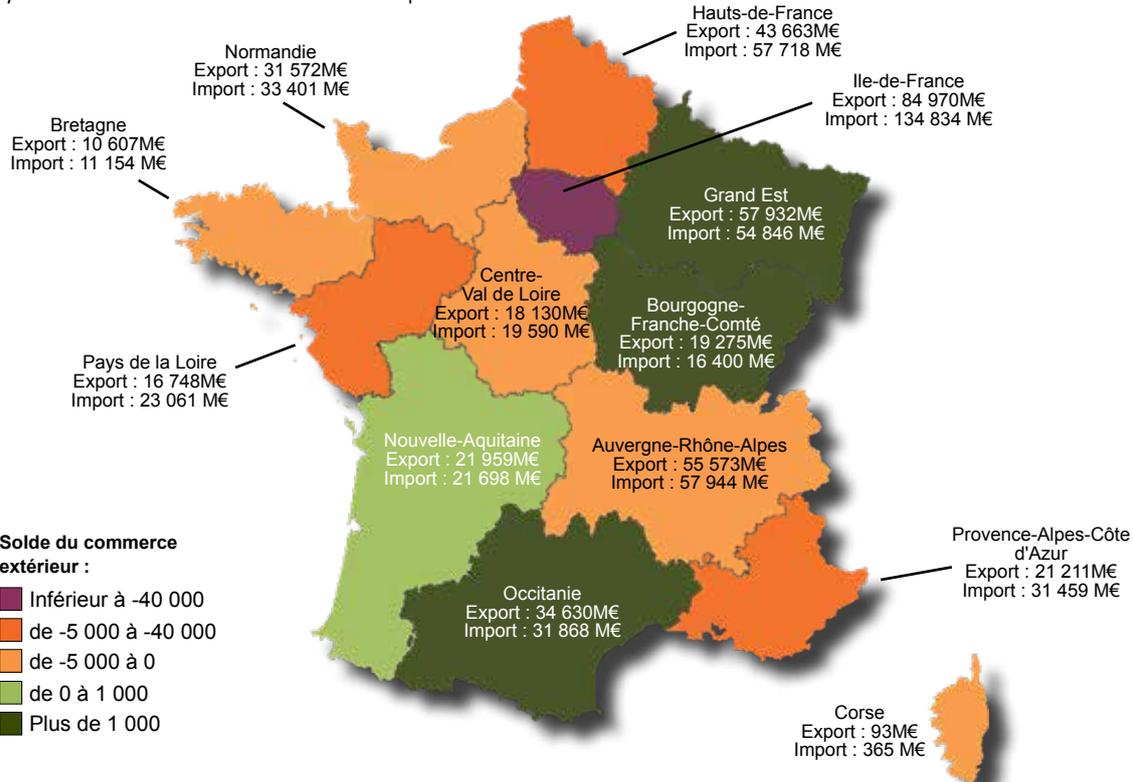


## 2. Activité économique



### Commerce extérieur : solde par région en 2020

*Source : Douanes - Données provisoires CAF FAB hors matériel militaire. Nature des données : données CAF /FAB (pour les importations coût, assurance et fret compris jusqu'à la frontière nationale, pour les exportations, franco à bord à la frontière) hors matériel militaire. Exportations et importations à partir ou à destination de la zone d'étude. | fond de carte ©IGN*





## 2. Activité économique

### Campagne viticole 2019\* en Occitanie (en milliers d'hectolitres)

Sources : AGRESTE Statistiques agricoles définitives 2019, Douanes campagne 2019/2020

	AOP		IGP	VSIG	Total	Evolution / campagne précédente
	AOP total	dont eaux de vie				
Récolte Occitanie	2 994	123	10 228	1 372	14 594	-5,8%
Part Occitanie / France métr.	10,9%	1,6%	82,2%	52,6%	34,4%	
Sorties de chais Occitanie	3 059		11 099	2 871	17 028	-1,1%

\*Campagne viticole : période définie par le règlement européen n°1234/2007, qui débute le 1<sup>er</sup> août et se termine le 31 juillet de l'année suivante.

### Marché à l'exportation en 2019 en Occitanie

Sources : Douanes - DRAAF

	Exportations totales (et évolution annuelle)		Part dans les exportations nationales (AOP hors Champagne)	
	en volume (milliers d'hectolitres)	en valeur (millions d'euros)	en volume	en valeur
AOP*	642 (-3%)	296 (+0%)	12,3%	6,0%
IGP	3 212 (+1%)	752 (+3%)	84,0%	82,0%

\* y compris AOP Costières de Nîmes

#### Indications à partir de 2010 :

**AOP** : Appellation d'Origine Protégée - **IGP** : Indication Géographique Protégée - **VSIG** : Vin Sans Indication Géographique

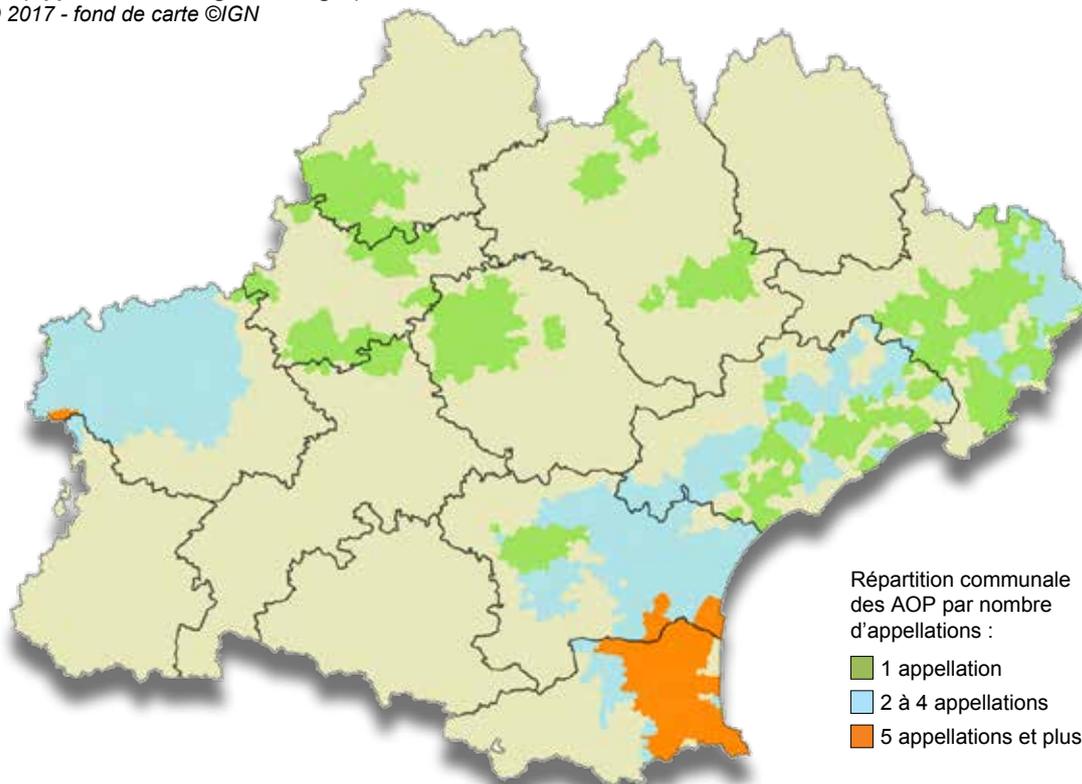
## 2. Activité économique



### Les signes de qualité viticoles en Occitanie (vins et eaux de vie) :

Nombre d'AOP (Appellations d'Origine Protégée)

Source : INAO 2017 - fond de carte ©IGN



48

2 - Appareil productif



## 2. Activité économique

### Production biologique (certifiée + conversion) en Occitanie en 2019

Source : Agence Bio

	Nombre d'exploitations	Evolution annuelle	Rang national (sur 13 régions)	Surfaces cultivées en hectares	Evolution annuelle	Rang national (sur 13 régions)
Viticulture	2 540	+ 19,6%	1ère	42 425	+ 23,5%	1ère
Légumes frais	2 102	+ 10,6%	1ère	3 707	+ 14,8%	3ème
Fruits	2 582	+ 11,6%	1ère	9 636	+ 5,0%	2ème

### Production légumière en Occitanie en 2019

Source : Statistique Agricole Annuelle

	Production (en tonnes)	Part de la production nationale
Ail sec	13 400	62%
Pois secs	23 940	50%
Melons	101 360	41%
Asperges	5 210	25%
Courgettes, citrouilles, potirons	42 710	17%
Concombres, cornichons	19 880	14%

### Arboriculture en Occitanie en 2019

Source : Statistique Agricole Annuelle

	Production (en tonnes)	% de la production nationale
Pêches, nectarines, brugnons	98 900	49%
Abricots	47 250	35%
Kiwi	17 450	31%
Olives	6 700	28%
Prunes	49 770	24%
Cerises	7 970	23%

## 2. Activité économique



### Capacité des hôtels et campings au 1<sup>er</sup> janvier 2020 (chambres ou emplacements) et fréquentation hôtelière en 2020

Source : Insee en partenariat avec la Direction Générale des Entreprises (DGE) et les partenaires territoriaux

	Capacité des hôtels de tourisme					Fréquentation hôtelière	Capacité des campings*					
	Nombre d'hôtels	Nombre de chambres	Classement (en %)				Evolution 2020/2019 du nombre de nuitées	Nombre de campings	Nombre d'emplacements	Classement (en %)		
			Non classés ou 1 étoile	2 ou 3 étoiles	4 ou 5 étoiles					Non classés ou 1 étoile	2 ou 3 étoiles	4 ou 5 étoiles
Ariège	54	966	32,6	66,6	0,8	-37,6%	70	4 757	15,3	68,7	16,0	
Aude	129	3 758	18,9	62,6	18,5	-40,6%	82	9 898	13,6	54,9	31,5	
Aveyron	156	3 317	24,1	69,6	6,4	-30,9%	151	9 674	21,2	41,8	37,0	
Gard	178	4 856	19,6	63,1	17,3	-39,9%	147	19 947	9,7	46,1	44,2	
Haute-Garonne	222	10 194	16,7	53,6	29,7	-50,7%	49	3 058	19,3	56,3	24,4	
Gers	53	991	13,9	80,6	5,4	-44,3%	49	3 889	24,6	36,2	39,2	
Hérault	303	10 871	19,4	62,0	18,6	-40,2%	230	47 570	3,5	33,0	63,5	
Lot	113	2 274	14,4	78,6	7,0	-33,8%	113	7 406	10,8	55,1	34,1	
Lozère	112	2 054	35,3	61,6	3,1	-22,8%	97	5 525	33,0	64,9	2,1	
Hautes-Pyrénées	262	12 779	15,1	61,7	23,2	-73,7%	116	8 439	20,3	59,0	20,7	
Pyrénées-Orientales	195	6 175	19,7	67,6	12,7	-33,3%	188	35 699	3,8	35,5	60,7	
Tarn	79	1 931	20,1	64,7	15,2	-40,3%	58	2 776	17,4	60,2	22,3	
Tarn-et-Garonne	43	1 147	20,7	65,4	13,9	-41,2%	37	2 063	19,9	69,2	10,9	
<b>Occitanie</b>	<b>1 899</b>	<b>61 313</b>	<b>18,8</b>	<b>62,8</b>	<b>18,4</b>	<b>-46,2%</b>	<b>1 387</b>	<b>160 701</b>	<b>9,9</b>	<b>43,0</b>	<b>47,1</b>	
France métropolitaine	18 992	740 266	16,2	56,0	27,8	-51,5%	8 240	899 746	12,9	48,7	38,4	
<b>Poids région / F. M.</b>	<b>10,0%</b>	<b>8,3%</b>					<b>16,8%</b>	<b>17,9%</b>				

\* Les statistiques concernant l'hôtellerie de plein air portent sur les campings offrant des emplacements à la clientèle de passage destinés aux touristes n'y élitant pas domicile, ainsi que sur les campings proposant des emplacements loués à l'année, c'est-à-dire à un seul client pour l'ensemble de la période d'ouverture du camping.



# POLITIQUES D'INCLUSION SOCIALE

Politique de la Ville  
Politiques du logement  
Solidarités

# 1. Politique de la Ville

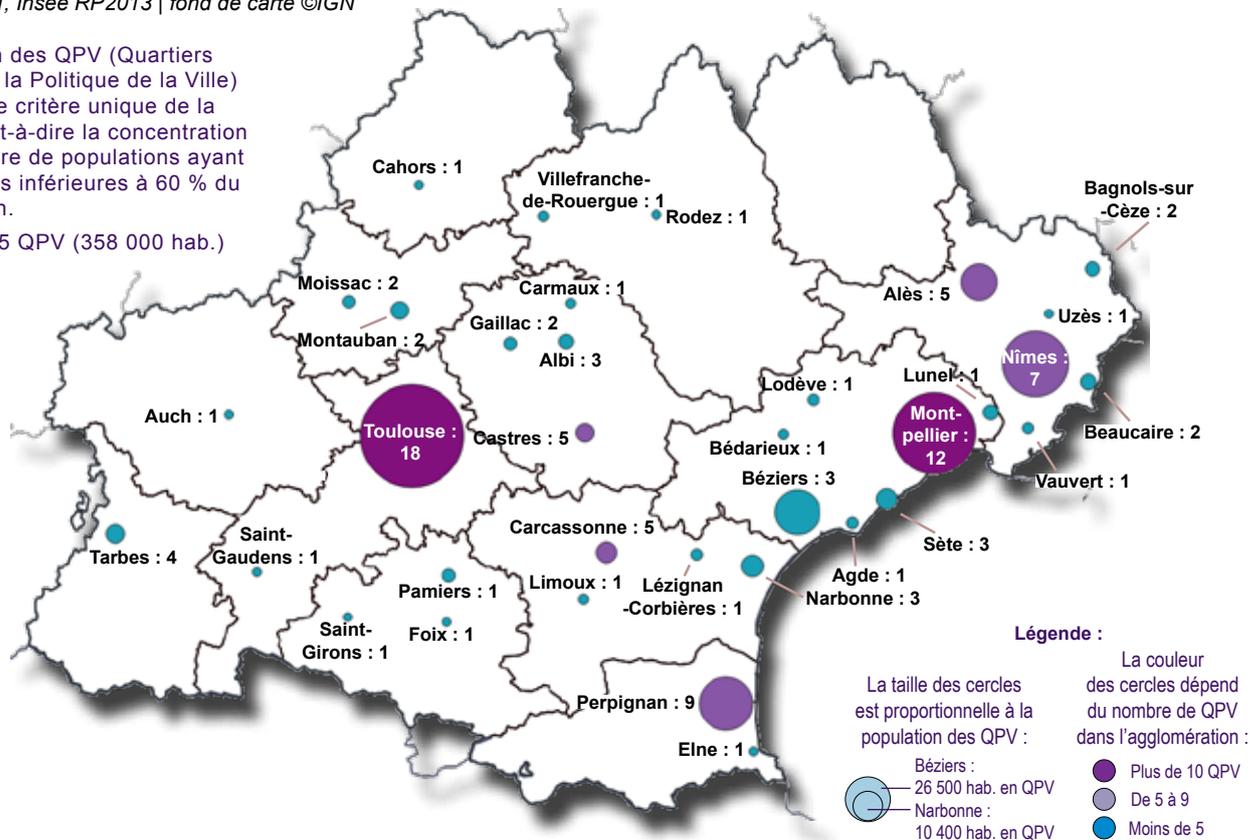


## Localisation et nombre de Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville par intercommunalité

Sources : CGET, Insee RP2013 | fond de carte ©IGN

L'identification des QPV (Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville) se fonde sur le critère unique de la pauvreté, c'est-à-dire la concentration sur un territoire de populations ayant des ressources inférieures à 60 % du revenu médian.

Occitanie : 105 QPV (358 000 hab.)





# 1. Politique de la Ville

## Structure de la population des Quartiers prioritaires de la politique de la ville

	Population				Prestations sociales <sup>5</sup>					
	Population totale en QPV <sup>1</sup>	Poids / région <sup>2</sup>	Part dans la population dép.	Taux de pauvreté <sup>3</sup>	DE ABC <sup>4</sup>	Aide au logement	APL	AAH <sup>6</sup>	RSA <sup>6</sup>	Prime d'activité <sup>6</sup>
Ariège	6 700	1,9%	4,4%	40,0	8,0%	77,1%	23,2%	10,3%	28,7%	30,9%
Aude	25 300	7,1%	6,9%	47,5	10,7%	76,6%	38,2%	16,3%	30,9%	29,4%
Aveyron	3 600	1,0%	1,3%	46,5	2,7%	74,8%	40,5%	17,4%	21,4%	32,5%
Gard	77 200	21,6%	10,5%	52,9	17,1%	75,2%	43,4%	11,2%	32,7%	29,4%
Haute-Garonne	68 600	19,2%	5,3%	41,9	9,2%	74,6%	54,5%	14,2%	22,5%	33,0%
Gers	1 900	0,5%	1,0%	51,3	1,8%	80,9%	73,6%	21,6%	27,4%	32,0%
Hérault	102 100	28,5%	9,4%	51,3	13,8%	75,8%	36,4%	14,1%	25,8%	28,1%
Lot	1 000	0,3%	0,6%	39,0	1,3%	72,1%	59,6%	16,0%	19,0%	38,3%
Lozère	-	-	-	-	0,0%	-	-	-	-	-
Hautes-Pyrénées	8 400	2,3%	3,7%	42,7	6,7%	82,0%	59,2%	16,5%	19,4%	29,1%
Pyrénées-Orientales	33 600	9,4%	7,3%	53,2	8,2%	77,3%	37,5%	14,3%	37,1%	23,1%
Tarn	18 500	5,2%	4,8%	46,6	9,7%	79,6%	63,2%	13,3%	27,4%	29,2%
Tarn-et-Garonne	11 000	3,1%	4,4%	42,1	8,9%	73,8%	36,4%	15,0%	21,1%	33,1%
<b>Occitanie</b>	<b>358 000</b>	<b>100,0%</b>	<b>6,3%</b>	<b>48,7</b>	<b>10,5%</b>	<b>76,0%</b>	<b>43,5%</b>	<b>13,7%</b>	<b>27,8%</b>	<b>29,3%</b>
<b>Poids QPV Occ. /F.M.</b>	<b>7,4%</b>					<b>8,6%</b>	<b>9,2%</b>	<b>7,1%</b>	<b>10,4%</b>	<b>9,6%</b>

1. Population : source Insee, RP 2013

2. Part de la population départementale en QPV sur la population régionale en QPV

3. Taux de pauvreté : part de la population sous le seuil de 60 % du niveau de vie médian métropolitain. Sources FiLoSoFi 2013, Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, RP2013

4. Part des DEFM ABC en QPV sur l'ensemble des DEFM ABC du département à fin décembre 2020. Sources : Pôle Emploi-Dares, STMT. Traitements statistiques : Insee.

5. Source : données CNAF au 31/12/2019. Notes de lecture : parmi les foyers allocataires vivant dans un QPV de l'Ariège et percevant au moins une prestation CAF, 77,1% perçoivent une aide au logement au 31/12/2019. Parmi les foyers allocataires vivant dans un QPV ariégeois et bénéficiant d'une aide au logement, 23,2% perçoivent l'Aide Personnalisée au Logement.

6. Allocation Adulte Handicap, Revenu de Solidarité Active, Prime d'activité, voir aussi p. 60.

## 2. Politiques du logement



### Hébergement social : Lits, places installés au 31 décembre 2019 par catégorie d'établissement

Sources : DREES, Finess ; DR(D)JSCS ; DGCS

	Hébergement spécialisé*		Hébergement généraliste**		Répartition des places d'hébergement généraliste		
	CADA <sup>1</sup>	CPH <sup>2</sup>	Ensemble**	dont CHRS <sup>3</sup>	Hébergement d'urgences <sup>4</sup>	Hébergement de stabilisation <sup>4</sup>	Hébergement d'insertion <sup>4</sup>
Ariège	202	0	161	82	117	0	44
Aude	250	60	321	138	195	3	123
Aveyron	174	60	102	77	47	8	47
Gard	625	50	649	226	378	57	214
Haute-Garonne	726	98	2 278	926	1580	133	565
Gers	185	0	95	36	60	7	28
Hérault	633	60	1 288	597	781	63	444
Lot	160	0	118	85	57	0	61
Lozère	100	0	80	36	56	8	16
Hautes-Pyrénées	238	30	253	95	125	61	67
Pyrénées-Orientales	312	50	598	251	390	21	187
Tarn	260	30	131	87	42	11	78
Tarn-et-Garonne	224	33	236	85	146	24	66
<b>Occitanie</b>	<b>4 089</b>	<b>471</b>	<b>6 310</b>	<b>2 721</b>	<b>3 974</b>	<b>396</b>	<b>1 940</b>
France métropolitaine	40 949	8 012	87 307	43 280	46 991	7 850	33 478
<b>Poids région/ F.M.</b>	<b>10,0%</b>	<b>5,9%</b>	<b>7,2%</b>	<b>6,3%</b>	<b>8,5%</b>	<b>5,0%</b>	<b>5,8%</b>

\* Hébergement pour les demandeurs d'asile et les réfugiés. \*\* Héberg. généraliste : centres d'accueil non conventionnés au titre de l'aide sociale + CHRS

- Centres d'accueil de demandeurs d'asile
- Centres provisoires d'hébergement
- Centres d'hébergement et de réinsertion sociale
- En CHRS et Centres d'accueil non conventionnés au titre de l'aide sociale



## 2. Politiques du logement

### Logement accompagné : Lits, places installés au 31 décembre 2019 par catégorie d'établissement

Sources : DREES, Finess ; DR(D)JSCS ; DGCS

	Pension de famille et résidence accueil	Autres résidences sociales	Foyers de jeunes travailleurs (FJT) <sup>1</sup>	Foyers de travailleurs migrants (FTM) <sup>1</sup>
Ariège	49	6	28	-
Aude	100	22	178	-
Aveyron	66	-	223	-
Gard	209	-	541	-
Haute-Garonne	253	751	1 069	158
Gers	36	25	122	-
Hérault	305	575	683	-
Lot	85	57	93	-
Lozère	37	-	-	-
Hautes-Pyrénées	100	-	129	-
Pyrénées-Orientales	115	127	116	-
Tarn	70	25	344	-
Tarn-et-Garonne	60	-	70	-
<b>Occitanie</b>	<b>1 485</b>	<b>1 588</b>	<b>3 596</b>	<b>158</b>
France métropolitaine	17 317	98 693	48 973	38 166
<b>Poids région/ F.M.</b>	<b>8,6%</b>	<b>1,6%</b>	<b>7,3%</b>	<b>0,4%</b>

1. Conventionnés ou non en résidence sociale

## 2. Politiques du logement



### Hébergement social et logement accompagné au 31/12/2019 par catégorie d'établissement : répartition

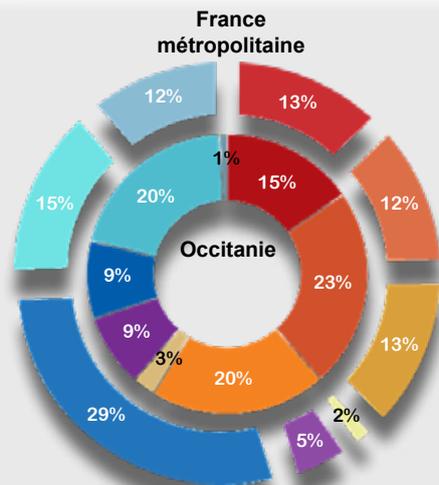
des lits et places installés par type de structure

Source : DREES, Finess ; DR(D)JSCS ; DGCS

Logement accompagné : 6 827 Hébergement social : 10 870

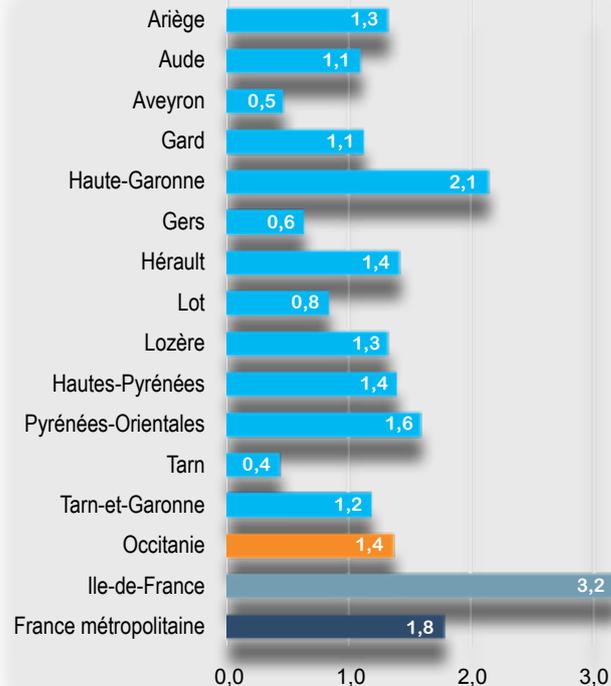
- Pensions de famille et résidences d'accueil
- Autres résidences sociales
- Foyers de jeunes travailleurs (FJT)
- Foyers de travailleurs migrants (FTM)

- Centres d'hébergement et de réinsertion sociale, CHRS
- Centres d'accueil de demandeurs d'asile, CADA
- Centres d'accueil non conventionnés au titre de l'aide sociale
- Centres provisoires d'hébergement



### Taux d'équipement en places d'hébergement pour 1 000 adultes

Source : DREES, Finess ; Insee, RP exploitation complémentaire, estimations de population 2020 ; DR(D)JSCS ; DGCS





## 2. Politiques du logement

### Décisions d'expulsions locatives en 2018

Source : Ministère de la justice/SG/SDSE, répertoire général civil 2018 ; Insee, recensement de la population 2016 et 2017

	Décisions d'expulsions locatives	Décisions d'expulsions locatives pour 1000 ménages
Ariège	156	7,1
Aude	550	9,4
Aveyron	201	5,6
Gard	1 333	10,6
Haute-Garonne	2 949	10,4
Gers	154	6,3
Hérault	2 349	10,2
Lot	129	5,7
Lozère	74	7
Hautes-Pyrénées	268	7,8
Pyrénées-Orientales	837	10,2
Tarn	436	8,1
Tarn-et-Garonne	444	12,9
<b>Occitanie</b>	<b>9 880</b>	<b>9,7</b>
France métropolitaine	116 020	10,2
<b>Poids Occitanie / F.M.</b>	<b>8,5%</b>	

## 2. Politiques du logement



### Recours au Droit Au Logement (DALO) en 2019

Source : Infocentre Dalo (outil national du Ministère de la cohésion des territoires)

	Recours "logement" avec décision favorable logement (prioritaires et urgents)	Recours "hébergement" avec décision favorable logement (prioritaires et devant être accueillis)	Recours avec décision	Dont favorables <sup>1</sup>	Dont rejets (explicites)
Ariège	7	0	12	7	3
Aude	96	0	333	96	173
Aveyron	0	0	0	0	0
Gard	145	85	691	246	312
Haute-Garonne	553	241	2 618	823	1 533
Gers	0	0	0	0	0
Hérault	326	40	1 690	389	1 209
Lot	0	0	0	0	0
Lozère	0	0	0	0	0
Hauts-Pyrénées	0	0	0	0	0
Pyrénées-Orientales	112	0	255	114	110
Tarn	3	0	5	3	1
Tarn-et-Garonne	4	0	14	4	8
<b>Occitanie</b>	<b>1 246</b>	<b>366</b>	<b>5 618</b>	<b>1 682</b>	<b>3 349</b>
France métropolitaine	33 121	5 835	106 714	40 757	60 424
<b>Poids Occitanie / F.M.</b>	<b>3,8%</b>	<b>6,3%</b>	<b>5,3%</b>	<b>4,1%</b>	<b>5,5%</b>

1. Les décisions favorables correspondent à la somme des décisions favorables logement, des décisions favorables hébergement et des réorientations des recours logement vers l'hébergement

**Droit Au Logement Opposable (Loi DALO) :** La loi désigne l'État comme le garant du droit au logement. La mise en œuvre de cette garantie s'appuie sur un recours amiable et un recours contentieux.



## Dépenses d'Aide Sociale Départementale en 2018

Source : DREES, Enquête Aide sociale 2018

	Dépenses brutes totales en millions d'euros				Dépenses totales nettes d'aide sociale par habitant <sup>3</sup>
	Dépenses totales <sup>2</sup>	dont aide sociale aux personnes âgées <sup>1</sup>	dont aide sociale aux personnes handicapées <sup>1</sup>	dont allocations et insertion liées au RSA <sup>1</sup>	
Ariège	111,7	24,4	19,3	41,2	700 €
Aude	311,1	43,7	56,3	109,0	820 €
Aveyron	171,6	48,4	45,1	26,8	590 €
Gard	498,6	84,8	80,6	193,9	660 €
Haute-Garonne	804,3	145,4	182,8	230,5	550 €
Gers	145,1	42,5	33,8	26,5	700 €
Hérault	793,7	178,3	149,2	249,8	660 €
Lot	116,8	38,4	25,8	24,4	650 €
Lozère	48,6	12,8	14,4	8,3	630 €
Hautes-Pyrénées	177,4	60,1	34,1	39,0	740 €
Pyrénées-Orientales	350,8	61,6	64,2	142,8	700 €
Tarn	261,6	58,0	69,8	66,4	640 €
Tarn-et-Garonne	166,9	35,2	42,4	42,1	600 €
<b>Occitanie</b>	<b>3 958,3</b>	<b>833,6</b>	<b>818,0</b>	<b>1 200,8</b>	<b>640 €</b>
France métropolitaine	37 718,4	7 356,5	8 252,0	10 752,6	560 €

1- Dépenses brutes : avant déduction des recouvrements auprès d'autres collectivités territoriales, des remboursements de participations et de prestations. Les dépenses d'aide sociale à l'hébergement des personnes âgées sont, y compris au sein des dépenses brutes, nettes des récupérations sur bénéficiaires, tiers payants et succession.

2- y compris services communs, autres interventions sociales et dépenses de personnel. Au sein de ces dépenses totales brutes, celles relatives à l'aide sociale à l'hébergement (ASH) des personnes âgées sont exprimées après récupérations sur bénéficiaires, tiers payants et succession.

3- Dépenses nettes : dépenses d'aide sociale des départements après déduction des récupérations et recouvrements, mais elles englobent les dépenses prises en charge par l'État par l'intermédiaire de la CNSA, du FMDI et de la TICPE

# 3. Solidarités



## Les allocataires des minima sociaux par département au 31 décembre 2019

Sources : CNAF et MSA/Pôle Emploi

	RSA			Prime d'activité		AAH		ASS	
	Nombre	Évolution 2019/2018	Part des 15-69 ans*	Nombre	Évolution 2019/2018	Nombre	Évolution 2019/2018	Nombre	Évolution 2019/2018
Ariège	6 373	+2,6	7,1	12 224	<b>+35,3</b>	3 462	+2,3	1 170	-4,9
Aude	16 223	<b>-1,7</b>	7,6	30 455	+36,1	10 549	<b>+7,7</b>	3 140	-8,7
Aveyron	4 360	+3,5	<b>2,8</b>	19 411	+45,0	6 127	+2,1	1 060	-5,4
Gard	31 390	+0,3	7,2	57 914	+38,4	14 597	+1,5	5 490	-4,0
Haute-Garonne	37 299	+1,3	4,3	<b>110 748</b>	+39,8	27 146	+4,3	5 680	-6,3
Gers	3 964	+1,8	3,7	12 931	+46,5	4 731	+2,4	740	-7,5
Hérault	<b>41 619</b>	+1,0	5,9	98 454	+40,5	<b>28 060</b>	+3,4	<b>8 780</b>	-7,0
Lot	4 047	<b>+4,8</b>	4,1	12 649	+46,1	3 730	<b>-0,3</b>	930	-8,8
Lozère	<b>1 278</b>	+2,8	2,9	<b>6 105</b>	<b>+47,4</b>	<b>2 827</b>	+1,5	<b>250</b>	-10,7
Hautes-Pyrénées	5 564	+1,0	4,3	16 827	+40,0	6 748	+0,7	1 430	-7,7
Pyrénées-Orientales	23 173	+3,3	<b>8,3</b>	41 435	+36,2	11 680	+2,8	4 280	<b>-3,8</b>
Tarn	10 625	-0,1	4,8	28 363	+42,4	8 429	+1,9	2 270	-9,6
Tarn-et-Garonne	6 509	-2,0	4,3	19 315	+39,9	6 244	+2,1	1 140	<b>-12,3</b>
<b>Occitanie</b>	<b>192 424</b>	<b>+1,0</b>	<b>5,9</b>	<b>466 831</b>	<b>+39,9</b>	<b>134 330</b>	<b>+3,1</b>	<b>36 360</b>	<b>-6,6</b>
France métropolitaine	1 707 800	+0,7	4,4	4 357 200	+43,3	1 178 100	+2,3	319 900	-7,8
<b>Poids Occ. / France métro.</b>	<b>11,3%</b>			<b>10,7%</b>		<b>11,4%</b>		<b>11,4%</b>	

\* Le pourcentage de bénéficiaires (allocataires + conjoints) a été calculé en divisant le nombre d'allocataires du RSA par la population estimée INSEE au 01/01/2020 âgée de 15 à 69 ans (multiplié par 100). Note de lecture par colonne : Les minima et maxima sont en couleur. Les maxima sont soulignés.

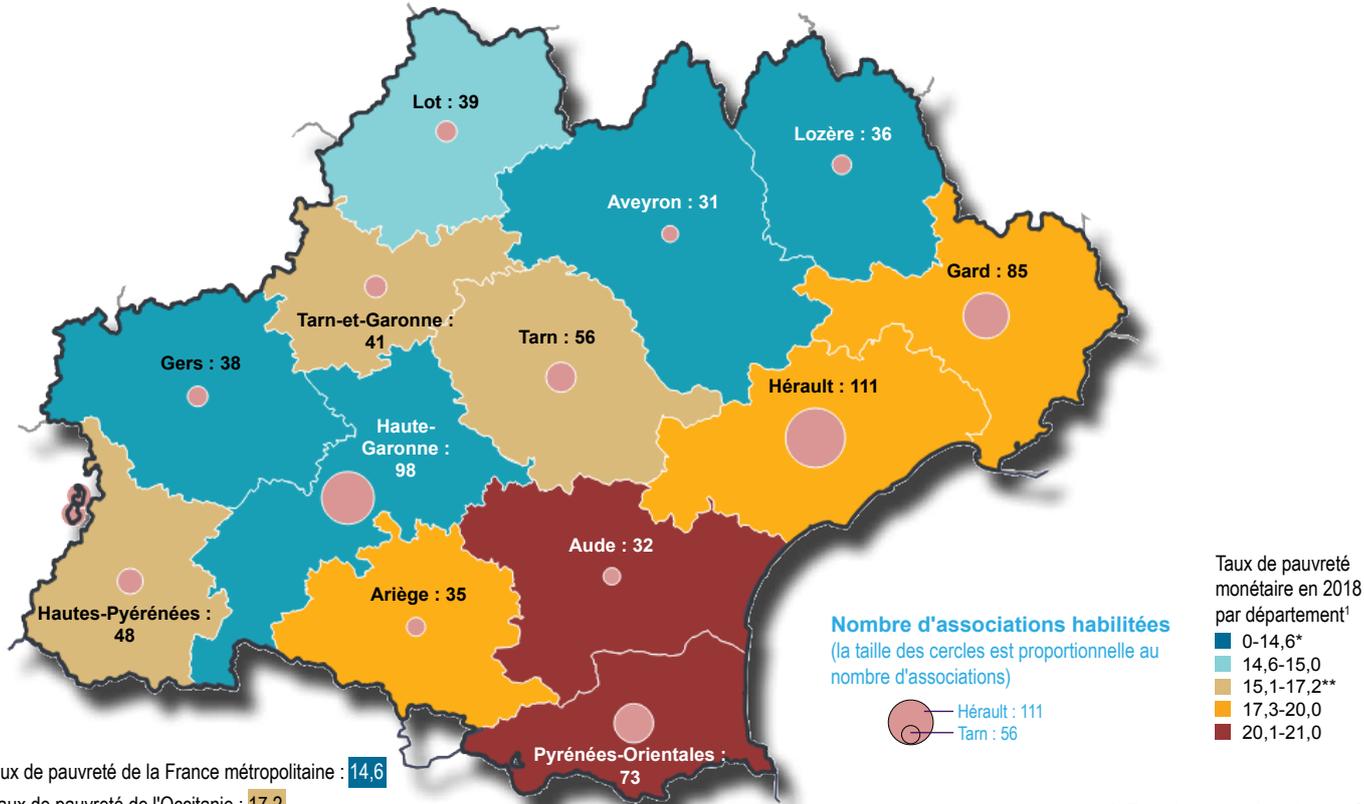
**Le revenu de solidarité active (RSA)** est une allocation destinée à garantir un revenu minimum à ses bénéficiaires, qu'ils aient ou non la capacité de travailler. - **L'allocation aux adultes handicapés (AAH)** s'adresse aux personnes handicapées ne pouvant prétendre ni à un avantage vieillesse ni à une rente d'accident du travail. - **L'allocation de solidarité spécifique (ASS)** est une allocation chômage s'adressant aux chômeurs ayant épuisé leurs droits à l'assurance chômage, justifiant au moins 5 années d'activité salariée dans les 10 ans précédant la rupture de leur contrat de travail. **La Prime d'activité** est versée sous conditions aux ménages à ressources modestes en complément des revenus salariaux.



### 3. Solidarités

#### Aide alimentaire : les associations habilitées à distribuer l'aide alimentaire en 2020 par département

Source : MAAF-DGAL, DRAAF et DRJSCS Occitanie, Insee, Filosofi 2017 | fond de carte ©IGN



\* Taux de pauvreté de la France métropolitaine : 14,6

\*\* Taux de pauvreté de l'Occitanie : 17,2

1. Taux de pauvreté : voir page 25

# 3. Solidarités



## La protection des personnes vulnérables en 2019 : les Mandataires Judiciaires à la Protection des Majeurs

Les services mandataires en 2019

Source : DREETS, Finess

	Nombre de services mandataires*	Evolution sur 1 an
Ariège	2	-
Aude	3	-
Aveyron	3	-
Gard	6	-1
Haute-Garonne	8	+2
Gers	2	-
Hérault	8	-
Lot	2	-
Lozère	3	-
Hautes-Pyrénées	2	-
Pyrénées-Orientales	2	-
Tarn	3	-
Tarn-et-Garonne	2	-
<b>Occitanie</b>	<b>46</b>	<b>+1</b>

\* associations (à 90%), CCAS

Nombre de personnes prises en charge par des mandataires au 31/12/2019

Source : DREES, enquête aide sociale, ISD ; DGCS

	Prise en charge par les services mandataires	Evolution sur 1 an	Prise en charge par les mandataires individuels	Evolution sur 1 an
Ariège	868	+0,3%	723	-1,2%
Aude	2 924	+1,3%	553	+14,3%
Aveyron	2 203	+4,6%	690	+7,0%
Gard	3 561	+5,9%	1 470	+6,5%
Haute-Garonne	4 190	+1,0%	3 615	+4,4%
Gers	2 122	+1,6%	412	+4,8%
Hérault	4 959	+1,9%	2 636	+4,5%
Lot	1 560	+1,6%	197	-5,3%
Lozère	1 526	-0,7%	173	+10,9%
Hautes-Pyrénées	1 538	+1,8%	559	-2,1%
Pyrénées-Orientales	2 886	+2,6%	594	-5,6%
Tarn	2 274	0,0%	1 444	-3,7%
Tarn-et-Garonne	1 515	+1,5%	1 026	-6,6%
<b>Occitanie</b>	<b>32 126</b>	<b>+2,0%</b>	<b>14 092</b>	<b>+2,2%</b>
France métropolitaine	377 234	+1,3%	91 103	+7,0%

Lorsqu'une personne majeure est dans l'incapacité de se prendre en charge elle-même, en raison d'une altération de ses facultés personnelles, mentales ou corporelles médicalement constatées, le juge des contentieux de la protection (nouvelle dénomination du juge des tutelles) peut décider son **placement sous un régime de protection légale (sauvegarde de justice, curatelle, tutelle)**. Les principaux acteurs qui interviennent dans le cadre de la protection juridique des majeurs : la personne vulnérable, sa famille, le juge, le médecin, un **mandataire judiciaire à la protection des majeurs (MJPM)**, et souvent des travailleurs sociaux. Lorsque les mesures de protection (tutelle, curatelle, sauvegarde de justice) ne peuvent pas être confiées à un proche, elles sont exercées par un professionnel, appelé **Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs (MJPM)** détenteur d'un certificat national de compétences. **Le mandataire peut travailler à titre individuel, en association ou comme réposéé d'établissement.**



## 3. Solidarités

### La protection des personnes vulnérables en 2020 : les Mesures Judiciaires d'Aide à la Gestion du Budget Familial

Sources : DREETS, service de la protection des personnes vulnérables

	Nombre de services DPF <sup>1</sup>	Nombre de mesures au 31/12/2020	Evolution sur 1 an
Ariège	1	20	0,0%
Aude	1	89	-16,0%
Aveyron	1	45	-2,2%
Gard	2	144	+2,1%
Haute-Garonne	1	208	+5,6%
Gers	1	45	+12,5%
Hérault	3	225	+7,1%
Lot	2	28	+86,7%
Lozère	1	19	+5,6%
Hautes-Pyrénées	1	43	-15,7%
Pyrénées-Orientales	1	52	+6,1%
Tarn	1	79	+1,3%
Tarn-et-Garonne	1	61	+10,9%
<b>Occitanie</b>	<b>17</b>	<b>1 058</b>	<b>+3,1%</b>

1. généralement les services DPF sont gérés par des associations

**DPF : le délégué aux prestations familiales** intervient sur décision du juge pour enfants et met en œuvre, dans le strict respect du mandat, la **Mesure Judiciaire d'Aide à la Gestion du Budget Familial (MJAGBF)**.

Dans le cadre de cette "mesure d'aide à la gestion du budget familial", le délégué aux prestations familiales prend toutes les décisions permettant de rétablir les conditions d'une gestion autonome des prestations répondant aux besoins liés à la santé et à l'éducation de l'enfant. Il donne des conseils pour permettre aux parents de surmonter leurs difficultés budgétaires et financières et les soutient dans leurs fonctions parentales.

Ce professionnel intervient toujours pour une période déterminée et rend compte de son activité au juge.



A close-up photograph of a person's hands sifting flour. The flour is captured in mid-air, creating a soft, ethereal glow. Overlaid on the right side of the image is a white outline map of Europe. The background is a blurred kitchen setting with a few brown eggs visible on the left.

# POLITIQUES D'EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Politiques d'emploi  
Formation professionnelle  
Fonds social européen

# 1. Politiques d'emploi



## Les contrats en alternance

Apprentissage : **Pas de données disponibles**

### Contrats de professionnalisation en 2020

Source : DARES - Extrapro et SI de certains OPCA

#### Nombre de contrats de professionnalisation débutés en 2020 par département et secteur d'activité

	Nombre de contrats	Evolution annuelle	Répartition des contrats par secteurs (%)				
			Agriculture	Industrie	Construction	Commerce	Tertiaire
Ariège	92	-90,5%	1,1	9,3	11,5	15,8	62,3
Aude	230	-135,1%	3,3	12,3	5,0	29,8	49,6
Aveyron	365	-31,2%	0,9	13,6	12,4	32,4	40,8
Gard	853	-57,1%	0,6	11,6	8,2	25,2	54,4
Haute-Garonne	2 832	-135,1%	0,2	6,8	6,8	18,1	68,1
Gers	261	-124,6%	2,9	9,0	5,0	10,2	72,8
Hérault	1 757	-102,2%	0,6	5,4	6,3	21,4	66,2
Lot	221	-56,7%	1,0	12,3	2,2	18,3	66,3
Lozère	52	-45,8%	0,0	26,2	13,9	9,0	50,9
Hautes-Pyrénées	216	-34,1%	0,0	16,7	6,4	21,0	55,8
Pyrénées-Orientales	460	-100,5%	0,0	3,8	3,5	23,0	69,7
Tarn	453	-78,2%	2,0	21,6	6,5	25,4	44,6
Tarn-et-Garonne	238	-89,2%	1,0	9,8	4,5	28,8	56,0
<b>Occitanie</b>	<b>8 029</b>	<b>-102,1%</b>	<b>0,7</b>	<b>8,9</b>	<b>6,7</b>	<b>21,3</b>	<b>62,5</b>
France métropolitaine	112 742	-94,0%	0,7	12,6	5,3	21,6	59,7
<b>Poids Occitanie/ F.M.</b>	<b>7,1%</b>		<b>6,8%</b>	<b>5,0%</b>	<b>8,9%</b>	<b>7,0%</b>	<b>7,4%</b>

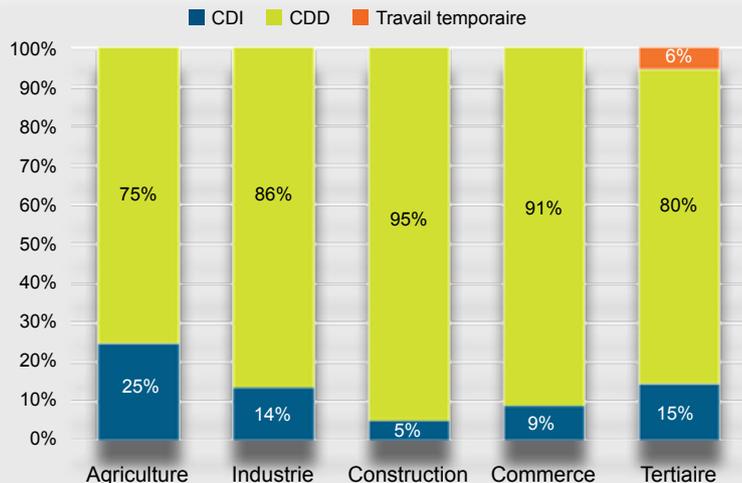


# 1. Politiques d'emploi

## Contrats de professionnalisation en 2020

Source : DARES - Extrapro et SI de certains OPCA

### Les contrats selon la nature du contrat et le secteur d'activité employeur



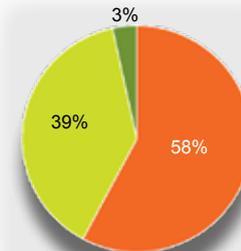
Le **contrat de professionnalisation** est un contrat de travail conclu entre un employeur et un salarié.

Il permet l'acquisition – dans le cadre de la formation continue – **d'une qualification professionnelle** (diplôme, titre, certificat de qualification professionnelle...) **reconnue par l'État et/ou la branche professionnelle**. L'objectif est l'insertion ou le retour à l'emploi des jeunes et des adultes.

### Profil des salariés avant leur entrée en contrat de professionnalisation

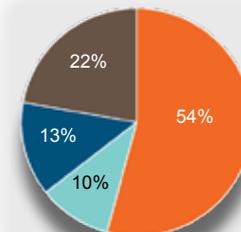
#### Tranches d'âge

- De 16 à 25 ans
- De 26 à 49 ans
- 50 ans et plus



#### Demandeurs d'emploi

- Non demandeur d'emploi (DE)
- DE moins de 12 mois
- DE 12 à 23 mois
- DE 24 mois et plus



# 1. Politiques d'emploi



## Contrats de professionnalisation en 2020

Source : DARES - Extrapro et SI de certains OPCA

Nature de la formation et durée moyenne des actions de professionnalisation selon le niveau de formation visé à l'issue de l'action de professionnalisation<sup>1</sup>

	Nombre	Nature de la formation de l'action de professionnalisation		Durée moyenne	Durée moyenne des actions de professionnalisation (en mois)	
		Formation en interne	Formation en externe		Formation interne	Formation externe
Niveaux 7 et 8	1 212	10,2%	89,8%	14,4	9,0	15,2
Niveau 6	1 100	1,1%	98,9%	12,4	10,5	12,4
Niveau 5	823	6,7%	93,3%	17,1	11,0	17,2
Niveau 4	864	7,5%	92,5%	14,5	13,7	14,6
Niveau 3	1 263	3,7%	96,3%	13,1	12,5	13,1
Sans diplôme (anciens niveaux Vbis et VI)	2 413	30,7%	69,3%	9,4	9,3	9,5
Non déterminé	354	-	-	-	-	-
<b>Ensemble</b>	<b>8 029</b>	<b>17%</b>	<b>83%</b>	<b>13,5</b>	<b>10,2</b>	<b>13,9</b>

1. Le décret n° 2019-14 du 8 janvier 2019 a modifié la nomenclature des niveaux de formation. Le nouveau cadre national des certifications professionnelles se décline comme suit :

- Niveau 3 : CAP, BEP - anciennement V
- Niveau 4 : Baccalauréat - anciennement IV
- Niveau 5 : Bac+2 (DEUG, BTS, DUT, DEUST) - anciennement III
- Niveau 6 : Bac+3 ou 4 (licence, licence professionnelle, maîtrise, master 1) - anciennement II
- Niveau 7 : Bac+5 (master, DEA, DESS, diplôme d'ingénieur) - anciennement I
- Niveau 8 : Bac+8 (doctorat, habilitation à diriger des recherches) - anciennement I
- Non référencés : sans diplôme - anciennement VI et Vbis

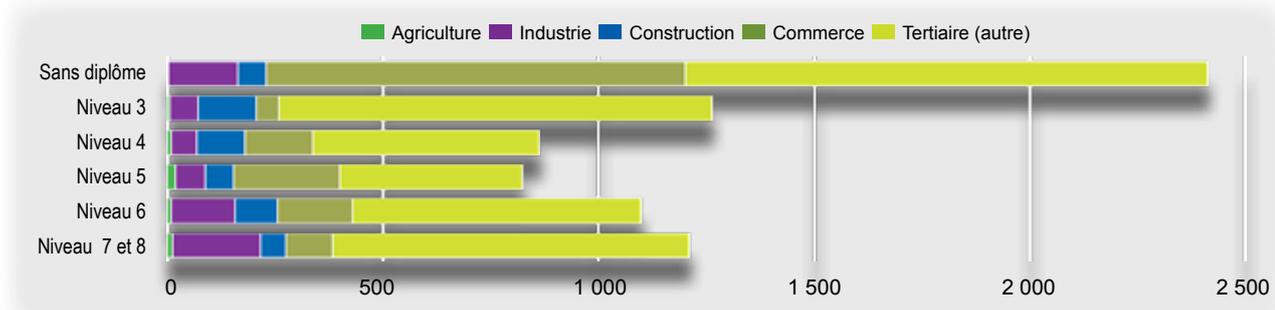


# 1. Politiques d'emploi

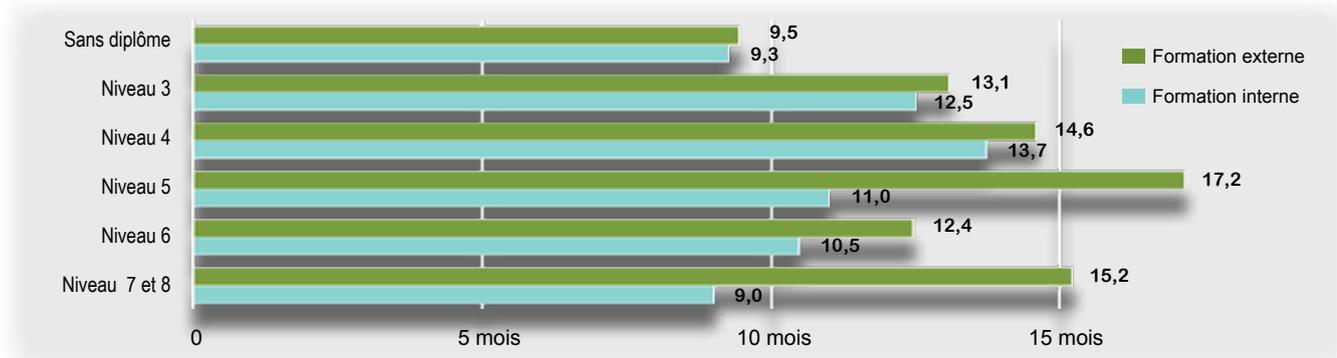
## Contrats de professionnalisation en 2020

Source : DARES - Extrapro et SI de certains OPCA

### Répartition selon le secteur d'activité et le niveau de formation visé à l'issue de l'action de professionnalisation



### Durée moyenne des actions de professionnalisation en mois selon le niveau de formation visé à l'issue de l'action de professionnalisation



# 1. Politiques d'emploi



## Contrats aidés : PEC, CIE et Emplois francs

Source : DARES Bases CUI- Pôle Emploi

### Les prescriptions en 2020 :

	PEC	CIE	Emplois francs
Ariège	177	<5	37
Aude	468	<5	94
Aveyron	152	<5	15
Gard	594	23	233
Haute-Garonne	752	<5	430
Gers	107	<5	6
Hérault	1 129	<5	344
Lot	186	10	6
Lozère	68	<5	0
Hautes-Pyrénées	346	26	43
Pyrénées-Orientales	562	129	117
Tarn	380	10	97
Tarn-et-Garonne	267	<5	48
<b>Occitanie</b>	<b>5 188</b>	<b>217</b>	<b>1 470</b>
France métropolitaine	59 780	3 029	19 828
<b>Poids Occitanie / France métropolitaine</b>	<b>8,7%</b>	<b>7,2%</b>	<b>7,4%</b>

### Parcours emploi compétences (PEC) :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, les contrats aidés sont transformés en parcours emploi compétences (PEC) dans le but de faciliter l'insertion professionnelle des personnes les plus éloignées de l'emploi. Le parcours emploi compétences (PEC) est autorisé uniquement dans le secteur non-marchand (employeurs publics et associations). Il doit être mis en place pour au moins 9 mois.

Il prévoit :

- l'acquisition de compétences transférables qui répondent à des besoins du bassin d'emploi ou à d'autres métiers qui recrutent ;
- un accompagnement ;
- l'accès à la formation ;
- et une aide financière aux employeurs sélectionnés pour leur capacité d'insertion (entre 30 % et 60 % du Smic brut selon la décision du préfet de région).

### Contrat Initiative Emploi (CIE) :

Contrat aidé dans le secteur marchand : depuis 2018 et jusqu'à la réactivation des CIE jeunes en octobre 2020, les CIE ne pouvaient être prescrits que dans le cadre d'une convention annuelle avec les conseils départementaux.

### Emplois francs :

Dispositif d'aide à l'embauche d'une personne résidant en quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV).



# 1. Politiques d'emploi

## Contrats aidés : Les publics entrant en PEC selon le département de l'employeur en 2020

Source : DARES Bases CUI- Pôle Emploi

	Entrées	Engagement financier de l'Etat (milliards d'€) <sup>1</sup>	Caractéristiques des publics embauchés en PEC (%)						
			Hommes	Femmes	Jusqu'à 30 ans	Plus de 30 ans	Résidents en ZRR*	Travailleurs Handicapés	DELD <sup>2</sup>
Ariège	177	723	36,7	63,3	22,0	78,0	75,6	14,7	57,6
Aude	468	2 005	43,2	56,8	25,4	74,6	45,3	27,1	47,6
Aveyron	152	646	28,9	71,1	23,0	77,0	98,7	32,2	43,4
Gard	594	2 608	26,4	73,6	30,8	69,2	23,8	28,6	57,7
Haute-Garonne	752	2 941	28,5	71,5	40,7	59,3	18,7	19,4	50,1
Gers	107	527	38,3	61,7	38,3	61,7	78,1	40,2	51,4
Hérault	1 129	5 092	31,6	68,4	42,9	57,1	12,8	24,4	42,8
Lot	186	881	37,1	62,9	31,2	68,8	100,0	38,2	53,2
Lozère	68	266	44,1	55,9	33,8	66,2	98,5	54,4	33,8
Hautes-Pyrénées	346	1 193	36,1	63,9	25,1	74,9	65,7	23,7	56,9
Pyrénées-Orientales	562	1 947	40,7	59,3	21,4	78,6	18,6	20,5	57,1
Tarn	380	1 621	25,3	74,7	29,7	70,3	48,8	35,3	61,8
Tarn-et-Garonne	267	1 006	29,2	70,8	25,5	74,5	43,0	27,0	52,1
<b>Occitanie</b>	<b>5 188</b>	<b>21 456</b>	<b>32,9</b>	<b>67,1</b>	<b>32,3</b>	<b>67,7</b>	<b>36,3</b>	<b>26,0</b>	<b>51,3</b>
France métropolitaine	59 878	243 854	30,0%	70,0%	35,5%	64,5%	21,0%	17,0%	50,3%
<b>Poids Occitanie / France métropolitaine</b>	<b>8,7%</b>	<b>8,8%</b>							

1. Les montants engagés peuvent être dépensés sur plusieurs années. 2. Demandeurs d'Emploi de Longue Durée.

\*Note de lecture : 98,5% des publics PEC embauchés dans le département de la Lozère résident dans une commune classée en ZRR, qu'elle soit en Lozère ou non

# 1. Politiques d'emploi



## Le plan 1 jeune 1 solution :

### Axe 1 : Faciliter l'entrée des jeunes dans la vie professionnelle

Source : DGEFP – POP

Les dossiers validés - cumul à fin 2020 :

	Aide à l'embauche des jeunes (semaines 40 à 53)	Aide à l'entrée en alternance (semaines 27 à 53)		Emplois francs + (semaines 40 à 53)
		Apprentissage	Professionalisation	
Ariège	113	509	3	<5
Aude	329	1 251	32	<5
Aveyron	378	973	83	<5
Gard	629	2 402	134	<5
Haute-Garonne	2 282	4 995	479	14
Gers	219	635	26	0
Hérault	1 392	5 086	261	13
Lot	152	463	22	0
Lozère	70	230	10	0
Hautes-Pyrénées	223	648	41	<5
Pyrénées-Orientales	422	1 968	39	<5
Tarn	368	1 206	79	<5
Tarn-et-Garonne	264	803	43	<5
<b>Occitanie</b>	<b>6 841</b>	<b>21 169</b>	<b>1 252</b>	<b>41</b>
France métropolitaine	46 410	186 793	17 194	605
<b>Poids Occitanie / France métropolitaine</b>	<b>14,7%</b>	<b>11,3%</b>	<b>7,3%</b>	<b>6,8%</b>

**Aide à l'embauche d'un jeune** : aide financière d'un montant de 4000€ maximum pour l'embauche d'un jeune en CDD d'au moins 3 mois ou CDI par une entreprise ou une association.

**Aide à l'entrée en alternance** : aide exceptionnelle en faveur des employeurs qui recrutent des jeunes en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation.

**Emplois francs+** : aide exceptionnelle en faveur des emplois francs conclus avec un jeune de moins de 26 ans issu d'un QPV.



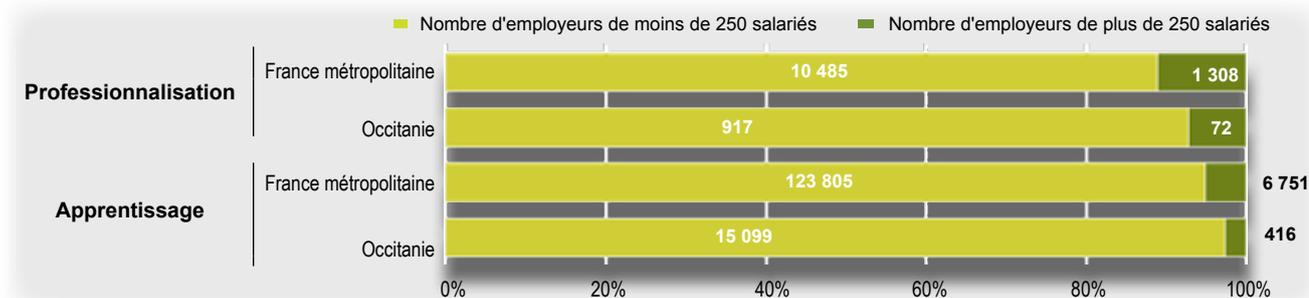
# 1. Politiques d'emploi

## Le plan 1 jeune 1 solution.

### Axe 1 : Faciliter l'entrée des jeunes dans la vie professionnelle

Source : DGEFP - POP

#### Aide à l'entrée en alternance (AEA) : répartition des employeurs



Aide à l'embauche d'un jeune (AEJ) : nombre moyen de dossiers reçus par employeur



1,9 dossier en Occitanie



1,8 dossier en France métropolitaine

### Axe 2 : Orienter et former des jeunes (moins de 30 ans) vers les secteurs et les métiers d'avenir :

Données non disponibles en 2020

# 1. Politiques d'emploi



## Le plan 1 jeune 1 solution :

### Axe 3 : Accompagner les jeunes éloignés de l'emploi en construisant des parcours sur mesure : entrées en mesure en 2020

Source : DGEFP - POP

	PACEA	Garantie jeunes	PEC jeunes	CIE jeunes (du 03/10 au 31/12)	Accompagnement intensif des jeunes
Ariège	570	279	23	<5	350
Aude	2 661	892	76	<5	741
Aveyron	1 061	364	22	0	413
Gard	5 272	1 642	126	23	1 812
Haute-Garonne	7 717	2 446	204	<5	248
Gers	795	337	38	<5	3 074
Hérault	10 992	2 729	345	<5	428
Lot	801	380	46	10	3 349
Lozère	261	87	16	<5	280
Hautes-Pyrénées	1 589	727	58	10	88
Pyrénées-Orientales	5 242	1 106	78	22	1 311
Tarn	2 173	842	75	10	831
Tarn-et-Garonne	1 157	500	39	<5	663
<b>Occitanie</b>	<b>40 291</b>	<b>12 331</b>	<b>1 146</b>	<b>90</b>	<b>13 588</b>
France entière	334 023	85 737	14 503	1 795	157 409
<b>Poids Occitanie /France entière</b>	<b>12,1%</b>	<b>14,4%</b>	<b>7,9%</b>	<b>5,0%</b>	<b>8,6%</b>



# 1. Politiques d'emploi

## Le plan 1 jeune 1 solution :

### Axe 3 : Accompagner les jeunes éloignés de l'emploi en construisant des parcours sur mesure : entrées en mesure en 2020

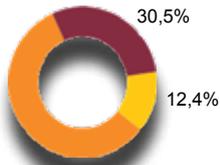
Source : DGEFP - DARES Bases CUI

#### Profil des jeunes entrés en PACEA et en Garantie Jeunes en 2020 en Occitanie

##### PACEA



51,6% 48,4%



57,1%

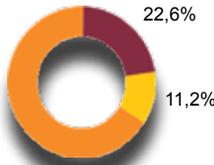
■ Moins de 18 ans  
■ De 18 à 21 ans  
■ Plus de 21 ans

Habitant en QPV 16,0%  
Habitant en ZRR 20,5%  
en situation de handicap 3,0%

##### Garantie Jeunes



52,7% 47,3%



66,2%

Habitant en QPV 17,9%  
Habitant en ZRR 23,0%  
en situation de handicap 2,6%

**Parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (PACEA) :** le nouveau cadre contractuel de l'accompagnement des jeunes par les missions locales, unique et adaptable aux besoins du jeune.

**Garantie jeunes :** accompagnement intensif et collectif d'une durée de douze mois, constitue une modalité spécifique du PACEA. Elle s'adresse aux **jeunes de 16 à moins de 26 ans en situation de précarité qui ne sont ni en emploi, ni en formation, ni en étude (NEET)**. Cet accompagnement est assorti d'une aide financière pour faciliter leurs démarches d'accès à l'emploi.

**CIE jeunes :** le Contrat Initiative Emploi dans le secteur marchand, contrat aidé en faveur des jeunes favorisant une mise en situation professionnelle, un accompagnement et l'acquisition de compétence auprès d'employeurs de droit commun

**Accompagnement intensif des jeunes (AIJ) :** dispositif d'une durée de 3 à 6 mois mis en place par Pôle emploi pour aider les demandeurs d'emploi de moins de 30 ans à retrouver plus rapidement un emploi.

# 1. Politiques d'emploi



## Les jeunes de moins de 26 ans accompagnés en Missions Locales en 2020

Source : ARML, i-Milo

	Caractéristiques des jeunes accompagnés en mission locale (%)						
	Ensemble des jeunes accompagnés	Evolution annuelle	Niveau de formation infra CAP/ BEP <sup>1</sup>	Résidant en QPV <sup>2</sup>	Résidant en ZRR <sup>3</sup>	Hommes	Femmes
Ariège	2 259	-3,0%	49,1	17,3	55,8	47,6	52,4
Aude	8 145	-4,0%	48,9	18,6	27,0	49,7	50,3
Aveyron	2 849	+1,7%	35,3	5,7	91,8	48,3	51,7
Gard	14 319	+10,3%	48,2	26,1	5,1	47,5	52,5
Haute-Garonne	18 594	+8,8%	45,8	13,3	8,7	48,3	51,7
Gers	2 323	-4,8%	47,4	4,2	59,4	47,0	53,0
Hérault	28 454	+6,7%	41,9	18,5	9,4	48,3	51,7
Lot	2 380	+0,9%	47,4	2,6	90,4	45,8	54,2
Lozère	1 130	-8,8%	41,9	0,4	96,7	45,4	54,6
Hautes-Pyrénées	4 875	+9,4%	42,7	9,4	41,7	49,4	50,6
Pyrénées-Orientales	12 410	+2,3%	49,8	14,4	12,9	48,0	52,0
Tarn	5 921	-3,2%	45,7	14,4	39,5	48,3	51,7
Tarn-et-Garonne	3 396	-0,9%	52,8	12,5	27,8	51,5	48,5
<b>Occitanie</b>	<b>107 055</b>	<b>+4,4%</b>	<b>45,7</b>	<b>21,1</b>	<b>3,5</b>	<b>48,3</b>	<b>51,7</b>

1. Sorties en cours de 1er cycle de l'enseignement secondaire (6ème à 3ème) ou abandons en cours de CAP ou BEP avant l'année terminale

2. QPV : Quartier prioritaire politique de la ville (cf. page 52)

3. ZRR : zone de revitalisation rurale



# 1. Politiques d'emploi

## Insertion par l'activité économique : les salariés en insertion en 2020

Source : Dares

Nombre de salariés en parcours d'insertion<sup>1</sup> selon le type de dispositif, au lieu d'implantation de la structure<sup>2</sup>

	ACI	EI	AI	ETTI	Total
Ariège	408	135	154	-	697
Aude	895	97	560	153	1 705
Aveyron	227	20	1 322	12	1 581
Gard	1 214	127	955	176	2 472
Haute-Garonne	688	589	1 279	517	3 073
Gers	383	97	340	166	986
Hérault	1 179	324	1 290	523	3 316
Lot	194	34	619	51	898
Lozère	51	14	271	184	520
Hautes-Pyrénées	497	3	284	127	911
Pyrénées-Orientales	904	119	511	116	1 650
Tarn	573	289	221	273	1 356
Tarn-et-Garonne	337	39	294	228	898
<b>Occitanie</b>	<b>7 550</b>	<b>1 887</b>	<b>8 100</b>	<b>2 526</b>	<b>20 063</b>

1. Nombre de salariés ayant travaillé ou ayant été accompagnés au moins un jour dans un dispositif IAE au cours de l'année 2020.

2. 140 salariés résident hors Occitanie.

Les caractéristiques des salariés en parcours d'insertion par structure

	ACI	EI	AI	ETTI	Ensemble IAE
DE de longue durée	61,2%	57,4%	44,2%	55,0%	53,2%
Bénéficiaires du RSA	54,7%	26,4%	18,4%	24,4%	33,6%
Résidents d'un QPV	21,1%	27,4%	13,4%	23,7%	18,9%
Travailleurs handicapés	7,9%	8,1%	7,1%	4,7%	7,2%
Femmes	39,0%	34,2%	61,1%	12,8%	44,2%
Non diplômés	30,7%	41,3%	32,1%	40,4%	33,5%

Note de lecture : 61,2% des salariés en ACI sont demandeurs d'emploi de longue durée et 40,4% des salariés en ETTI sont non diplômés.

L'insertion par l'activité économique (IAE) permet aux personnes les plus éloignées de l'emploi, en raison de difficultés sociales et professionnelles particulières (âge, état de santé, précarité) de bénéficier d'un accompagnement renforcé et d'une activité professionnelle pour faciliter leur retour vers l'emploi.

4 types de **structures spécialisées (SIAE)** conventionnées accueillent et accompagnent ces personnes avec l'aide financière de l'Etat : les **ACI** (Ateliers et Chantiers d'insertion), **AI** (Associations Intermédiaires), **EI** (Entreprises d'Insertion) et **ETTI** (Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion).

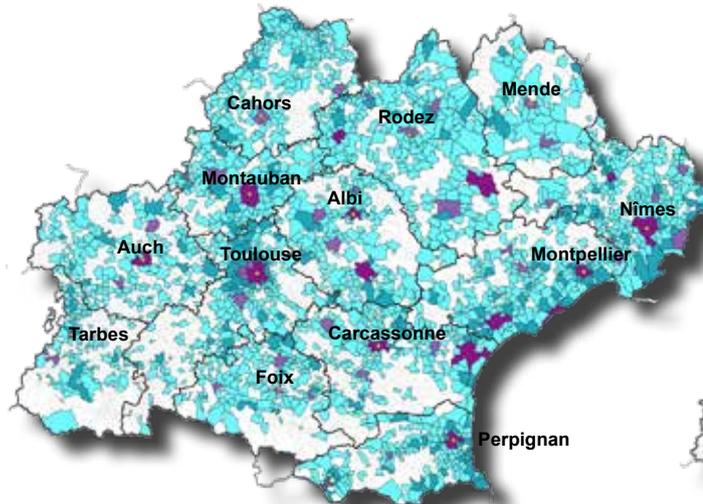
# 1. Politiques d'emploi



## Insertion par l'activité économique : implantation des structures de l'IAE (SIAE) et lieu de résidence des salariés en insertion en 2020

Source : Dares | fond de carte ©IGN

Les communes de résidence des salariés en insertion de l'IAE :

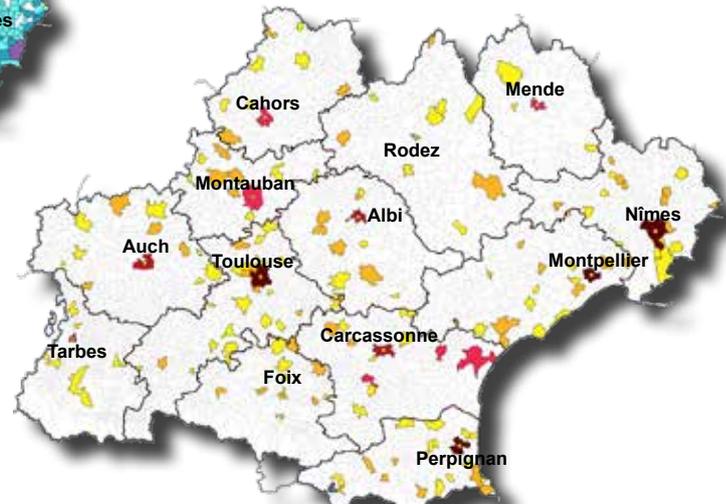
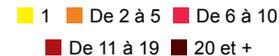


Nombre de salariés en insertion par commune de résidence :



Les communes d'implantation des SIAE :

Nombre de structures conventionnées par commune :



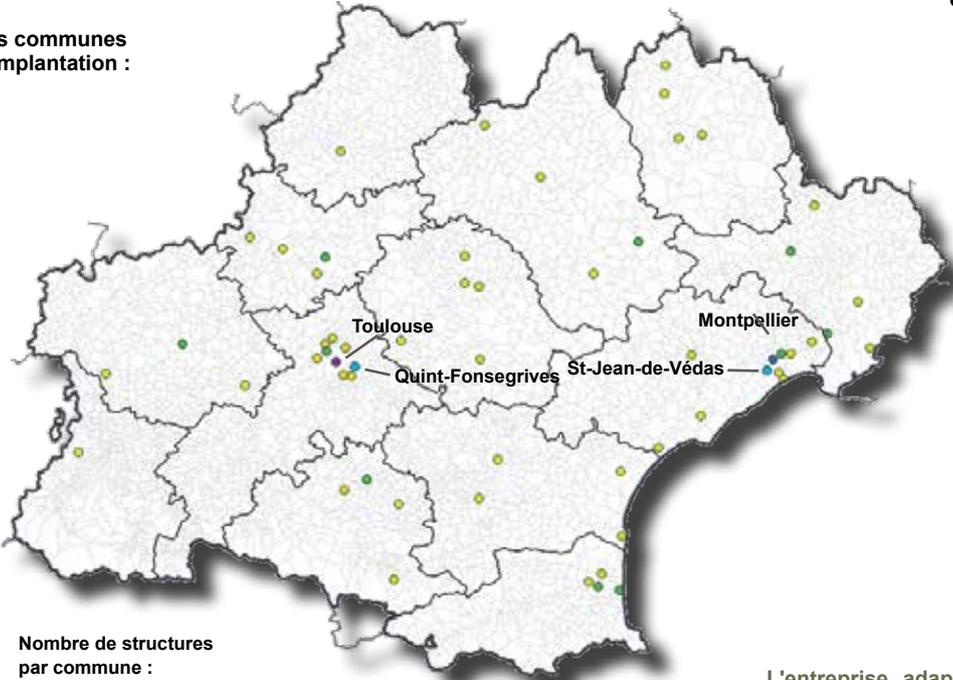


# 1. Politiques d'emploi

## Les entreprises adaptées : implantation au 31 décembre 2020

Source : Dreeets pôle 3E | fond de carte ©IGN

Les communes d'implantation :



Nombre de structures par commune :

- 1 structure (46 communes)
- 2 structures (10 communes)
- 3 structures (2 communes)
- 5 structures (Montpellier)
- 7 structures (Toulouse)

Nombre de structures et de postes TH en équivalent-temps plein par département d'implantation :

	Structures	Postes
Ariège	5	88
Aude	4	59
Aveyron	5	155
Gard	7	136
Haute-Garonne	18	659
Gers	4	20
Hérault	17	325
Lot	1	48
Lozère	4	59
Hautes-Pyrénées	1	16
Pyrénées-Orientales	6	52
Tarn	6	92
Tarn-et-Garonne	5	68
<b>Occitanie</b>	<b>83</b>	<b>1 777</b>

L'entreprise adaptée permet à un travailleur handicapé d'exercer une activité professionnelle dans des conditions adaptées à ses capacités. La spécificité de l'entreprise adaptée est d'employer au moins 55% de travailleurs handicapés. Le travailleur handicapé a le statut de salarié et est soumis aux mêmes règles que les autres salariés.

## 2. Formation professionnelle



### Les organismes de formation (OF) en Occitanie

Source : DGEFP

#### Mouvements des Organismes de formation professionnelle enregistrés en 2020 :

	OF déclarés au cours de l'année	Cessation d'activité au cours de l'année	Déclarations caduques ou annulées au cours de l'année	OF déclarés au 31 décembre	Nombre de stagiaires
OF privés	1 242	120	845	9 017	1 740 082
OF publics	4	2	4	137	176 774
OF parapublics	1	0	0	42	51 568
<b>Ensemble</b>	<b>1 247</b>	<b>122</b>	<b>849</b>	<b>9 196</b>	<b>1 968 424</b>

#### Les 10 spécialités de formation les plus suivies dans les centres de formations occitans en 2019

	Nombre de stagiaires	Nombre d'heures stagiaires
Sécurité des biens et des personnes, police, surveillance	213 595	2 854 068
Santé	200 374	7 153 311
Informatique, traitement de l'information, réseaux de transmission des données	137 592	5 066 708
Autres	108 493	5 502 915
Développement des capacités d'orientation, d'insertion ou de réinsertion sociales et professionnelles	91 872	5 057 197
Finances, banque, assurances	85 252	1 927 438
Enseignement, formation	81 660	3 350 882
Transport, manutention, magasinage	76 239	2 133 077
Spécialités plurivalentes sanitaires et sociales	55 843	2 230 015
Commerce, vente	50 234	3 475 546



## 2. Formation professionnelle

### Politique du Titre Professionnel du Ministère chargé de l'emploi en Occitanie en 2020

Source : Dreefs Occitanie

	Nombre d'agrément en cours permettant la délivrance d'un Titre Professionnel	dont agréments délivrés en 2020
Ariège	32	9
Aude	183	27
Aveyron	52	5
Gard	179	35
Haute-Garonne	402	92
Gers	41	10
Hérault	463	136
Lot	25	3
Lozère	20	4
Hautes-Pyrénées	71	5
Pyrénées-Orientales	199	53
Tarn	104	18
Tarn-et-Garonne	70	6
<b>Occitanie</b>	<b>1 841</b>	<b>403</b>

Un titre professionnel est une certification professionnelle délivrée, au nom de l'État, par le ministre chargé de l'emploi. Ce titre atteste que son titulaire maîtrise les compétences, aptitudes et connaissances permettant l'exercice d'activités professionnelles qualifiées.



**1 841** agréments en cours en 2020 permettant la délivrance d'un Titre Professionnel (+1% en un an)

**dont 403** agréments délivrés en 2020 (-19% en un an)

## 2. Formation professionnelle

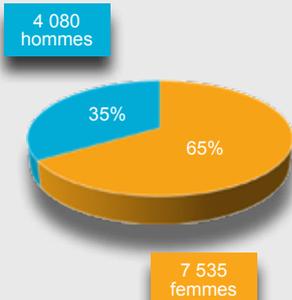


### La validation des acquis de l'expérience (VAE) en Occitanie en 2019

*Sources : Espaces conseil VAE Occitanie et Certificateurs publics Occitanie, traitement Carif-Oref Occitanie*

#### 1- En amont de la VAE, personnes reçues en information conseil :

7 079 personnes ont été orientées vers la VAE, soit 61% des personnes conseillées.



#### 2- Démarche VAE :

En 2019, 4 718 dossiers ont été déclarés recevables, soit une baisse de 16 % par rapport à 2018.

##### Dossiers recevables

###### Par sexe :

	Effectif
Femmes	3 424
Hommes	1 294

###### Par certificateur

Ministère Education nat.	1 931
Ministère Santé, social	1 747
Ministère Enseignement sup.	481
Ministère Travail, emploi	228
Ministère Sports animation	145
Ministère Agriculture	102
Cnam	41
Chambres consulaires	29

Ensemble	4 718
----------	-------

###### Par statut des candidats\* :

Salariés	66%
Non salariés	3%
Demandeurs d'emploi	31%
Sans activité prof.	0%

\* Les ministères chargés de la santé, du social, des sports, de l'animation et de la culture ne sont pas en mesure de préciser les statuts des candidats.



## 2. Formation professionnelle

### La validation des acquis de l'expérience (VAE) en Occitanie en 2019

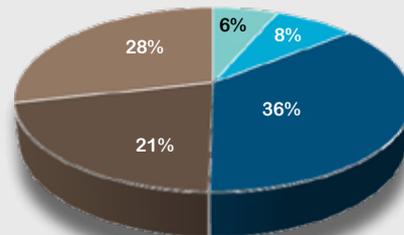
Sources : Certificateurs publics Occitanie, traitement Carif-Oref Occitanie

#### 3- Les résultats :

Résultats de jurys de validation par certificateur	Validation totale	Validation partielle	Aucune validation	Nombre de passages devant jurys
Ministère Education nationale	1 022	252	135	1 409
Ministère Santé, Social	401	444	178	1 023
Ministère Enseignement sup.	255	65	4	324
Ministère Sports, Animation	39	18	38	95
Ministère Travail, Emploi	62	3	5	70
Ministère de l'Agriculture	31	15	1	47
Ministère de la Culture	10	2	3	15
Chambres consulaires	11	2	1	14
Cnam	9	3	1	13
<b>Ensemble</b>	<b>1 840</b>	<b>804</b>	<b>366</b>	<b>3 010</b>
<b>Répartition</b>	<b>61%</b>	<b>27%</b>	<b>12%</b>	<b>100%</b>

#### Diplômes obtenus par niveau\* :

Niveau 3 : 522	Niveau 6 : 145
Niveau 4 : 389	Niveaux 7, 8 : 116
Niveau 5 : 660	Sans* : 8



#### Top 6 des certifications vues en jury\* :

- |   |   |
|---|---|
| 1-Diplôme d'Etat d'accompagnant éducatif et social (niveau 3) | 4-Diplôme d'Etat de moniteur éducatif (niveau 4)          |
| 2-Diplôme d'Etat d'aide-soignant (niveau 3)                   | 5-Diplôme d'Etat d'auxiliaire de puériculture (niveau 3)  |
| 3-Diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé (niveau 5)            | 6-Diplôme d'Etat d'éducateur de jeunes enfants (niveau 3) |

\* Selon le nouveau cadre national des certifications professionnelles (2019), voir définitions en page 68.

## 2. Formation professionnelle



### Formation aux professions sociales et de santé : nombre de diplômes délivrés\* en Occitanie en 2019

Source : DREES, enquête Ecoles 2019 - diplômes délivrés y compris Validation des Acquis de l'Expérience partielle

Formation aux professions sociales	Nombre de diplômes	Poids Occitanie / France métropolitaine
<b>Diplômes de niveau 3</b>		
Aides médico-psychologiques	32	44,4%
Auxiliaires de vie sociale	0	0,0%
Accompagnement éducatif et social	861	10,8%
Assistants familiaux	87	6,0%
<b>Diplômes de niveau 4</b>		
Techniciens de l'intervention sociale et familiale	39	9,0%
Moniteurs éducateurs	298	11,1%
<b>Diplômes de niveau 5</b>		
Assistants de service social	123	6,7%
Éducateurs spécialisés	407	10,5%
Éducateurs de jeunes enfants	119	7,5%
Éducateurs techniques spécialisés	13	8,8%
Conseillers en économie sociale familiale	121	10,8%
<b>Diplômes de niveau 6</b>		
Médiateur familial	24	16,2%
Certificat d'aptitude aux fonctions d'encadrement et de responsable d'unité d'intervention sociale (CAFERUIS)	96	8,0%
<b>Diplômes de niveau 7</b>		
Diplôme d'état en Ingénierie sociale (DEIS)	20	12,7%
Certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement et de service d'intervention sociale (CAFDES)	24	7,9%

Formation aux professions de santé	Nombre de diplômes	Poids Occitanie / France métropolitaine
<b>Diplômes de niveau 3</b>		
Aides soignants	1 459	7,3%
Ambulanciers	307	10,2%
Auxiliaires de puériculture	211	4,4%
<b>Diplômes de niveau 5</b>		
Techniciens en analyses biomédicales	0	0,0%
Préparateur en pharmacie hospitalière	41	10,4%
Psychomotriciens	52	5,9%
<b>Diplômes de niveau 6</b>		
Manipulateurs en électroradiologie médicale	53	11,3%
Pédicures-podologues	24	4,3%
Ergothérapeutes	107	12,1%
Infirmiers diplômés d'État	1 906	7,7%
<b>Diplômes de niveau 7</b>		
Masseurs kinésithérapeutes	167	6,2%
Sages-femmes	89	10,6%
<b>Formations complémentaires</b>		
Infirmiers de bloc opératoire	53	10,5%
Infirmiers anesthésistes	45	7,9%
Puéricultrices	124	11,4%
Cadres de santé	77	5,8%

\* Selon le nouveau cadre national des certifications professionnelles (2019), voir définitions en page 68.



# 3. Fonds Social Européen

## Fonds Social Européen 2014-2020 : programmation financière au 31 décembre 2020, gestion Dreets Occitanie

Source : Dreets Occitanie - MD FSE

Axes du Programme Opérationnel National (PON) « emploi-inclusion »		Maquette*	Total programmé*	Taux de programmation	Nombre d'opérations	FSE moyen par opération	Participants aux opérations
<b>Axe 1</b>	Accompagner vers l'emploi les demandeurs d'emploi, soutenir les mobilités professionnelles et développer l'entrepreneuriat	16,046	10,952	62%	134	81 732 €	Chômeurs : 19 409
<b>Axe 2</b>	Anticiper les mutations et sécuriser les parcours et les transitions professionnels	32,396	29,345	86%	116	252 976 €	Salariés : 9 552
<b>Axe 3</b>	Lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion	120,948	114,494	81%	1 704	67 191 €	"Chômeurs : 94 879 Inactifs : 66 684"
<b>Total PON FSE hors assistance technique (crédits d'intervention uniquement)</b>		<b>169,391</b>	<b>154,791</b>	<b>80%</b>	<b>1 954</b>	<b>79 217 €</b>	<b>190 524</b>
<b>IEJ</b>	<b>Intégration durable des jeunes sur le marché du travail</b>	<b>26,835</b>	<b>18,937</b>	<b>65%</b>	<b>117</b>	<b>161 857 €</b>	<b>13 779</b>
<b>Total PON et IEJ hors assistance technique</b>		<b>196,226</b>	<b>173,728</b>	<b>78%</b>	<b>2 071</b>	<b>83 886 €</b>	

\* en millions d'euros

\*\* NEET : Not in Employment, Education or Training (ni en emploi, ni en études, ni en formation).





# DÉVELOPPEMENT ET MUTATIONS ÉCONOMIQUES

Activité partielle  
Anticipation des mutations économiques

# 1. Activité partielle



## Activité partielle en Occitanie en 2020 (provisoire\*)

Source : DGEFP /DARES SI APART (extraction au 04/05/2021)

### Les demandes d'autorisation et d'indemnisation\* au titre de l'activité partielle en 2020

	Heures autorisées (en millions)	Heures indemnisées (en millions)	Etablissements autorisés	Etablissements indemnisés	Effectif autorisé	Effectif maximum indemnisé
Ariège	13,9	3,8	2 838	2 714	29 756	16 514
Aude	29,7	8,8	7 232	6 856	63 646	35 491
Aveyron	34,7	7,0	5 921	5 561	59 024	33 145
Gard	62,4	16,8	14 624	13 770	134 320	71 417
Haute-Garonne	236,2	67,1	29 376	27 951	495 750	256 927
Gers	15,6	3,9	3 530	3 293	33 243	17 381
Hérault	118,5	36,2	26 313	25 117	273 610	145 881
Lot	14,9	4,2	3 426	3 211	38 229	18 196
Lozère	5,6	1,3	1 633	1 537	12 047	6 676
Hautes-Pyrénées	23,0	6,6	4 750	4 525	53 413	27 472
Pyrénées-Orientales	49,8	12,3	9 942	9 477	90 256	50 624
Tarn	31,6	8,1	7 308	6 908	69 934	38 779
Tarn-et-Garonne	20,4	5,5	4 632	4 429	47 482	24 876
<b>Occitanie</b>	<b>656,3</b>	<b>181,6</b>	<b>121 525</b>	<b>115 349</b>	<b>1 400 710</b>	<b>743 379</b>

\* En raison d'une mise à jour en continu des informations saisies, les données de consommations relatives à un mois donné peuvent être révisées. On estime que 9 mois de recul sont nécessaires pour disposer de données sur la consommation d'activité partielle suffisamment consolidées. C'est pourquoi les données de l'année 2020 sont provisoires.

**Précautions de lecture sur les données activités partielle :** En 2020, la crise sanitaire a ralenti une grande partie de l'activité économique et s'est traduite par un recours massif et inédit à l'activité partielle sur l'ensemble du territoire national. Afin de protéger au mieux l'emploi salarié, le gouvernement a incité les entreprises à mobiliser le dispositif d'activité partielle en bénéficiant de conditions d'indemnisation adaptées. Compte tenu de l'ampleur de la mobilisation du dispositif en 2020, les comparaisons avec les années passées ne sont pas possibles. En Occitanie :

- 656 millions d'heures autorisées sur l'année 2020, contre 3 millions d'heures autorisées en 2019 (soit +208%).

- 181 millions d'heures indemnisées en 2020 contre 920 000 en 2019 (soit + 96%).

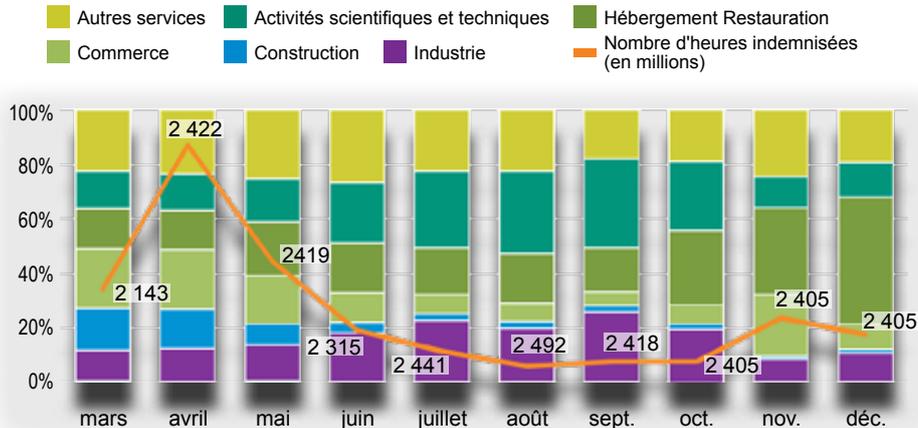


# 1. Activité partielle

## Activité partielle en Occitanie en 2020 (provisoire)

Source : DGEFP / DARES SI APART (extraction au 04/05/2021)

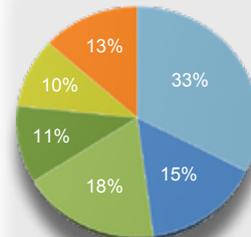
### Répartition mensuelle des heures indemnisées par secteur d'activité depuis mars 2020



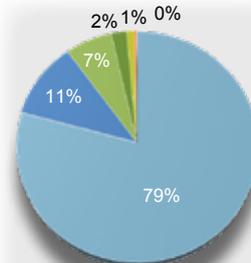
### Répartition selon la taille de l'établissement employeur



### Effectifs indemnisés



### Etablissements indemnisés



### Le dispositif d'activité partielle et les conditions d'indemnisation :

L'activité partielle est un dispositif destiné aux entreprises qui connaissent des difficultés temporaires liées à la conjoncture économique, des intempéries ou un sinistre. Le dispositif propose aux entreprises de payer une partie des rémunérations des salariés, en contrepartie d'heures chômées. Le dispositif évite donc d'éventuels licenciements.

A partir du 1er mars 2020, l'activité partielle devient éligible aux salariés des particuliers employeurs ainsi qu'aux intérimaires, aux journalistes pigistes et aux salariés employés en France par une entreprise étrangère. Les montants d'indemnisation, pour faire face à la crise de la covid- 19 ont été revalorisés à partir du 1er mars avec une prise en charge à 100% par l'État si le salarié touche moins de 8,03€/heure. Au-delà, l'État, comme auparavant, prend en charge 84% de la rémunération nette du salarié.

A compter du 1er juin 2020, le taux de prise en charge à ces conditions est limité aux secteurs touchés par une fermeture administrative.

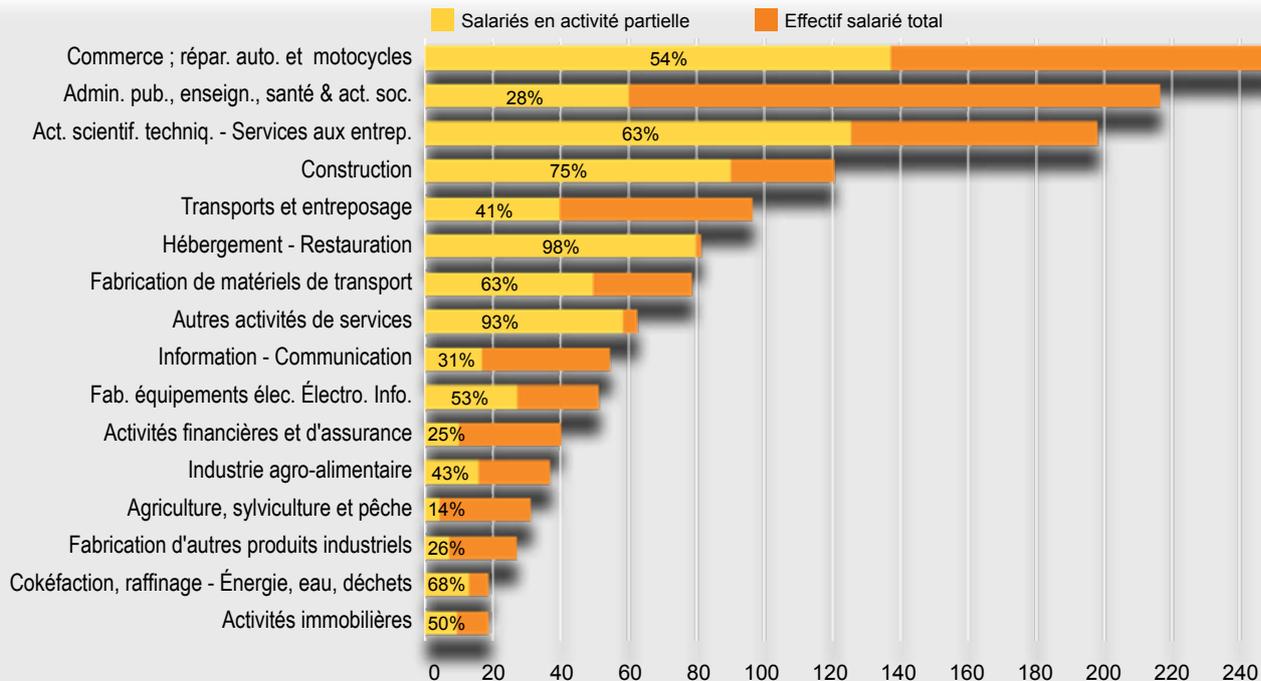
# 1. Activité partielle



## Activité partielle en Occitanie en 2020 (provisoire)

Source : Acoess, emploi salarié au 1<sup>er</sup> trimestre 2020 (hors intérim et agriculture) | Insee, Estimations trimestrielles de l'emploi 1<sup>er</sup> trimestre 2020 (pour l'emploi agricole) | DGEFP/DARES - SI APART

### Part des salariés indemnisés\* au titre de l'activité partielle pendant l'année 2020



Note de lecture: Dans le secteur de la construction 75% des 120 969 salariés comptabilisés au 1er trimestre 2020 ont été indemnisés au moins 1h au titre de l'activité partielle en 2020.

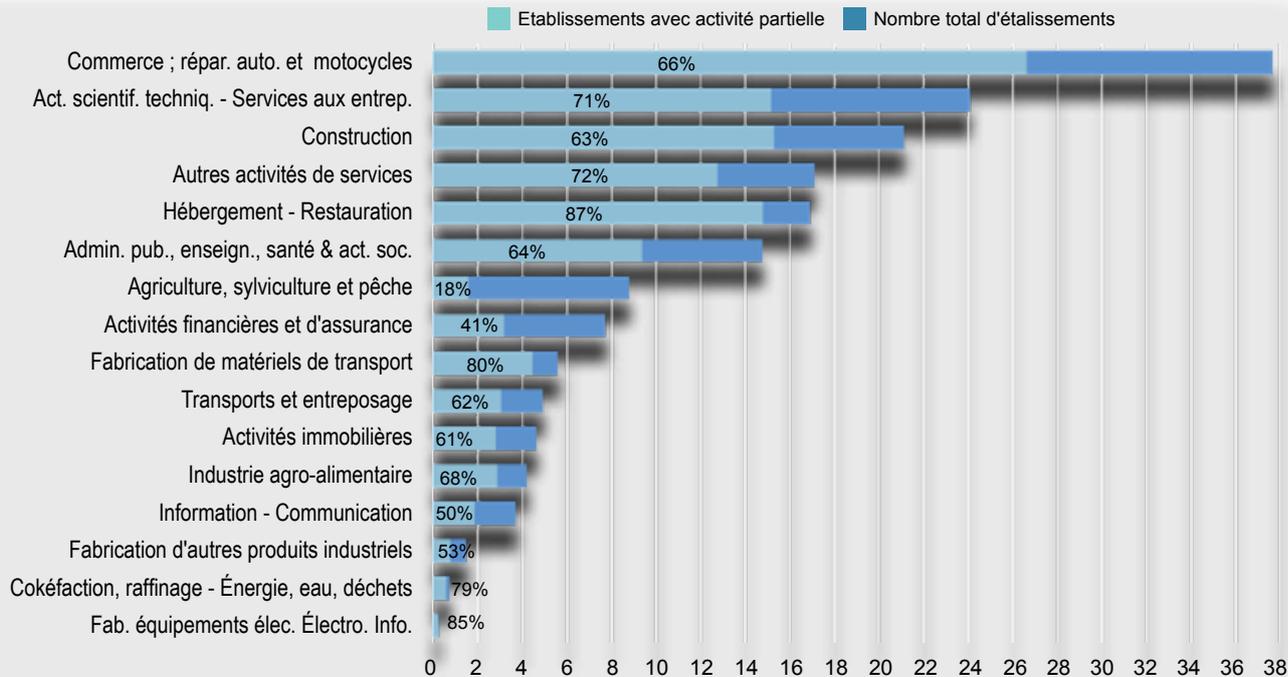


# 1. Activité partielle

## Activité partielle en Occitanie en 2020 (provisoire)

Source : Acoess, établissements employeurs 2019 et emploi salarié au 1<sup>er</sup> trimestre 2020 (hors intérim et agriculture) | Insee, Estimations trimestrielles de l'emploi 1<sup>er</sup> trimestre 2020 | DGEFP /DARES - SI APART

### Part des établissements ayant eu recours à l'activité partielle en 2020



Note de lecture : Dans le secteur de la construction 63% des établissements comptabilisés au 1<sup>er</sup> trimestre 2020 ont été indemnisés au moins 1h au titre de l'activité partielle en 2020.

# 1. Activité partielle



## Activité partielle en Occitanie en 2020 (provisoire)

Source : DGEFP /DARES SI APART (extraction au 04/05/2021)

### Synthèse par secteurs d'activité des demandes d'indemnisation en 2020

	Heures indemnisées (en millions)	Part	Nombre établissements indemnisés	Part	Effectif maximum indemnisé	Part	Montants indemnisés (en millions d'€)	Part
Agriculture, sylviculture et pêche	0,8	0,5%	1 565	1,4%	4 242	0,6%	7,6	0,4%
Industrie agro-alimentaire	3,1	1,7%	2 869	2,5%	15 768	2,1%	27,1	1,5%
Cokéfaction, raffinage - Énergie, eau, déchets	2,7	1,5%	571	0,5%	12 847	1,7%	33,5	1,8%
Fab. équipements élec. Électro. Info.	5,9	3,3%	198	0,2%	27 152	3,7%	82,7	4,5%
Fabrication de matériels de transport	11,4	6,3%	4 463	3,9%	49 640	6,7%	119,8	6,5%
Fabrication d'autres produits industriels	1,1	0,6%	791	0,7%	7 115	1,0%	10,9	0,6%
Construction	16,3	9,0%	15 312	13,3%	90 040	12,1%	157,6	8,6%
Commerce ; répar. auto. et motocycles	31,8	17,5%	26 621	23,1%	137 182	18,5%	309,8	16,9%
Transports et entreposage	8,3	4,6%	3 047	2,6%	39 769	5,3%	89,8	4,9%
Hébergement - Restauration	36,4	20,0%	14 794	12,8%	79 827	10,7%	323,3	17,6%
Information - Communication	5,0	2,7%	1 857	1,6%	16 786	2,3%	59,5	3,2%
Activités financières et d'assurance	1,9	1,0%	3 168	2,7%	9 983	1,3%	21,4	1,2%
Activités immobilières	2,4	1,3%	2 820	2,4%	9 348	1,3%	23,9	1,3%
Act. scientif. techniq. - Services aux entrep.	29,7	16,4%	15 149	13,1%	125 405	16,9%	332,6	18,1%
Admin. pub., enseign., santé & act. soc.	9,3	5,1%	9 379	8,1%	60 022	8,1%	87,4	4,8%
RU-Autres activités de services	15,5	8,5%	12 743	11,0%	58 246	7,8%	150,9	8,2%
<b>Occitanie</b>	<b>181,6</b>	<b>100,0%</b>	<b>115 349</b>	<b>100,0%</b>	<b>743 379</b>	<b>100,0%</b>	<b>1 837,9</b>	<b>100,0%</b>

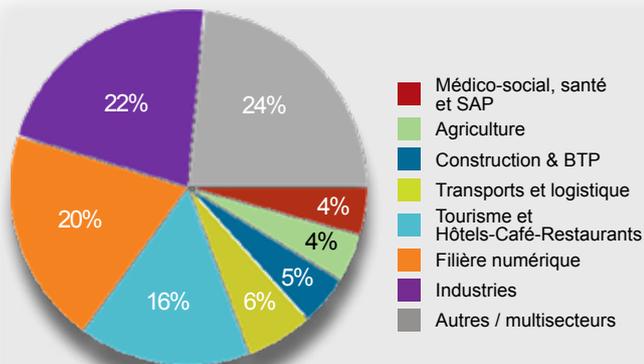


## 2. Mutations économiques

### Anticipation et accompagnement des mutations économiques en Occitanie en 2020

sources : Pôle 3E Dreets Occitanie

#### Répartition des subventions engagées en 2020 au titre des dispositifs d'appui aux mutations économiques par secteur d'activité



1. ADEC : Actions de Développement de l'Emploi et des Compétences
2. CPER : Contrat de Projet Etat/Région
3. AAP : Appels à projet
4. AME : Appui aux Mutations Economiques

**1. FNE Formation :** Dans le cadre des conséquences économiques liées à la crise sanitaire du Covid-19, le dispositif FNE-Formation a été repensé afin de répondre aux besoins des entreprises en activité partielle, en activité partielle de longue durée et des entreprises en difficulté par la prise en charge de coûts pédagogiques. En 2020 plus de 22 millions ont été mobilisés au titre du FNE formation contre seulement 93 000 euros en 2019

**2. Conseil en RH TPE et PME :** 2020, afin d'aider les TPE-PME à affronter la crise sanitaire et les préparer à la reprise d'activité, les pouvoirs publics ont incité les entreprises à mobiliser le dispositif avec une prise en charge intégrale de la prestation dans la limite d'un certain plafond (15 000 € si l'Etat finance seul, ou jusqu'à 30 000 € dans le cadre d'un cofinancement par un OPCO). En 2020, 2,4 millions ont été mobilisés dans le cadre du conseil RH des TPE/PME contre 431 000 euros en 2019.

#### Subventions engagées en 2020 au titre des trois dispositifs mutations économiques

Dispositifs :	Montant (millions d'€)	%
<b>FNE-Formation<sup>1</sup> (Fonds National de l'Emploi)</b>	<b>22,0</b>	<b>84%</b>
dont : Opérations individuelles	1,1	4%
Opérations collectives	20,9	80%
<b>Conseil en RH des TPE &amp; PME<sup>2</sup></b>	<b>2,4</b>	<b>9%</b>
dont : Opérations individuelles	0,9	4%
Opérations collectives hors AAP	1,4	6%
Opérations collectives AAP	0,0	0%
<b>ADEC<sup>1</sup></b>	<b>1,6</b>	<b>7%</b>
dont : Hors CPER <sup>2</sup> et hors appels à projets	0,2	1%
AAP <sup>3</sup>	0,6	3%
CPER	0,7	3%
<b>Total DISPOSITIFS AME<sup>4</sup></b>	<b>26,1</b>	<b>100%</b>
<b>Total opérations individuelles</b>	<b>2,1</b>	<b>8,0%</b>
<b>Total opérations collectives</b>	<b>24,0</b>	<b>92,0%</b>
dont Appels à Projets	0,6	2,5%

## 2. Mutations économiques



### Anticipation et accompagnement des mutations économiques en Occitanie en 2019 et 2020 :

#### Plans de Sauvegarde de l'Emploi (PSE)

Source : SI PSE et RUPCO

	2019	2020
PSE en impact dans la région	74	100
Nombre d'établissements régionaux touchés	157	179
<b>Nombre d'emplois impactés en Occitanie</b>	<b>1 541</b>	<b>6 431</b>

#### Ruptures conventionnelles collectives

Source : RUPCO

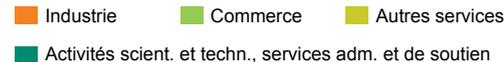
	2019	2020
RCC en impact	8	19
Nombre d'établissements régionaux touchés	10	22
<b>Nombre d'emplois impactés en Occitanie</b>	<b>69</b>	<b>309</b>

#### Conventions de revitalisation en 2020

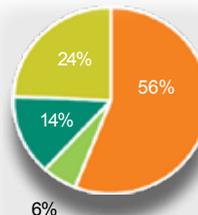
Source : DreetS

	Conventions	Objectif de création d'emplois	Montants en euros
Convention en cours en 2020	30	1 652	7 212 726 €
<b>dont signées en 2020</b>	<b>10</b>	<b>391</b>	<b>1 446 004 €</b>

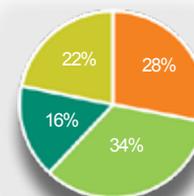
#### Impact des PSE par secteur d'activité



#### Licenciements prévus dans le cadre d'un PSE



#### Etablissements impactés





## 2. Mutations économiques

### Licenciements des salariés protégés en 2020 : demandes et autorisations par département

Source : DGT-Delphes

	Demandes					Ensemble	Autorisations
	Rupture conventionnelle	Motif économique dont transfert	Inaptitude	Disciplinaire	autres		
Ariège	18	4	7	9	0	<b>38</b>	31
Aude	23	25	31	17	9	<b>105</b>	84
Aveyron	36	54	17	10	1	<b>118</b>	100
Gard	46	31	39	15	3	<b>134</b>	116
Haute-Garonne	28	15	5	5	0	<b>53</b>	49
Gers	235	204	94	56	22	<b>611</b>	537
Hérault	15	19	20	5	2	<b>61</b>	55
Lot	153	93	71	47	10	<b>374</b>	341
Lozère	10	8	8	2	0	<b>28</b>	27
Hautes-Pyrénées	1	0	1	0	0	<b>2</b>	2
Pyrénées-Orientales	41	24	27	13	3	<b>108</b>	96
Tarn	17	26	24	8	3	<b>78</b>	67
Tarn-et-Garonne	21	22	13	7	1	<b>64</b>	58
<b>Occitanie</b>	<b>644</b>	<b>525</b>	<b>357</b>	<b>194</b>	<b>54</b>	<b>1 774</b>	<b>1 563</b>

En cas de licenciement d'un délégué du personnel ou d'un membre du comité d'entreprise ou du CHSCT, l'entreprise doit préalablement demander l'avis de la Dreetts qui autorise ou non la rupture du contrat.

## 2. Mutations économiques



### Ruptures conventionnelles de salariés non protégés en 2020

Source : DGT-portail RC

	Demandes	Autorisations
Ariège	760	745
Aude	2 481	2 323
Aveyron	1 715	1 529
Gard	5 135	4 682
Haute-Garonne	13 175	12 523
Gers	1 193	1 176
Hérault	10 703	10 426
Lot	979	965
Lozère	402	394
Hautes-Pyrénées	1 225	1 093
Pyrénées-Orientales	3 269	3 007
Tarn	2 489	2 167
Tarn-et-Garonne	1 456	1 402
<b>Occitanie</b>	<b>44 982</b>	<b>42 432</b>



# RELATIONS ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Relations professionnelles  
Santé et sécurité au travail

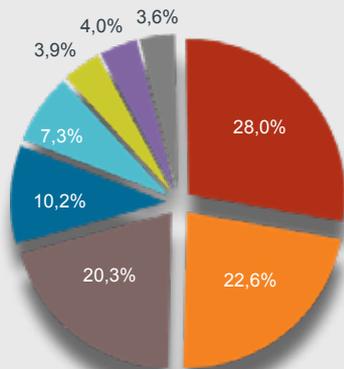
# 1. Relations professionnelles



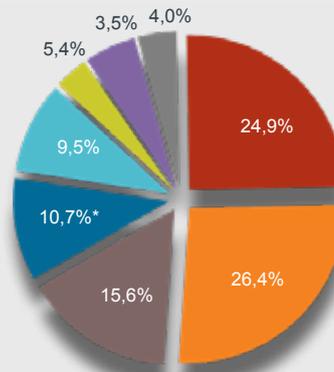
## Résultats du calcul de l'audience syndicale 2017 nationale et régionale

Source : Ministère du travail DGT

### Occitanie



### France métropolitaine



- CGT
- CFDT
- CGT-FO
- CFE-CGC\*
- CFTC
- Solidaires
- UNSA
- Autres

\* Audience de la CFE-CGC au niveau national dans les collèges électoraux dans lesquels ses règles statutaires lui donnent vocation à présenter des candidats : 19,4 %.

La mesure 2017 marque la fin de la période transitoire prévue par la loi du 20 août 2008 selon laquelle toute organisation syndicale affiliée à l'une des organisations syndicales de salariés reconnues représentatives au niveau national et interprofessionnel était présumée représentative au niveau de la branche. **Désormais, pour être représentatives dans une branche professionnelle, et donc être en capacité de signer des accords collectifs, les organisations syndicales devront dans tous les cas satisfaire au critère de l'audience de 8% dans cette branche** et plus largement respecter l'ensemble des critères de la représentativité. La loi du 18 décembre 2014 modifie les modalités de désignation des conseillers prud'hommes. En effet, la désignation des membres des conseils de prud'hommes se fonde désormais sur la mesure d'audience des organisations syndicales et patronales. De plus, la loi du 17 août 2015 relative au dialogue social et à l'emploi prévoit la mise en place dès juillet 2017 de commissions paritaires régionales interprofessionnelles (CPRI) dans lesquelles siègeront 10 représentants d'organisations syndicales et 10 représentants d'organisations patronales. Les membres des CPRI seront désignés proportionnellement à leur audience respective au sein des entreprises de moins de 11 salariés dans la région concernée et appartenant aux branches couvertes par la commission.

La représentativité régionale permet de déterminer la composition des Cese (Conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux) ainsi que d'établir le poids des organisations syndicales dans le cadre du dialogue social territorial.



# 1. Relations professionnelles

## Résultats du calcul de l'audience syndicale départementale 2017

Source : Ministère du travail DGT

	CGT	CFDT	CGT-FO	CFE-CGC	CFTC	UNSA	Solidaires	Autres
Ariège	54,1%	9,5%	15,9%	5,3%	6,4%	2,4%	3,5%	2,9%
Aude	32,7%	25,8%	19,3%	3,8%	7,3%	4,7%	1,3%	5,0%
Aveyron	28,7%	22,0%	30,4%	5,0%	1,9%	2,2%	5,2%	6,0%
Gard	32,2%	24,5%	14,7%	9,6%	8,1%	4,8%	2,2%	3,9%
Haute-Garonne	22,7%	20,5%	22,8%	14,6%	8,3%	3,0%	4,6%	3,4%
Gers	29,6%	33,5%	17,6%	5,9%	2,8%	2,6%	3,6%	4,4%
Hérault	29,5%	21,2%	19,4%	7,2%	8,3%	7,5%	4,2%	2,8%
Lot	34,2%	36,4%	14,9%	7,1%	1,4%	2,9%	1,0%	2,1%
Lozère	26,3%	32,7%	19,3%	6,3%	4,4%	2,0%	2,8%	10,3%
Hautes-Pyrénées	33,1%	29,7%	13,3%	9,0%	5,3%	1,8%	4,6%	4,6%
Pyrénées-Orientales	35,4%	21,3%	20,4%	8,9%	6,4%	2,0%	1,2%	4,3%
Tarn	23,7%	29,3%	16,9%	9,5%	4,4%	3,7%	7,5%	5,0%
Tarn-et-Garonne	34,3%	16,1%	23,1%	4,2%	13,8%	2,4%	2,2%	3,8%
<b>Occitanie</b>	<b>28,0%</b>	<b>22,6%</b>	<b>20,3%</b>	<b>10,2%</b>	<b>7,3%</b>	<b>3,9%</b>	<b>4,0%</b>	<b>3,6%</b>

Les résultats par département permettent de déterminer la répartition des sièges relevant des syndicats de salariés au sein des conseils de prud'hommes, celle des représentants patronaux relevant de la représentativité des organisations au niveau national.

# 1. Relations professionnelles

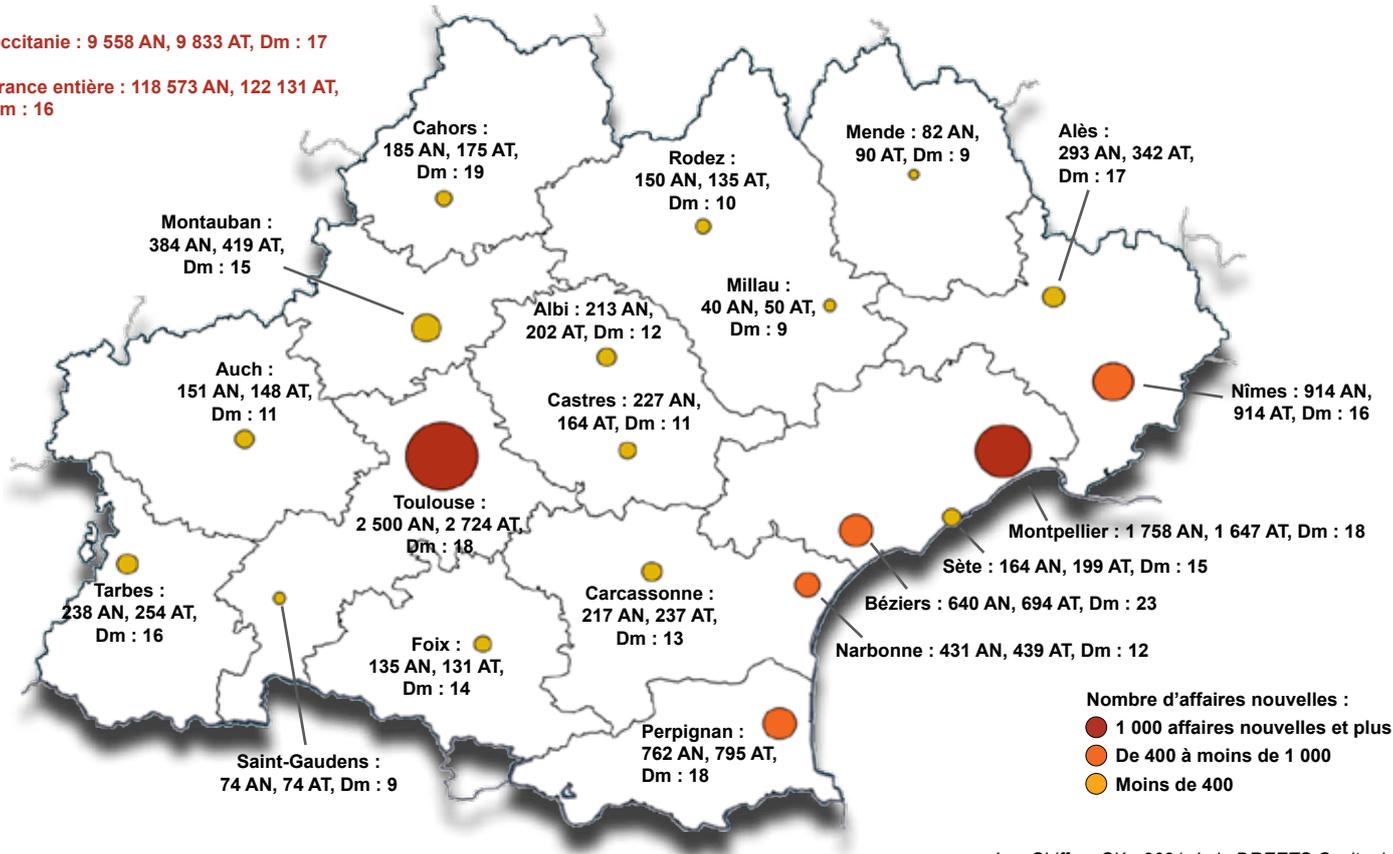


**Activité prud'homale en 2019** - Par juridiction : nombre d'Affaires Nouvelles (AN), nombre d'Affaires Terminées (AT) et Durée moyenne de traitement (Dm) en mois hors référés (procédure d'urgence contradictoire)

Source : Ministère de la Justice/SG/SDSE - Exploitation statistique du répertoire général civil - fond de carte ©IGN

Occitanie : 9 558 AN, 9 833 AT, Dm : 17

France entière : 118 573 AN, 122 131 AT, Dm : 16





# 1. Relations professionnelles

## Négociation collective en 2019 en Occitanie

Source : Dares - base statistique des accords 2019 définitive

Les 5 principaux thèmes des accords déposés en 2019  
(plusieurs thèmes possibles par accord)

	Nombre d'accords *	Nombre d'accords hors accords exclusifs épargne salariale	dont signés par un délégué syndical ou un représentant du personnel	Les 5 principaux thèmes des accords déposés en 2019 (plusieurs thèmes possibles par accord)				
				Epargne salariale	Rémunération	Durée et aménagement du temps de travail	Egalité professionnelle	Prévoyance - protection sociale complémentaire
Ariège	130	86	92%	45	28	32	10	13
Aude	269	157	83%	115	55	62	11	29
Aveyron	306	202	92%	110	64	58	19	34
Gard	693	355	88%	340	136	100	33	80
Haute-Garonne	2 010	1 249	91%	796	385	386	156	278
Gers	169	111	88%	60	28	42	22	20
Hérault	1 202	668	85%	541	272	155	38	88
Lot	137	90	91%	49	29	46	8	22
Lozère	47	29	93%	18	13	7	8	4
Hautes-Pyrénées	194	138	91%	57	43	46	12	34
Pyrénées-Orientales	404	219	83%	188	88	83	19	48
Tarn	332	203	89%	131	82	64	28	24
Tarn-et-Garonne	216	135	94%	86	45	54	19	27
<b>Occitanie</b>	<b>6 109</b>	<b>3 642</b>	<b>89%</b>	<b>2 536</b>	<b>1 268</b>	<b>1 135</b>	<b>383</b>	<b>701</b>

\* accords initiaux et avenants

## 2. Santé et sécurité au travail



### Maladies professionnelles\* en Occitanie en 2019

Sources : CARSAT LR et MP / CCMSA

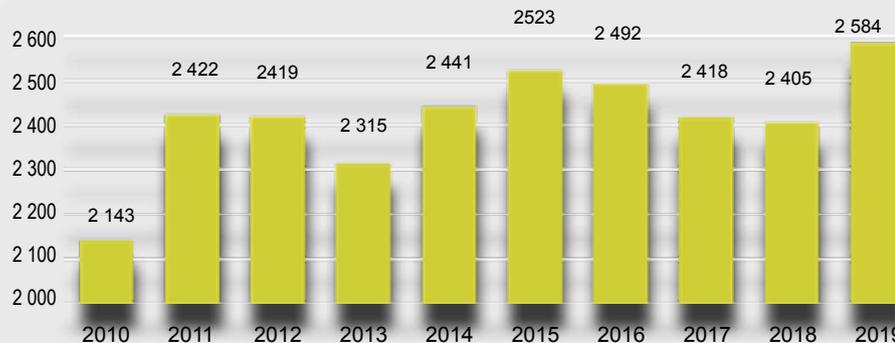
		Nombre	Répartition par typologie de maladie professionnelle						
			Affections péri articulaires	Lombalgies (port de charges)	Amiante	Surdité	Lombalgies (vibrations)	Dermites, eczéma, asthmes	Autres
Régime général	Ex Languedoc-Roussillon	932	76,1%	7,6%	5,2%	0,9%	0,9%	2,2%	7,1%
	Ex Midi-Pyrénées	1 652	82,1%	6,7%	1,9%	0,9%	0,7%	1,8%	5,9%
	<b>Occitanie</b>	<b>2 584</b>	<b>79,9%</b>	<b>7,0%</b>	<b>3,1%</b>	<b>0,9%</b>	<b>0,8%</b>	<b>1,9%</b>	<b>6,3%</b>
Régime agricole	Occitanie	266	88,3%	2,6%	nd**	nd**	3,0%	0,4%	5,7%

\* maladies professionnelles déclarées et reconnues

\*\* faibles pourcentages intégrés à la catégorie "autres"

### Evolution du nombre de maladies professionnelles entre 2010 et 2019 (régime général)

Sources : CARSAT LR et MP





## 2. Santé et sécurité au travail

### Accidents du travail par département en 2019

Sources : CARSAT LR et MP / CNAMTS ; CCMSA

	Régime général		Régime agricole	
	Nombre d'accidents du travail avec arrêt	Indice de fréquence*	Nombre d'accidents du travail avec arrêt (salariés agricoles)	Indice de fréquence*
Ariège	1 123	36,5	77	32,2
Aude	3 206	44,2	460	35,7
Aveyron	2 356	36,3	458	64,9
Gard	6 390	42,3	611	34,6
Haute-Garonne	14 849	30,2	286	25,6
Gers	1 488	40,9	332	37,0
Hérault	12 973	42,8	689	35,8
Lot	1 418	36,9	145	29,3
Lozère	751	43,3	307	167,7
Hautes-Pyrénées	2 000	37,7	88	31,1
Pyrénées-Orientales	4 496	44,4	551	41,3
Tarn	3 625	44,5	319	36,8
Tarn-et-Garonne	2 428	46,4	199	15,7
<b>Occitanie</b>	<b>57 103</b>	<b>38,2</b>	<b>4 522</b>	<b>37,1</b>
France	655 715	33,5	nd	
<b>Part Occitanie/France</b>	<b>8,7%</b>			

\* Indice de fréquence : nombre d'accidents du travail avec arrêt pour 1 000 salariés

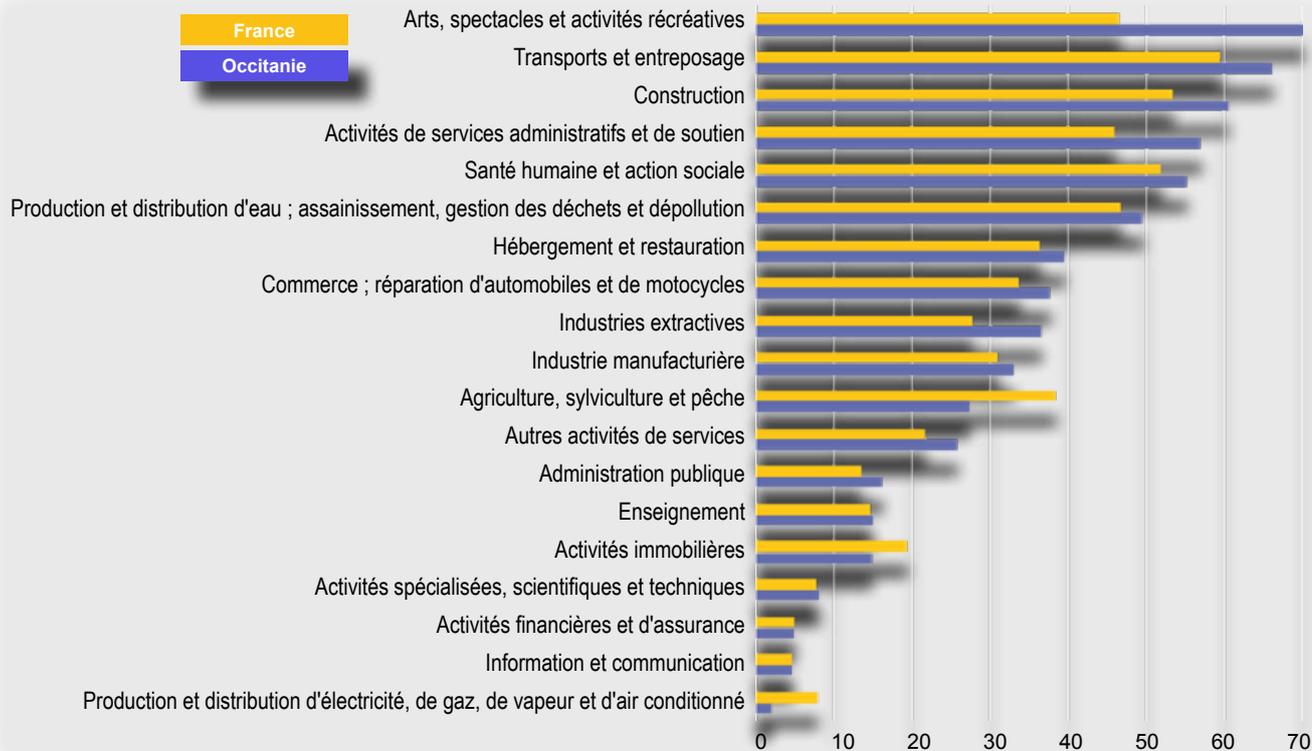
Le calcul de l'indice de fréquence des AT pour les salariés du régime agricole se base sur le nombre d'accidents avec arrêt pour un effectif salarié moyen trimestriel.

## 2. Santé et sécurité au travail



### Indice de fréquence des accidents du travail par secteurs d'activité (régime général) en 2019

Sources : CARSAT LR et MP





# ZOOM SUR...

Activité du Pôle C  
Activité de l'inspection du travail  
Contrôle de la formation professionnelle



## L'activité du pôle C en 2020 : Concurrence, Consommation, Répression des Fraudes, Métrologie

Source : Drets Occitanie Pôle C

### Des missions assurées par 3 services et une brigade :

- Service concurrence
- Brigade d'enquêtes vins et spiritueux
- Service pilotage, appui technique, animation des DD(CS)PP

- Détection des pratiques anticoncurrentielles (notamment dans les marchés publics)
- Contrôle des règles de transparence (facturation, CGV, conventions)
- Contrôle du respect de l'équilibre des relations commerciales et des délais de paiement
- Contrôle de la qualité, de la conformité et de la loyauté des produits (vins, fruits et légumes)
- Coordination et soutien de l'action des directions départementales inter-ministérielles pour la protection économique et la sécurité des consommateurs



### • Service de métrologie légale

- Contrôle de la conformité des instruments de mesure réglementés (utilisés lors de transactions commerciales ou pour garantir le respect d'une obligation : balances, pompes à essence, taximètres,...)
- Contrôle des organismes agréés (en charge de la vérification périodique des instruments de mesure, ainsi que des fabricants, réparateurs ou importateurs de ces instruments)

**50** agents Concurrence Consommation et Répression des Fraudes (CCRF)

dont **28** agents enquêteurs

**14** agents de la métrologie légale

### Activités de la CCRF en 2020 :

- 5 473** courriers et courriels réceptionnés
- 1 235** visites d'établissements
- 206** prélèvements de produits alimentaires
- 10** dossiers pénaux transmis au Parquet
- 7** amendes administratives notifiées en matière de délais de paiement pour un montant total de **470 200 €**
- 3** amendes transformées en avertissement en raison de la crise Covid

### Activités de la métrologie légale en 2020 :

- 356** visites de surveillance d'organismes
- 1 490** sites détenteurs contrôlés
- 5 408** instruments contrôlés
- 458** constats de non-conformité
- 5** amendes administratives pour un montant total de **4 750 €**
- 4** amendes transformées en avertissement en raison de la crise Covid



## Le système Inspection du travail en Occitanie en 2020

Source : Dreeets Occitanie Pôle T, Wiki'T via DELPHES NG | Fond de carte ©IGN

20

Unités de contrôle (UC) de l'inspection du travail et 1 Unité Régionale de Contrôle "Travail Illégal" (URACTI)

150

Inspecteurs et contrôleurs du travail

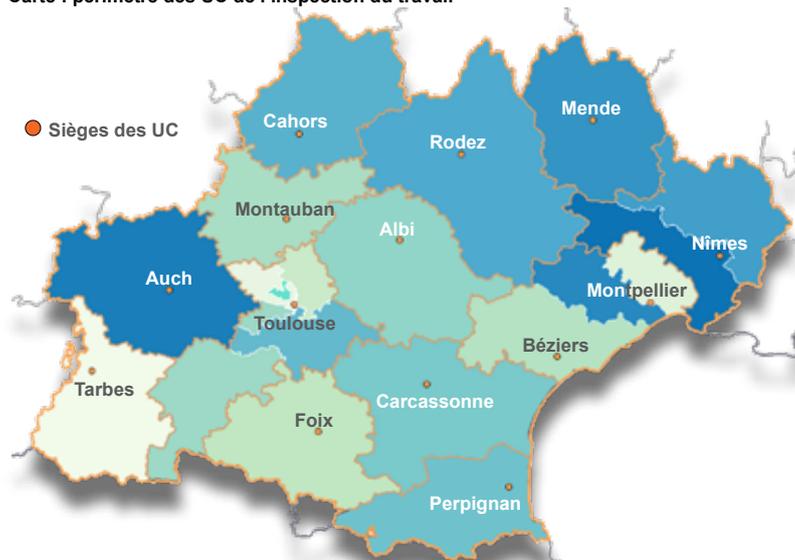
21

Responsables d'Unités de Contrôle (UC)

55

Assistants de contrôle

Carte : périmètre des UC de l'inspection du travail



### Activité de l'inspection du travail

24 000 interventions, dont :

- 4 640 interventions dans le cadre de la crise Covid
- 4 150 interventions en matière de lutte contre le travail illégal
- 2 970 interventions sur chantiers pour prévenir le risque chutes de hauteur
- 1 270 interventions sur chantiers pour prévenir le risque amiante
- 900 contrôles et enquêtes sur le détachement international de salariés (Prestations de Services Internationales), ayant conduit à 12 décisions d'amendes pour un montant de 49 200 €
- 675 interventions en matière de fraude à l'activité partielle

19 240 suites à interventions, dont :

- 14 550 lettres d'observation
- 430 procès-verbaux transmis aux parquets
- 390 arrêts de chantier
- 240 mises en demeure
- 51 signalements au Parquet
- 39 décisions d'amendes hors PSI prononcées pour un montant total de 239 450 €

17

Sites de renseignement en droit du travail

44

Agents de renseignement en droit du travail

### Activité des services de renseignement

49 500 demandes de renseignement traitées, et dûment enregistrées dans le système d'information



## L'activité du Service Régional de Contrôle de la Formation professionnelle en 2020

Source : Dreet Occitanie

Au sein du Pôle Entreprises, Emploi, Économie, le service régional de contrôle de la formation concourt à la lutte contre la fraude aux fonds de la formation professionnelle, de la taxe d'apprentissage et du Fonds Social Européen (FSE).

14 agents, dont

8 agents dédiés exclusivement au contrôle

Il instruit les demandes de déclarations d'activité (DA) en qualité de prestataire de formation professionnelle :

1 790 demandes de déclarations d'activité déposées



dont 295 décisions de refus de déclarations d'activité prononcées (prestations hors champ, défaut de pièces justificatives)

Il assure la gestion du fichier public des organismes de formation :



9 196 organismes de formation déclarés actifs au 31 décembre 2020

971 caducités ou retraits de numéro de déclaration d'activité prononcés

dont 122 cessations d'activité

849 déclarations d'activité caduques ou annulées

Il contrôle l'utilisation conforme des fonds de la formation professionnelle continue (Etat, Région, Pôle Emploi, OPCA, FAF) :

136 contrôles engagés en 2020 au titre de :

99 prestations de formation professionnelle continue (organismes de formation ou entreprises)

22 centres de formation d'apprentis (nouveaux OF- CFA)

14 entreprises assujetties à la contribution supplémentaire à l'apprentissage (CSA)

1 action de formation du FSE - Initiative pour l'Emploi des Jeunes (IEJ)

En 2020, ces contrôles clôturés ont donné lieu à des sanctions financières pour un montant de 709 910 euros :

200 000 € remboursés aux financeurs



509 910 € versés au Trésor Public



---

**Directeur de publication** : Christophe Lerouge - **Réalisation** : Service Etudes Statistiques Evaluation

**Conception** : DREETS Occitanie (SESE)

Crédit picto/photos : ©Africa Studio Stock.Adobe.com, ©Bernard GIRARDIN Stock.Adobe.com, ©blvdone Stock.Adobe.com, ©Cybrain Stock.Adobe.com, ©DisobeyArt - Stock.Adobe.com, ©Fotolia.com, ©Rémi Benoit

**Imprimeur** : Pure impression - 451 r. de la Mourre, Espace Com. Fréjorgues Est, 34130 Maugeio - **Parution** : juillet 2021 - **ISSN** : 2551-9883



# PRÉFET DE LA RÉGION OCCITANIE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale  
de l'économie, de l'emploi  
du travail et des solidarités**



5, Esplanade Compans Caffarelli  
BP 98016 - 31080 TOULOUSE Cedex 6  
Tél : 05 62 89 81 00  
Mél : [oc.direction@dreets.gouv.fr](mailto:oc.direction@dreets.gouv.fr)